



SANTÉ
DORMIR VOILETS OUVERTS
AUGMENTERAIT LES RISQUES
CARDIO-VASCULAIRES **PAGE 12**

CANICULE
FROMAGES, VIGNOBLES...
LES AOP FRAGILISÉES
PAR LA SÉCHERESSE **PAGE 24**



BUDGET
Sébastien Lecornu,
le shérif du
gouvernement **PAGE 5**

UKRAINE
Les «frappes
systémiques»
russes s'approchent
dangereusement
de l'Europe **PAGE 8**

LÉGISLATIVES
La Suède en proie
à l'incertitude,
avec la gauche
et la droite au
coude-à-coude **PAGE 9**

TENNIS
Alexander Zverev,
le troisième homme
qui peut devenir
le premier **PAGE 13**

TECH
Malgré l'appel des
géants américains,
l'impossible pause
dans la course à l'IA
PAGE 25

EXPOSITION
Bartholdi en toute
liberté au Musée
d'Orsay **PAGE 31**

**CHAMPS
LIBRES**
• Enquête : le peuple
contre les juges,
le précédent
de Roosevelt
et la Cour suprême

• La tribune
d'Omar Yousef
Souleimane
• La chronique
de Renaud Girard
PAGES 15 À 17

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de lundi :**
Faut-il désindexer
les pensions des retraités
pour réduire
le déficit public ?

OUI 37% NON 63%
VOTANTS : 147 991

Faut-il supprimer
l'obligation faite
aux communes
de réserver 25 %
de logements sociaux ?

**Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter**

STOKKETE - STOCK.ADOBE.COM :
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Périscolaire : les élus de Paris à l'heure des comptes

Les familles des victimes de violences sexuelles à l'école attendent des explications de la part de l'ancienne maire Anne Hidalgo et de son ex-adjoint Patrick Bloche, auditionnés mardi au Sénat.

La commission d'enquête du Sénat sur les violences dans le périscolaire auditionne ce mardi l'ancienne maire de Paris, Anne Hidalgo, ainsi que son ex-adjoint chargé de l'éducation et de la petite enfance, Patrick Bloche. L'occasion, espèrent les familles des victimes d'agressions sexuelles, d'obtenir enfin des explications sur les failles qui ont permis à des animateurs de sévir pendant des années au sein des écoles parisiennes. « Nous attendons qu'ils reconnaissent ce qui n'a pas fonctionné », explique Barka Zerouali, porte-parole du collectif #MeTooEcole, qui réclame aussi « des excuses aux enfants qui n'ont pas été suffisamment protégés et aux familles qui ont alerté et qui, trop souvent, ont eu le sentiment de ne pas être entendues ». Mercredi, l'actuel maire de Paris, Emmanuel Grégoire, sera à son tour auditionné par les sénateurs.

→ COMMENT LE MOUVEMENT ENFANTISTE S'EST IMPOSÉ EN FRANCE → « VOUS NE POUVEZ PAS IMAGINER COMME ELLE EST SOULAGÉE » : LA NOUVELLE VIE D'ANNE HIDALGO, LOIN DE LA POLITIQUE **PAGES 6, 7 ET L'ÉDITORIAL**



Thomas Buberl (Axa) :
« La France joue
sa crédibilité dans
la présidentielle »

Fin observateur de la vie politique et du débat public, le directeur général d'Axa s'inquiète de la situation financière française. Il appelle les candidats à la responsabilité et à proposer un projet d'avenir pour la France. **PAGE 20**

**Les retraités
au cœur
de la bataille
budgétaire
de Lecornu**

À sept mois d'une élection présidentielle décisive, sans majorité à l'Assemblée, boucler le budget relève de la gageure. La tâche est d'autant plus ardue que la croissance se révèle plus faible que prévu et que le déficit atteint 5 % du PIB. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, qui présentera son projet le 30 septembre, a promis un effort de 30 milliards d'euros, principalement fondé sur la réduction des dépenses. Premiers ciblés, les retraités pourraient voir leur pension gelée ou leur abattement fiscal de 10 % supprimé. **PAGES 2, 4 ET 5**

ÉDITORIAL par Laurence de Charette

La vérité due aux enfants

Il est temps, grand temps, d'apporter un peu de lumière et de vérité sur cet indicible, cet impensable : les violences sexuelles faites aux enfants, à l'âge le plus tendre, et dans l'enceinte même de l'école, par ceux-là mêmes à qui ils sont confiés – le scandale du périscolaire. Plusieurs commissions, notamment celle du Sénat, entament des travaux qu'il faut espérer salutaires. Ce qui devrait être une évidence reste pourtant un défi. Hier, Vincent Peillon, architecte de la réforme des rythmes scolaires qui a transformé l'école en une foire aux ateliers occupationnels, s'est attaché à réfuter le moindre lien entre l'appel d'air initié tous azimuts et les défaillances chroniques dans le recrutement, la sélection, la formation des animateurs, préférant renvoyer la balle à ses opposants. Il faut s'attendre à ce qu'Anne Hidalgo, poursuivie en justice par 17 familles, s'emploie à dénier toute responsabilité dans la faillite de la mairie de Paris... Ou encore à ce que le nouveau maire de la capitale préfère promouvoir les actions du présent plutôt que leur déficit au passé. Il faudra pourtant bien aller plus loin ; plus loin et plus profondément. L'inquiétude

lancinante, le tourment qui saisissent maintenant tant de parents autrefois naturellement confiants, à Paris, et à travers la France, planent à l'entrée des écoles ; et ils sont à la fois tragiques et légitimes : la transparence sur les failles de l'institution et la farouche détermination à les faire cesser leur sont dues. On cherche pourtant encore l'assurance d'un véritable retournement devant les errements de la chaîne pénale, aux prises avec la multiplication, la massification même, des signalements ; ou devant la confusion de l'Éducation nationale et des collectivités, et le tourbillon anarchique des intervenants. Coupables lenteurs, inadmissibles silences... La confiance dans nos institutions fondatrices se décompose : il y a urgence au sursaut. Si la chaîne de protection, que toute société digne de ce nom tisse pour chacun des siens, se dissout jusqu'à se rompre, c'est que le nouveau monde des « droits », accaparé par le brouhaha des concurrences victimaires, se fait sourd au cri des plus petits, des plus fragiles, des plus faibles – les enfants, mais aussi les personnes âgées. Signe qu'il ne tourne pas bien rond... ■



**Un prix ancré dans
l'activité économique**

**Le Cabinet Vogel & Vogel
lance la 6^{ème} édition du
Prix de droit économique**



**Candidatures ouvertes
jusqu'au 30 septembre 2026**

Plus d'informations : www.vogel-vogel.com

Budget : l'exécutif se lance dans une bataille incertaine en visant les retraités

Tristan Quinault-Maupoil

Pour freiner la croissance des dépenses publiques, le gouvernement veut mettre à contribution les retraités à hauteur de 6 milliards d'euros. Des consultations avec les groupes politiques sont annoncées.

Le dernier marathon budgétaire du pouvoir sortant s'annonce tout aussi corsé que les deux précédents. Une fois encore, c'est la question des retraités qui provoque l'ébullition dans tous les partis alors que l'exécutif entend les mettre à contribution pour juguler un déficit qui dérape. Elle s'annonce déjà centrale tandis que le reste de la copie gouvernementale sera connu avant la fin du mois.

Objectif de Bercy : réaliser 6 milliards d'euros d'économies en évitant la revalorisation des pensions sur l'inflation (2,1 %) ou en remettant en cause l'abattement fiscal de 10 % dont ils bénéficient. Depuis la dissolution de 2024, le sujet revient sans cesse sur la table. D'autant que se multiplient les débats sur la taxation trop importante du travail face à la progression des dépenses liées aux retraites. Mais le poids politique des seniors encourage bien souvent les partis politiques à faire barrage aux projets de l'exécutif.

Raison pour laquelle le premier ministre a chargé ses ministres des Comptes publics, David Amiel, des Relations avec le Parlement, Laurent Panifoux, et du Travail, Jean-Pierre Farandou, d'organiser des discussions avec les présidents des différents groupes parlementaires, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, en amont de la présentation du budget 2027. « L'enjeu, c'est de préparer et d'anticiper la discussion parlementaire. Il est normal d'écouter ce que les partis ont à dire. Mais il ne s'agit pas d'une négociation ni de modifier les textes financiers qui vont être transmis au Haut Conseil des finances publiques », souligne le cabinet de David Amiel. Les derniers arbitrages, encore confidentiels, ont d'ailleurs été ficelés lundi après-midi.

Vigilant, le parti présidentiel attend la copie globale pour s'exprimer tout en s'interrogeant sur la pertinence d'un ciblage spécifique des retraités, « notre position l'année dernière, c'était la mise à contribution de tout le monde ». Bien que tous les partis soient conviés, il s'agira en particulier de prendre la température dans les rangs du bloc central et de la droite. Et plus largement du PS, qui a permis au budget précédent d'être adopté. Mais c'est vers le Rassemblement national que les regards se tournent. Car si Marine Le Pen a affirmé samedi qu'elle était prête à accepter un budget « imparfait », quitte à le modifier après une élection présidentielle qu'elle espère remporter, ses troupes ont affirmé que la contribution des retraités était une « ligne rouge ». « Ça serait une injustice », a affirmé le député

Jean-Philippe Tanguy, invité lundi de TF1. « Avant de s'attaquer aux revenus et au pouvoir d'achat, il faut faire des économies », a-t-il martelé.

Dès le week-end, Matignon accueillait avec beaucoup de vigilance les propos initiaux de Marine Le Pen, n'y voyant aucune forme d'éclaircie avant une bataille parlementaire qui s'annonçait ardue. « Le débat de la présidentielle va

d'abord se faire dans l'Hémicycle, évalue un conseiller du premier ministre. À six mois de la présidentielle, le budget en sera l'antichambre. » Au risque de positions très tranchées et d'une approche peu conciliante des oppositions. Après la primaire socialiste, en octobre, le candidat sorti des urnes sera mis sous pression par les Insoumis. Dès lors, comment imaginer des discussions fructueuses

entre les socialistes et l'exécutif, comme ce fut le cas l'année passée ?

C'est ce qui fait craindre à Sébastien Lecornu d'être renversé à l'automne, même s'il cherche ces jours-ci à faire entendre aux partis que l'adoption d'un budget est dans leur intérêt. « Les candidats devront quand même expliquer qu'ils ne peuvent pas faire de l'année I de leur quinquennat une année de terre

brûlée. Et le bon sens populaire peut vite accepter ça », glisse-t-on au sommet de l'État, où l'on imagine mal un parti souhaiter débiter son quinquennat sur une discussion budgétaire à l'allure de position amère. Un appel à la responsabilité que le bloc central a l'habitude de manier pour tenter de discipliner des oppositions ou de jouer l'opinion contre elles. Sébastien Lecornu n'aura « aucune forme d'état d'âme à dire à qui revient la faute » d'un échec parlementaire, commence-t-on à suggérer Rue de Varenne. Suffisant pour faire rentrer dans le rang des députés qui assistent à la chute dans les sondages d'Emmanuel Macron (16 % ; -5 points) et Sébastien Lecornu (20 % ; -7 points), selon les chiffres Ipsos BVA-Cesi publiés samedi ?

« Cette rentrée, ce n'est que du stress et de l'inquiétude... La situation financière est dangereuse »

Une ministre

Si l'hypothèse d'une censure venait à se concrétiser, la petite musique de la dissolution se fait déjà entendre. Bien que l'Élysée se soit empressé de démentir des informations de presse imaginant le scénario fou d'une Assemblée nationale renouvelée avant l'élection présidentielle et que le prochain chef de l'État ne pourrait pas dissoudre avant une année. En janvier dernier, confronté à des débats enlisés, Sébastien Lecornu avait déjà usé de cette menace en faisant savoir qu'il avait chargé le ministre de l'Intérieur de se préparer à un nouveau scrutin. Le coup de semonce avait été sans lendemain.

Au risque politique s'est ajoutée ces jours-ci la pression des marchés, qui n'ont pas attendu la présentation de la copie du budget 2027 pour faire flamber les taux français à 10 ans. La géopolitique s'invite une fois de plus dans les débats, avec un litre d'essence qui atteint des sommets. « Le devoir de responsabilité des partis sera d'autant plus fort », glisse-t-on au gouvernement, où l'on imagine que cette nouvelle donne sera prise en compte par les parlementaires. « Cette rentrée, ce n'est que du stress et de l'inquiétude... La situation financière est dangereuse. Sébastien Lecornu est très préoccupé », se lamente une ministre avant un nouveau séminaire gouvernemental, jeudi, lors duquel le chef du gouvernement va serrer les boulons avant la grande épreuve qui attend son équipe. ■



Sébastien Lecornu et le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, le 10 juin, à l'Élysée.

À l'Assemblée, les groupes politiques se préparent à l'épreuve de force

Wally Bordas

Faut-il y voir une possible éclaircie pour l'exécutif ? Samedi, devant les parlementaires de son parti réunis au Touquet, Marine Le Pen a entrouvert une porte qui semblait jusqu'ici fermée à double tour. Évoquant l'examen du budget 2027, la candidate RN à l'élection présidentielle a indiqué qu'elle préférerait l'option d'un texte « imparfait » mais « opérationnel » plutôt qu'une loi spéciale. Un scénario qui lui permettrait plus facilement de revoir la copie en cas de victoire à l'élection présidentielle. Une déclaration qui pose les jalons en vue d'une éventuelle abstention, ou, au moins, d'une non-censure des députés de son groupe lors du vote des projets de loi de finances (PLF) et de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Un scénario qui sauverait la mise au gouvernement et lui permettrait de faire adopter ses deux textes budgétaires sans être censuré, s'offrant ainsi la possibilité presque inespérée de rester en place jusqu'à la fin du quinquennat. « Je serais Sébastien Lecornu, je me méfierais de cette déclaration de Marine Le Pen qui veut tout et rien dire. Je pense qu'ils vont souffler le chaud et le froid pendant des semaines »,

avertit un cadre macroniste au Palais Bourbon, qui se souvient très bien de la « bienveillance affichée » des troupes lepénistes il y a deux ans en faveur de Michel Barnier. « Ils avaient fini par lui couper la tête », rappelle-t-il, se remémorant la censure qui avait fini par fatalement emporter le premier ministre d'alors.

Prudence est donc mère de sûreté. D'autant que Marine Le Pen a également précisé samedi que ses propos n'équivalaient pas à « un blanc-seing » au gouvernement. « Nous n'accepterons aucune hausse d'impôts et aucune injustice sociale contre la France du travail. (...) Nous exigerons des économies, des économies, des économies », a-t-elle détaillé. Or, le gouvernement envisage plusieurs pistes pour faire des économies dans son prochain budget, notamment le gel complet des pensions des retraités ou la suppression de l'abattement fiscal de 10 % dont ils bénéficient. Inenvisageable pour le RN.

« Marine Le Pen a précisé qu'elle n'accepterait aucune injustice contre la France qui travaille ou celle qui a travaillé dur. (...) Ce serait une injustice. C'est une ligne rouge », a averti le député Jean-Philippe Tanguy, ce lundi sur TF1. Le spécialiste des finances du RN à l'Assemblée n'écartera donc pas totalement le scénario où les députés lepénistes décideraient finalement

de censurer le gouvernement. « Nous allons entrer dans une vraie zone de risque, car, si le RN censure, il suffit que 25 socialistes censurent aussi », redoute un poids lourd du gouvernement Lecornu.

Le gouvernement, qui a commencé à consulter les différentes forces politiques cette semaine, a encore quelques jours pour préciser les contours de sa copie, qui doit être envoyée en fin de semaine au Haut Conseil des finances publiques. Un éminent membre du RN l'admet : « On peut légitimement se demander si une censure à quatre mois de la présidentielle, ça a du sens ». Il poursuit : « Nous sommes des gens responsables et en cas de non-censure, Marine Le Pen pourra aussi aisément expliquer qu'elle a en tête l'avenir du pays ». Avant de confier une observation de terrain constatée ces dernières semaines : « Je ne sens pas une

« Nous n'accepterons aucune hausse d'impôts et aucune injustice sociale contre la France du travail »

Marine Le Pen
Présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale

demande, ni de nos militants, ni de nos électeurs, de censurer. Ce que j'avais au contraire senti très fortement à d'autres moments. Cela peut nous permettre d'enjamber le débat budgétaire ».

Du côté du Parti socialiste, qui avait l'an dernier largement collaboré avec l'exécutif jusqu'à obtenir la suspension de la réforme des retraites et ainsi laisser passer les deux textes budgétaires, la tonalité n'est plus la même. « Cette année, je ne vois pas comment ne pas censurer », confie un élu du parti à la rose. Alors que la primaire « de la gauche socialiste et démocratique » se tiendra les 10 et 17 octobre, la ligne n'est pas tout à fait fixée au sein du groupe PS. Entre un Olivier Faure qui estime qu'il « y aura censure » et un François Hollande qui juge que « la censure n'est pas la bonne attitude », deux opinions coexistent.

À la Fête de l'Huma, ce week-end, le patron du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud, a vécu un drôle de moment. Au cours d'un débat avec les trois autres présidents de groupe de gauche du Palais Bourbon - l'écologiste Cyrielle Chatelain, le communiste Stéphane Peu et l'insoumise Mathilde Panot, il a dû prendre position sur cette épineuse question. Sous la pression d'un public pro-censure et sous le regard un brin moqueur de ses trois camarades, il a

répondu : « Il est vraisemblable que oui, on va voter la censure ».

Un cadre de son groupe décrypte : « La logique voudrait qu'on censure... On n'a rien à négocier cette année. Le seul truc qu'on pourrait faire vivre dans le débat c'est la taxation des plus riches. Mais avec toutes les orientations que le gouvernement a déjà mises sur la table, évidemment qu'on ne pourra pas laisser passer ce budget ». Encore plus alors que l'élection présidentielle se rapproche, juge cette même source. « Déjà qu'on a payé un peu cher le fait d'avoir sauvé le gouvernement l'an dernier. On ne va pas refaire la même chose juste pour la stabilité », anticipe l'élu.

Même si toute la gauche décidait cette année de censurer, ce vote ne suffirait de toute façon pas en cas d'abstention du Rassemblement national. Mais malgré les signaux positifs envoyés par ces derniers, beaucoup se méfient. « Je ne vois pas de scénario où tout cela se termine bien », craint un ministre. « Avec la présidentielle, le budget va être très politisé par tout le monde. Et la situation économique est telle que le gouvernement va être très contraint dans ses décisions et n'aura aucune marge de manœuvre », redoute une députée du groupe de Gabriel Attal. Avant de conclure : « À partir du 5 octobre, tout va se passer à l'Assemblée nationale ». ■



Pilotez facilement et rapidement vos factures.

Depuis le 1^{er} septembre, la facturation électronique est obligatoire pour les entreprises.⁽¹⁾ Découvrez notre offre de gestion de factures :

- avec un premier niveau de service gratuit ;⁽²⁾
- accessible via votre espace client ;
- pour émettre et recevoir des factures électroniques conformes ;
- pour automatiser et optimiser votre trésorerie.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

(1) Assujetties à la TVA.

(2) Le service Gestion de factures comporte 5 niveaux de service avec une tarification associée. Le premier niveau de service « Découverte » est gratuit (hors coût du fournisseur d'accès à internet). Voir conditions du service Gestion de factures dans les conditions générales de banque à distance et les brochures tarifaires des clientèles professionnelles sur www.caisse-epargne.fr ou en agence.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 242 487 090 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042 - ALTMANN + PARTNERS.

Pourquoi les efforts budgétaires concernent

Julie Ruiz Perez

Quelque 6 milliards pèseront sur les retraités l'an prochain. Mais Bercy a besoin d'environ 30 milliards pour ne pas aggraver

Dans la bataille budgétaire qui s'amorce, le débat autour de la « contribution » des retraités à l'effort de redressement des comptes publics déchaîne les passions. Elle pourrait toutefois être l'arbre qui cache la forêt des coups de rabot qui vont s'abattre sur « tout le monde », selon la formule gouvernementale désormais consacrée. Bercy cherche actuellement « au moins » 30 milliards d'euros à inscrire dans le projet de loi de finances qui sera présenté au plus tard début octobre. Ainsi, même s'il parvient – contre l'avis de toutes les oppositions – à faire passer 6 milliards d'économies sur les retraités en gelant les pensions ou en supprimant l'abattement de 10 %, le gouvernement sera encore loin du compte. « Les retraités ne porteront pas l'effort central de ce budget », a effectivement résumé la porte-parole du gouvernement, Maud Bregéon, dimanche.

Jusqu'à présent, Matignon a été disert sur les mesures dont le premier ministre ne veut pas : gel du barème de l'impôt sur le revenu ou des minima sociaux, hausse de la fiscalité sur l'épargne salariale, remise en cause du crédit d'impôt sur le revenu, économies sur la défense ou la justice, sur l'apprentissage...

Mais le gouvernement a également travaillé sur des mesures amères qui seront bien inscrites dans le projet de loi de finances (PLF). Depuis la semaine dernière, les grandes entreprises savent qu'elles seront mises à contribution. Dans un courrier adressé aux entrepreneurs la semaine dernière, le premier

ministre a confirmé que la « contribution exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés » sera bien maintenue en 2027, alors qu'elle devait disparaître. Sébastien Lecornu a certes indiqué que cet impôt serait « allégé » l'an prochain, mais nombreux sont ceux qui anticipent une baisse « modérée ». Il faut dire que cette surtaxe, qui rapporte plus de 7 milliards d'euros par an, est une manne dont le gouvernement aura du mal à se passer. Dans la même lettre, dont l'objet était de rassurer les milieux économiques sur le contenu du budget, le chef de l'exécutif a tout de même glissé quelques allusions aux « aides aux entreprises » et aux « niches fiscales et sociales », indiquant qu'il ne s'empêcherait pas d'« examiner l'efficacité » de certains de ces avantages.

Sur ce point, le gouvernement a déjà annoncé que trois des quatre niches fiscales les plus coûteuses (le crédit d'impôt recherche, le crédit d'impôt emploi à domicile et le pacte Dutreil) seraient « sanctuarisées » dans la copie initiale du PLF. Le ministre des Comptes publics, David Amiel, compte toutefois bien utiliser la réduction ou la suppression de certains dispositifs fiscaux pour « faire contribuer les plus fortunés » à l'effort de redressement des comptes. Au micro de Sud Radio, il a indiqué qu'il avait fait des propositions au premier ministre pour s'attaquer aux niches qui « bénéficient uniquement » aux plus aisés. « Le ministre s'est particulièrement intéressé aux conclusions du rapport Courson-Mattei », glisse un membre de son entourage. Ce rapport parlementaire, paru en juillet, liste effectivement des dispositifs fiscaux

qui bénéficient particulièrement aux ménages les plus aisés.

Le document signé de deux députés centristes propose de limiter les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les propriétaires en fixant un plafond aux montants qu'ils peuvent déduire de leurs impôts. Ils veulent aussi s'attaquer à un dispositif appelé « apport-cession ». Celui-ci permet à certains chefs d'entreprise de reporter le paiement de l'impôt sur la plus-value réalisée lors de la vente de leur entreprise. Dans certains cas, cette plus-value peut ensuite ne jamais être imposée si le holding est transmis aux héritiers.

Or « ce mécanisme bénéficie en premier lieu aux ménages détenant les plus hauts revenus (56 % des reports d'imposition de plus-values profitent au 0,01 % des ménages ayant le revenu fiscal de référence le plus élevé) ». Le rapport propose donc de mettre fin à cet avantage et de taxer les plus-values au moment de la transmission aux héritiers.

Se serrer la ceinture

Cette piste est séduisante pour Bercy : elle pourrait se révéler lucrative pour les comptes publics (en 2023, le stock de plus-values latentes – la manne potentiellement taxable – atteignait 153 milliards

d'euros) et elle pourrait séduire la gauche dans la mesure où elle cible les plus aisés.

Au-delà de son travail sur les recettes, le gouvernement a aussi promis de faire des économies, notamment sur les dépenses de l'État. En dehors de l'augmentation du budget de la Défense, les autres ministères devront se serrer la ceinture. Le gouvernement prévoit une augmentation de 1,5 milliard des dépenses de l'État, soit une hausse bien inférieure à l'inflation. Dans ce cadre étroit, difficile d'augmenter la valeur du point d'indice qui détermine la rémunération des fonctionnaires. Déjà en juillet, David Amiel a exclu une augmentation généra-

Le niveau des taux d'intérêt, inédit depuis 2008, pèse sur le coût de la dette française

Hervé Rousseau

Les taux auxquels la France emprunte sur les marchés ne cessent de grimper. Le taux à 10 ans de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) a dépassé le seuil symbolique des 4,5 % lundi. La dernière fois qu'il avait franchi cette barre, c'était au mois de juillet 2008, en pleine crise financière des subprimes. Le mouvement de hausse des taux s'est enclenché il y a plusieurs années, mais il s'est intensifié cet été. Au mois d'août, le rendement de l'emprunt de l'État français à 10 ans s'était hissé à plus de 4 %. En juin dernier, il culminait à 3,6 %. On est bien loin de cette époque étrange, en 2019, où l'État français empruntait encore à taux négatifs.

Les taux français sont tirés vers le haut par deux phénomènes. D'une part, un mouvement mondial de hausse, à l'œuvre depuis plus de deux ans, qui s'est considérablement accéléré avec la guerre en Iran, fin février. Le conflit a propulsé les prix du pétrole. Le baril de Brent de la mer du Nord s'échange désormais à près de 110 dollars. L'inflation s'est emballée. Dans la zone euro, elle atteint 3,3 %, bien au-delà de la cible de 2 % visée par la Banque centrale européenne (BCE). Pour tordre le cou à la hausse des prix, la BCE, qui donne la note à l'ensemble de la zone euro, a déjà relevé ses taux à deux reprises en juin et la semaine dernière. Le phénomène déborde largement des frontières de la zone euro. Aux États-Unis, l'inflation galope également et les analystes anticipent également un durcissement monétaire de la part de la puissante Fed, ce qui entraîne une hausse des taux sur les

marchés. Les taux américains à 10 ans dépassent depuis ce lundi les 5 %, et les taux à 30 ans sont proches de 5,5 %.

Tandis que les taux grimpent en flèche, les besoins de financement des États s'envolent. Les montants donnent le tournis. Fin août, la dette publique américaine a dépassé pour la première fois les 40 000 milliards de dollars. Une progression bien plus rapide que prévu. Et la vapeur ne devrait pas s'inverser de sitôt. Un peu partout dans le monde, les États augmentent massivement les dépenses militaires et d'infrastructures. Même l'Allemagne a rompu avec sa traditionnelle orthodoxie budgétaire.

Dans le viseur des marchés

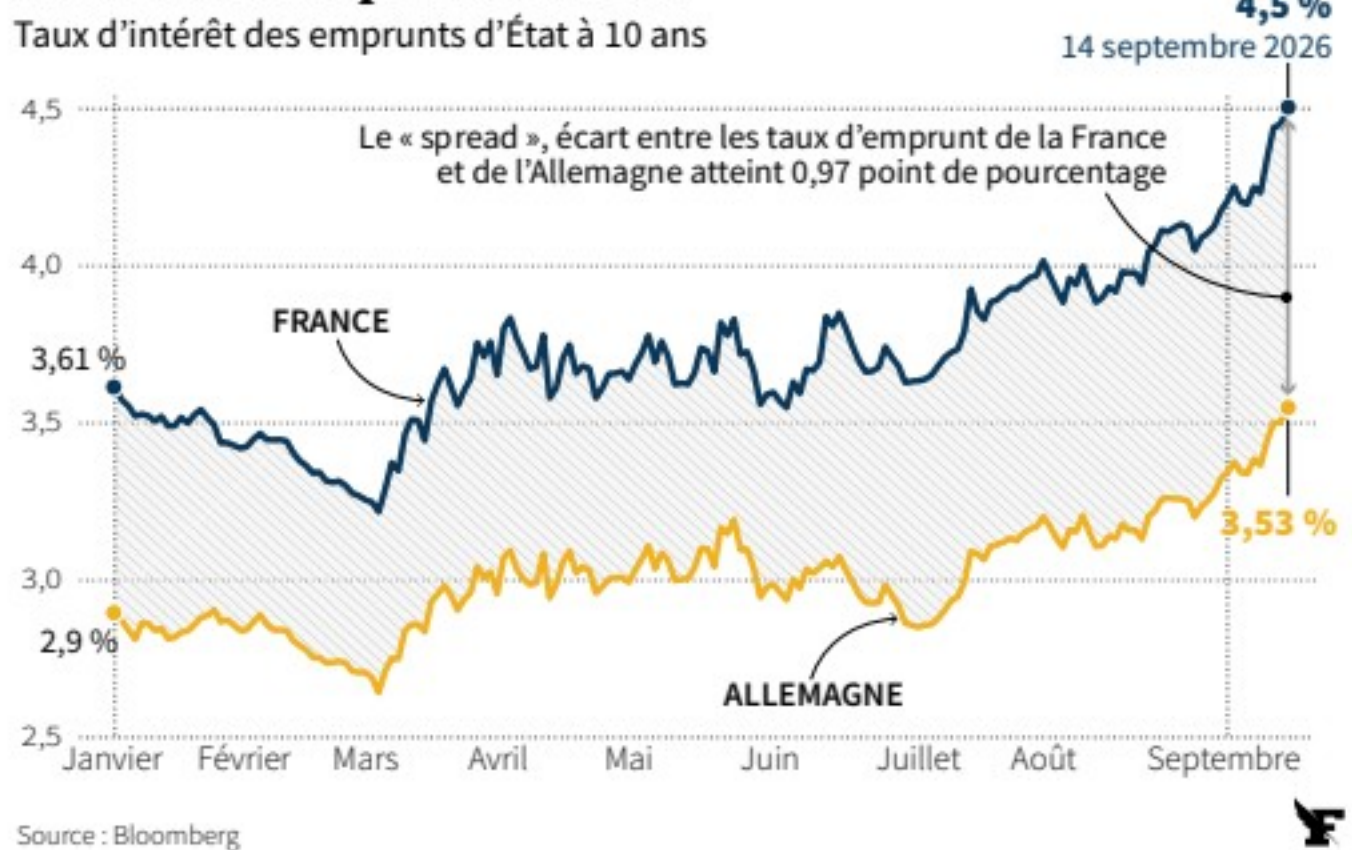
Cet afflux de dettes tire également les taux vers le haut. D'autant que « les États se trouvent désormais en concurrence avec les géants de la technologie qui émettent des montagnes d'obligations pour faire face aux investissements pharaoniques nécessaires pour rester dans la course à l'intelligence artificielle », notent les analystes d'Oddo BHF.

La France, dont les finances publiques ne cessent de se dégrader, est particulièrement dans le viseur des marchés. Le pays fait désormais figure de mauvais élève de la zone euro. La dette publique de la France dépasse 3 500 milliards d'euros, ce qui représente près de 117 % du produit intérieur brut (PIB). La charge de la dette publique française, les intérêts payés par l'État, est sur une pente dangereuse. Elle s'est alourdie de 4,5 milliards d'euros par rapport aux prévisions de début d'année et atteindra 65 milliards fin 2026, a reconnu le ministre de l'Économie, Roland Lescure, soit autant que le budget de l'Éducation, hors pensions de retraite. Et selon le



L'écart entre la France et l'Allemagne est désormais proche de 1 %

Taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans



gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin, ce coût annuel de la dette pourrait s'envoler à 100 milliards d'euros en 2029 si la trajectoire actuelle se poursuit, soit le montant des recettes de l'impôt sur le revenu.

Plus que le montant absolu de la dette, les investisseurs s'inquiètent de la trajectoire des finances publiques françaises, ce qui se ressent dans les taux exigés par le marché. « La France emprunte désormais plus cher que l'Italie, la Grèce ou le Portugal, pays qui touchent aujourd'hui les dividendes des réformes drastiques engagées après la crise des dettes publiques en zone euro

au tournant des années 2010 », constate la banque Pictet. À l'approche de l'élection présidentielle, le débat pour faire adopter le budget pour l'année 2027 s'annonce houleux. Le « spread », écart entre les taux d'emprunt de la France et de l'Allemagne, mesure de la confiance que placent les marchés dans la France, s'en ressent. Il est désormais proche de 1 %, un niveau inégalé depuis près de quinze ans. Et, selon Oddo BHF, dans les prochains mois, sous l'effet d'épisodes de stress liés aux prochaines élections en France, ce « spread » pourrait connaître des pics à 1,5 %. Une nouvelle cote d'alerte. ■

Sébastien Lecor



ANALYSE
Arthur Berdah

Heureusement, il n'a pas la même tendance au déguisement qu'Emmanuel Macron. Autrement, Sébastien Lecornu aurait sans doute déjà troqué ses austères pulls en laine et autres pantalons en velours côtelé contre l'uniforme, plus martial, du cow-boy. Car depuis sa nomination mouvementée à Matignon, le chef du gouvernement s'est imposé comme une sorte de shérif du gouvernement. Excès d'autorité de celui qui se présente lui-même comme le premier ministre « le plus faible » de l'histoire de la V^e République ? Penchant démagogique – voire populiste – de celui qui cherche à tout prix à apparaître comme « l'anti-politique » par excellence ?

Rien de tout cela, jurent ses proches. « Un gouvernement n'est pas un club de vacances, ni un parti politique. Il faut assumer un côté sens de l'État, et ne jamais s'habituer au n'importe quoi. Comment se revendiquer du gaullisme si l'on ne montre pas la moindre rigueur dans la gestion de l'État ? », défend-on dans son entourage. Où l'on reconnaît toutefois que, « dès que l'on touche un pré carré, oui, ça crispe ». Propulsé au sommet de l'État il y a

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Europe 1
LA RADIO LIBRE

« tout le monde »

encore la situation des finances publiques.

lisée cette année, arguant qu'une hausse de 1 % coûterait 2,4 milliards d'euros. Sentant que cette tendance a peu de chances de s'inverser dans le budget 2027, les syndicats sont déjà vent debout. Ils appellent tous les fonctionnaires à manifester le 29 septembre pour « empêcher un budget régressif » pour les agents publics, selon une formule de la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

Mais les salariés du privé, eux aussi, devront contribuer à l'effort budgétaire. Si le barème de l'impôt sur le revenu suit bien l'inflation, comme annoncé, il faudra trouver de l'argent ailleurs. Alors que l'enveloppe du ministère du Travail

devrait perdre 2,8 milliards d'euros, Jean-Pierre Farandou a annoncé que le gouvernement travaillait à un nouveau coup de vis de 300 millions d'euros sur le compte personnel de formation (CPF). Le prochain budget devrait aussi contenir des mesures d'économies sur les ar-rêts de travail, également en centaines de millions d'euros. Enfin, le gouvernement a déjà affirmé qu'il demanderait un effort de maîtrise des dépenses aux collectivités territoriales. Mais, comme beaucoup d'autres, elles attendent encore de connaître précisément à quelle sauce d'économies le gouvernement prévoit de les manger. ■



FRANÇOIS BOUCHONILLE/LE FIGARO

Ce que gagnent les ministres, que Matignon veut mettre à la diète

Jean Kedroff

Du point de vue de Matignon, toute mesure qui pourrait contribuer à rendre plus audible l'effort demandé aux Français est bonne à prendre. Alors que les débats sur le budget 2027 s'annoncent particulièrement après, Sébastien Lecornu envisage de diminuer l'indemnité des ministres de son gouvernement. Une économie de bout de ligne pour les finances publiques, mais un signal politique de premier plan. Quels sont, au juste, les salaires des ministres en exercice, et de quelle marge de manœuvre l'exécutif dispose-t-il réellement ?

Ministre, secrétaire d'État, premier ministre : la rémunération des membres du gouvernement, définie par décret, obéit à une mécanique précise, indexée sur les grilles de la haute fonction publique. Le dernier texte en date, entré en vigueur en août 2012, dispose ainsi que le traitement mensuel de base des ministres et des ministres délégués s'élève à « 1,4 fois la moyenne du traitement moyen perçu par les fonctionnaires classés dans la catégorie "hors échelon" », l'échelon le plus élevé de la fonction publique d'État. Soit 8305 euros bruts par mois. À cela s'ajoutent 249 euros d'indemnité de résidence (3 %) et 2138 euros d'indemnité de fonction (25 %). Soit un total d'environ 10 692 euros bruts par mois.

Le premier ministre bénéficie, de son côté, d'un traitement séparé, identique à celui du président de la République, égal aux « montants maximum » réservés à ses ministres, « majoré de 5 % », selon l'article 3 du même décret. Traduction en chiffres : près de 12 457 euros de traitement de base, auxquels s'ajoutent 374 euros d'indemnité de résidence et 3 207 euros d'indemnité de fonction. Soit un total de 16 038 euros bruts mensuels pour le chef du gouvernement. À l'inverse, les secrétaires d'État, qui occupent le dernier échelon de la hiérarchie ministérielle, émargent à environ 10 159 euros bruts mensuels au total, un coefficient de 1,33 leur étant appliqué en vertu d'un décret distinct d'avril 2014.

À titre de comparaison, ces rémunérations dépassent celles du 1 % des fonctionnaires les mieux payés, qui percevaient en moyenne 9 444 euros nets par mois en 2023, selon l'Insee. Elles sont également supérieures à celles des cadres dirigeants, soit 9 460 euros en moyenne selon l'Insee, mais ce chiffre exclut certains avantages comme les dividendes, stock-options et actions gratuites.

S'attaquer à la rémunération ministérielle par souci d'exemplarité n'est pas nouveau. Le dernier décret en vigueur, adopté sous l'impulsion de François Hollande, avait en effet réduit de 30 % les traitements ministériels et présidentiel, faisant chuter la rémunération du chef du gouvernement d'environ 21 300 à 14 900 euros bruts, et celle des ministres de 14 200 à 9 940 euros. Depuis, le point d'indice de la fonction publique a été revalorisé à plusieurs reprises, ce qui a mécaniquement regonflé les grilles jusqu'à leur niveau actuel.

Pour l'heure, si une nouvelle baisse de rémunération est bel et bien à l'étude selon Matignon, aucun chiffre concret n'a filtré. À son arrivée à la tête du gouvernement, il y a un peu plus d'un an, Sébastien Lecornu avait déjà réduit les avantages des anciens premiers ministres. Pourrait-il profiter d'une révision de la grille de salaires de son équipe pour s'attaquer aux indemnités des députés et des sénateurs ? La réponse est non : ces dernières « ne dépendent pas de l'exécutif », a pris soin de rappeler l'entourage du premier ministre, et seul un vote du Parlement pourrait en décider. Au 1^{er} janvier 2024, le montant brut mensuel de l'indemnité parlementaire s'élevait à 7 637,39 euros.

Une rémunération jugée trop modeste au regard des responsabilités ne risque-t-elle pas de dissuader les meilleurs profils ?

La comparaison avec les pays étrangers, bien que parfois biaisée, reste éloquent : le chancelier allemand perçoit environ 25 000 euros bruts par mois, sensiblement plus que son homologue français. Côté ministres, les Allemands perçoivent environ 23 000 euros par mois, et les Britanniques entre 12 000 et 16 000 euros. Ailleurs, Singapour rémunère généreusement ses dirigeants pour attirer les meilleurs profils face au privé : jusqu'à 2,4 millions d'euros par an pour le premier ministre et 1,22 million pour les ministres les moins expérimentés, après une nouvelle augmentation décrétée en septembre. De quoi relancer un débat récurrent : une rémunération jugée trop modeste au regard des responsabilités ne risque-t-elle pas de dissuader les meilleurs profils, tout en nourrissant de potentiels conflits d'intérêts en cas de mobilité dans le privé ? ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Et à la fin, Marine Le Pen décidera

C'est parti pour la dramaturgie du budget. Le gouvernement va feindre de s'accrocher, sans convaincre personne, à l'issue d'un simple « trou d'air » de la croissance. Il va jurer tout faire pour ne pas trop dépasser les 5 % de déficit - qu'il paraît loin le temps où les 3 % étaient la limite acceptable. Il va surtout mettre en scène sa consultation des groupes politiques de l'Assemblée et du Sénat pour « partager la contrainte » et vendre le scénario d'un pacte de responsabilité avec tous ceux qui aspirent au pouvoir.

On le sait d'avance, le budget 2027 sera mauvais, sans les dispositions permettant à la fois de redresser les finances publiques et d'obtenir un consensus parlementaire minimal. Comment économiser 6 milliards sur les retraites ? David Amiel (Budget), Jean-Pierre Farandou (Travail) et Laurent Panifoux (Relations avec le Parlement), mandatés par Sébastien Lecornu pour mener ces concertations, savent d'avance que, quelle que soit l'option retenue, ils ne trouveront aucun allié pour valider une mesure impopulaire.

On anticipe la réponse de l'exécutif après un constat de blocage : la faute à l'élection présidentielle qui pousse au chacun pour soi et à la démagogie. Il sera cependant difficile de pointer l'irresponsabilité des autres quand on a soi-même consenti à l'irresponsabilité de la « suspension » de la réforme des retraites.

C'était une concession inévitable pour éviter l'instabilité politique, maintenant le premier ministre. Mais d'une part, c'est oublier que c'est la dissolution de juin 2024 qui a provoqué un blocage de trois ans dont seule la présidentielle permettra de sortir - l'éloignement de cette décision d'Emmanuel Macron n'en atténue pas la culpabilité. Et d'autre part, ce fut une concession qui n'a offert qu'un répit d'un an au gouvernement Lecornu. N'ayant plus rien d'aussi symbolique à arracher, ayant payé cher dans l'électorat de gauche sa clémence d'alors, et sous la surveillance menaçante de Jean-Luc Mélenchon, en qui Olivier Faure ne veut pas voir un « ennemi » mais un simple « concurrent », le PS ne cache pas qu'il votera la motion de censure que déposera LFI.

Dès lors, Sébastien Lecornu ne tiendra et, ce faisant, ne fera passer son budget au 49.3, qu'en étant épargné par le groupe dont il voulait le moins dépendre : le Rassemblement national. Marine Le Pen a entrouvert la porte à cette possibilité, assurant préférer un budget « même imparfait » mais « opérationnel » - donc révisable dès le lendemain de son éventuelle élection - à une loi spéciale. De tous les opposants à l'exécutif, la candidate du Rassemblement national est celle qui risque le moins d'être accusée de connivence avec les macronistes. Elle peut donc se permettre de se concentrer sur la « grande alternance » qu'elle veut incarner dans huit mois en banalisant ce vote sur le budget. Évidemment, pas sans condition.

La patronne des députés RN a fixé des lignes rouges, sur la fiscalité par exemple. Elle pourrait en fixer d'autres, sur la programmation pluriannuelle de l'énergie ou sur le pacte pluriannuel européen. Il y a un an, Lecornu avait accepté d'être « sauvé » par Olivier Faure. Cette année, acceptera-t-il de l'être par Marine Le Pen ? ■

nu, le shérif du gouvernement

tout juste un an, dans un contexte de très forte instabilité née de la dissolution, Sébastien Lecornu a immédiatement joué la carte de l'humilité. Celle du « moine-soldat » en « mission » au service du chef de l'État et, à travers lui, au service de la France et des Français. Pas question, dès lors, de reproduire les erreurs de son prédécesseur, François Bayrou, qui avait imaginé demander des efforts au pays - le centriste avait envisagé de supprimer deux jours fériés - sans, d'abord, s'en imposer à soi. D'où sa première décision, annoncée dès sa prise de fonction, de « supprimer » ce qu'il a appelé « les avantages à vie des anciens membres du gouvernement ».

Tant pis si, dans un pays surendetté (près de 3 600 milliards d'euros), cela ne représente qu'une goutte d'eau (environ 1,5 million d'euros selon Bercy). Et tant pis, aussi, si quelques arrangements ont permis quelques exceptions, comme la très confidentielle mission France-Chine opportunément confiée à Jean-Pierre Raffarin, lui permettant au passage de conserver un véhicule avec chauffeur - récemment impliqué dans un accident de la route litigieux. Tant pis : le symbole n'a pas de prix.

Voilà pour « l'ancien monde ». Quant au « nouveau », ou prétendu tel, il n'est pas en reste non plus. Ainsi de l'interdiction faite aux ministres d'organiser les traditionnelles cérémonies de passation

de pouvoirs, lors du dernier remaniement. Un exercice d'apparence suranné, mais qui permet généralement aux entrants de tracer leur feuille de route, et aux sortants de défendre leur bilan. Tout en ayant, chaque fois, un mot de remerciement pour les équipes.

« Comment se revendiquer du gaullisme si l'on ne montre pas la moindre rigueur dans la gestion de l'État ? »

L'entourage de Sébastien Lecornu

Tant pis, a-t-on jugé à Matignon, considérant que l'urgence d'agir exigeait de ne pas se disperser. Un argument noble sur le papier, mais qui s'est heurté à la réalité : initialement arc-bouté sur son double refus de suspendre la réforme des retraites et de recourir au 49.3 pour le budget, Sébastien Lecornu a tenu bon de longues semaines durant... Avant de finalement céder aux oukases socialistes, sacrifiant l'impératif du redressement des comptes publics sur l'autel d'un pacte de non-censure avec la gauche particulièrement coûteux.

Sébastien Lecornu, un premier ministre faible avec Faure et le PS, mais fort avec les « faibles » de son gouvernement ? Les exemples, déjà légion, se sont

répétés ces derniers mois. Encore avant l'été, quand les ministres se sont vus, coup sur coup, menacés d'être soumis à des tests antidrogue, et menacés d'être « privés de vacances ». Dans un cas, pour répondre à une « exigence particulière d'exemplarité » dans le cadre de la lutte contre l'ensemble de la chaîne du narcotrafic - du producteur au consommateur en passant par le vendeur. Dans l'autre cas, par souci de disponibilité, pour pouvoir être mobilisé en cas d'actualité estivale incontrôlable, comme l'enchaînement des vagues de chaleur caniculaire et la multiplication des « mégafeux » dévastateurs.

Jusqu'alors plutôt acceptées, ces initiatives aux accents infantilisants n'ont pas empêché leur concepteur de reculer de 10 points en un an dans l'opinion (30 %), selon le baromètre de l'Ifop. De même, ces consignes commencent à braquer en interne depuis la rentrée. Jusqu'à parfois ne plus être appliquées, comme celle consistant à ne pas s'impliquer dans la campagne présidentielle, ouvertement défiée par Gérald Darmanin (Justice) et Maud Bregeon (porte-parole), qui s'affichent désormais publiquement aux côtés d'Édouard Philippe. C'est le risque de trop en demander : cela finit toujours par susciter une forme de rejet. Sans compter l'épisode Monique Barbut (Écologie) qui, après avoir mis en scène le psychodrame

de sa vraie-fausse démission, a carrément pris la liberté de saluer le programme de Jean-Luc Mélenchon comme étant « le plus » vert selon elle. Sans jamais être inquiétée pour autant.

Dernièrement, c'est lorsque le premier ministre a cru bon de réfléchir, à voix haute, à une baisse de 10 % de la rémunération des membres du gouvernement que des secousses se sont fait sentir. Une idée certes de nature à entretenir l'illusion, chez certains, d'un nivellement salarial des élites par le bas, qui serait synonyme d'une meilleure redistribution et donc d'une réduction des inégalités. Mais une idée qui risque, en réalité, d'avoir pour seul effet d'affaiblir encore davantage l'attractivité des carrières publiques, déjà largement entravée ces dernières années par le diktat de la transparence. À condition toutefois qu'elle voit le jour, ce qui semble loin d'être acté. Tout comme l'article 40 déclenché par Matignon après la fuite d'un document de travail - révélé par voie de presse - sur l'étude d'une taxation alourdie de l'épargne salariale, n'a que très peu de chances d'aboutir. À la fois parce que le secret des sources est un principe fondamental et inviolable, mais aussi parce que les chasses aux sorcières n'ont pas tellement leur place en démocratie. Il n'y a que dans les westerns que le Far West se déroule en place publique. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Scandale du périscolaire : les élus parisiens sommés de rendre des comptes devant le Sénat

Emma Ferrand

L'ex-maire de Paris Anne Hidalgo et son ancien adjoint Patrick Bloche sont entendus mardi par la commission d'enquête. Avant Emma

Les familles attendent avec impatience ces deux auditions pour faire la lumière sur les responsabilités dans le scandale du périscolaire. Ce mardi 15 septembre, l'ancienne maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, et son ex-adjoint Patrick Bloche – chargé de l'éducation, de la petite enfance et des familles, d'octobre 2017 à mars 2026 –, seront entendus au Sénat à partir de 9h30 dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire dédiée aux violences dans le périscolaire. Lancée par la sénatrice Agnès Evren (LR) le 1^{er} juillet, cette mission d'information a pour objectif de comprendre et de prévenir les sévices physiques ou sexuels faits aux enfants de la part d'animateurs ces dernières années dans au moins 70 départements.

Rien qu'à Paris, selon les derniers chiffres énoncés par le parquet le 31 août dernier, 203 enquêtes pénales concernant le périscolaire et les écoles sont en cours. Parmi ces enquêtes – dont les suspects sont en majorité des animateurs –, 143 concernent des écoles maternelles, 36 des écoles élémentaires et 24 des crèches. Face à l'amoncellement des plaintes et de signalements à l'encontre d'animateurs, la question de la responsabilité politique s'est également posée pour les familles.

Ainsi, les 24 et 25 août derniers, trois familles du 7^e arrondissement déposaient plainte contre Anne Hidalgo et Patrick Bloche, pour non-assistance à personne en danger sur mineurs de 15 ans. Vendredi 4 septembre, à leur tour, 17 familles annonçaient déposer plainte contre les deux élus et Emmanuel Grégoire – ex-adjoint chargé des ressources humaines de 2014 à 2017 et premier adjoint de 2018 à 2024 –, pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui », « non-dénonciation d'agression ou d'atteinte à des personnes mineures » et « non-assistance à personne en danger ».

« Bien que le Sénat ne soit pas une cour de justice, si certaines questions pointent des faits, établis, précis, Anne Hidalgo et Patrick Bloche devront bien y répondre »

Anne Cofondatrice du collectif SOS Périscolaire

Alors que la procureur de Paris, Laure Beccuau, a annoncé jeudi 10 septembre avoir « lancé » des investigations visant notamment Emmanuel Grégoire et Anne Hidalgo, les auditions des élus parisiens de la commission d'enquête du Sénat sont également l'occasion pour les familles d'obtenir des réponses. « Nous voulons savoir combien de remontées de parents concernant des violences ou des comportements inquiétants dans le périscolaire parisien ont été reçues par la ville au cours des dix dernières années. Comment ont-elles ensuite été traitées et à quel moment la mairie a considéré qu'il y avait un problème systémique ? », assène Barka Zerouali, porte-parole du collectif #MeTooEcole.

Surtout, les parents attendent d'Anne Hidalgo et de Patrick Bloche « qu'ils reconnaissent ce qui n'a pas fonctionné », « Nous attendons des excuses. Pas une formule de compassion ou la reconnaissance de la souffrance des parents : des excuses aux enfants qui n'ont pas été suffisamment protégés et aux familles qui ont alerté et qui, trop souvent, ont eu le sentiment de ne pas être entendues. »

Le collectif SOS Périscolaire, lui, se veut moins optimiste sur la question. « Anne Hidalgo ne s'est pas excusée sur France Inter (ce 9 septembre, NDLR) malgré trois relances du journaliste. Nous ne pensons pas qu'elle le fera au Sénat », souffle Anne, cofondatrice du groupe de parents d'élèves. Néanmoins, « bien que le Sénat ne soit pas une cour de justice, si certaines questions pointent des faits, établis, précis, Anne Hidalgo et Patrick Bloche devront bien y répondre », ajoute-t-elle. À commencer par l'alerte du maire du 6^e arrondissement, Jean-Pierre Lecoq, en Conseil de Paris dès avril 2015. Mais aussi, la même année, le rapport de l'inspection générale de la mairie de Paris, qui dressait

déjà un diagnostic des risques d'infractions sexuelles sur mineurs commises par des agents de la ville et proposait un ensemble de mesures pour mieux prévenir, signaler et traiter ces situations.

Au début de l'été, les collectifs de parents lanceurs d'alerte (SOS Périscolaire, #MeTooEcole et Innocence en danger) ont eux-mêmes été reçus pour répondre aux questions de la commission. Puis, début septembre, d'autres groupes de parents à Bordeaux, Mardié (Loiret), Tarnos

Anne Hidalgo et son ex-adjoint chargé de l'éducation, de la petite enfance et des familles, Patrick Bloche, en mars 2025, à Paris.

VINCENT ISORE/IP3/ZUMA PRESS WIRE
VIA REUTERS CONNECT

(Landes) et Paris ont été reçus. Lundi 7 septembre, la procureur de la République de Paris, Laure Beccuau, et son adjoint, Laurent Guy, ont ensuite été auditionnés, suivis du procureur de la République de Nanterre, Yves Badorc, la procureur générale de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau, puis la brigade de protection des mineurs. Deux tables rondes de psychologues et d'associations de protection des enfants et d'élus locaux ont été organisées.

Cette semaine, plusieurs élus, anciens ou actuels, sont entendus. Lundi 14 septembre, les deux ex-ministres de l'Éducation nationale, Vincent Peillon (2012-2014) et Jean-Michel Blanquer (2017-2022) ont été invités à s'exprimer sur la réforme des temps scolaires qui ont conduit à allonger le temps périscolaire

dans de nombreuses communes, notamment à Paris, en passant à la semaine de 4,5 jours. Pour Vincent Peillon, à l'origine de la réforme, il était question à ce moment-là de « reconquérir le mercredi matin ». Et pour cause : « Les élèves français n'ont que 144 jours d'école par an. Aucun autre pays ne fait ça. La moyenne de l'OCDE, c'est 190 jours par an », s'est-il justifié.

La France « a fait un choix », selon l'ancien ministre, celui de « ne pas payer les enseignants ». Par conséquent, le temps de travail des professeurs a été diminué, passant de 30 heures hebdomadaires en 1910 à 24 heures aujourd'hui. « Voilà la vérité », a affirmé Vincent Peillon. Le temps périscolaire prenant une large place dans l'éducation des enfants, il est urgent de redonner du crédit au métier

d'animateur, selon l'ancien locataire de la Rue de Grenelle. « Ceux qui s'occupent de nos enfants après 16h30 doivent être qualifiés, contrôlés et payés décemment. Je reconnais que cela n'a pas été fait, et je le regrette », a-t-il déclaré lors de son audition. Une formation des animateurs doit certes être dispensée avant leur prise de fonction, mais aussi de façon régulière. « La formation doit être continue quand on s'occupe d'enfants », a-t-il souligné.

Pour son successeur, Jean-Michel Blanquer, il n'est pour autant pas question de réformer le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa). « C'est quand même historiquement un grand succès français, il faudrait faire attention à ne pas trop le remettre en cause », a-t-il indiqué. D'autant qu'« il y a des gens avec des très grands diplômes qui sont



Comment le mouvement enfantiste s'est imposé en France

Agnès Leclair

C'est un nouveau concept en « isme » qui s'est imposé dans le débat public après l'affaire Lyhanna et qui irrigue la loi « intégrale » contre les violences sexuelles. Courant de dénoncia-

tions de toutes les violences faites aux enfants, l'enfantisme, de l'anglais *childism*, vise à redonner toute leur place aux plus jeunes dans notre société. Son pendant, l'adultisme, cible la « discrimination systémique » des adultes envers les enfants. Une « nouvelle révolution » aux dires de sa créatrice en France, la militante Claire Bourdille,

ancienne de Nous toutes. Après les « gender studies », place au « child studies » ? Sans remonter jusqu'à l'Émile de Jean-Jacques Rousseau, le mouvement prend racine dans les travaux de la philosophe et psychanalyste américaine, Elisabeth Young-Bruehl.

En France, l'enfantisme a été importé sans faire grand bruit à partir de 2022. Monté en puissance après le MeToo inceste et les travaux de la Ciivise, il est devenu plus visible lors des manifestations qui se sont multipliées en France, en juin dernier, devant les tribunaux et place Vendôme, à Paris. Il faut aussi dire que, ces derniers mois, les affaires de violences sexuelles contre les enfants se sont multipliées dans l'espace public, des sordides révélations du procès Le Scouarnec à l'affaire Bétharram en passant par le scandale du périscolaire à Paris. De quoi donner de l'ampleur aux dénonciations sur le manque de prise en compte de la parole des mineurs face à l'autorité des adultes.

« Les enfants parlent, écoutons-les, croyons-les ! », « Protéger les enfants, pas les agresseurs ». Dans la rue, de nouveaux slogans, des jouets d'enfants et des nounours ont rejoint les protestations des féministes. Les deux mouvements avancent désormais côte à

côte, animés par un même rejet du patriarcat et usant de la même rhétorique sur la domination.

La loi intégrale, qui comporte des mesures dédiées, d'une part aux femmes, de l'autre aux enfants, est le fruit de cette jonction des luttes. Si son exposé des motifs reprend le chiffre de la commission inceste – 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles en France tous les ans –, il se garde de revendiquer le terme « enfantisme ». L'introduction du texte se contente de préciser que ces mesures sont issues du travail de la coalition pour une loi intégrale, formée d'organisations associa-

« Jusqu'à présent, aucune voix n'avait réussi à porter cette cause dans la rue. De la faillite de l'aide sociale à l'enfance à l'absence de prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant par les politiques, il était logique que ce mouvement monte en puissance »

Alice Casagrande

Ancienne de la Ciivise et de la Ciase



Des militants du mouvement enfantiste manifestent, le 29 juin, place Vendôme, à Paris. JULIE SEBALDELHA/AFP

« Vous ne pouvez pas imaginer comme elle est soulagée » : la nouvelle vie d'Anne Hidalgo, loin de la politique

Richard Flurin

nuel Grégoire mercredi.

coupables de pédophilie et des gens sans diplôme qui sont remarquables et à l'honorabilité irréprochable», a poursuivi l'ex-ministre.

Mercredi 16 septembre, ce sera au tour d'Emmanuel Grégoire, de répondre aux questions de la commission d'enquête. S'il a pris le sujet du périscolaire à bras-le-corps dès son élection en avril dernier en proposant un plan d'action, l'édile socialiste sera entendu en qualité de maire actuel mais aussi d'ancien adjoint d'Anne Hidalgo. Ces prochains jours, d'anciens et actuels responsables de la direction des affaires scolaires (Dasco) seront également entendus. Pour Agnès Evren, l'objectif est de poursuivre les auditions de responsables du périscolaire jusqu'en novembre, et de formuler dans la foulée ses recommandations. ■

Une fois n'est pas coutume, la petite salle A263 du Palais du Luxembourg aura des airs, ce mardi, de grand hémicycle du Conseil de Paris. La sénatrice Les Républicains Agnès Evren, rapporteur de la mission d'information consacrée aux violences dans le périscolaire, auditionnera Anne Hidalgo, maire socialiste de la capitale pendant douze ans. L'une et l'autre ont été élues pour la première fois au Conseil de Paris en 2001 et y ont croisé le fer pendant plusieurs années, avant que la première édile ne quitte définitivement la vie politique en mars dernier, après l'élection de son successeur, Emmanuel Grégoire.

Anne Hidalgo a beau avoir tiré sa révérence après un quart de siècle au sommet de la vie politique parisienne, elle est aujourd'hui rattrapée par le scandale du périscolaire, où sa responsabilité de maire est engagée. De nombreux cas de violences sexuelles commises sur de jeunes enfants par des animateurs de la ville de Paris ont été révélés au cours des derniers mois. L'accumulation des sévices interroge sur la façon dont fonctionne l'accueil périscolaire dans la capitale. Au-delà des plaintes pénales déposées contre les professionnels de la petite enfance concernés, Anne Hidalgo et Emmanuel Grégoire font désormais l'objet d'enquêtes ouvertes par le parquet de Paris.

« Le scandale du périscolaire est une sacrée épine dans le pied d'Anne Hidalgo, elle aura beaucoup de mal à s'en débarrasser. C'est bien elle qui est visée, beaucoup plus qu'Emmanuel Grégoire, qui ne s'est jamais vraiment occupé de ce dossier, quoi qu'on en dise. Ça va de plus en plus se transformer en procès Hidalgo », reconnaît un ancien membre de son cabinet. « L'équipe Hidalgo a fait au mieux avec les connaissances qu'ils avaient, ce qui n'empêche pas de tirer les leçons de tous ces échecs », tempère le sénateur Rémi Féraud, proche de l'ancienne édile, qui l'avait même adoubé comme dauphin avant qu'Emmanuel Grégoire ne remporte finalement le vote de désignation organisé par les socialistes parisiens.

Après les mois d'absence médiatique qui ont suivi son départ de l'Hôtel de Ville, Anne Hidalgo était l'invitée de la matinale de France Inter mercredi dernier. L'essentiel de l'entretien a été consacré à sa défense dans le dossier du périscolaire. Tout en reconnaissant « une blessure et une douleur » ainsi que quelques regrets, l'ancienne maire s'est inscrite en faux contre les accusations qui la visent et a défendu son bilan en matière de périscolaire. « Les familles n'ont pas besoin d'une instrumentalisation de leur douleur, elles ont besoin de vérité », a-t-elle clamé.

Malgré cette situation douloureuse qui la contraint à réapparaître publi-

quement, Anne Hidalgo ne cache pas le bonheur qui entoure sa vie d'après. « Je suis très heureuse d'avoir pu reconstruire une nouvelle vie après la politique. Je le dis à tous les politiques qui y songent : c'est quand même pas mal du tout », s'est-elle enthousiasmée sur France Inter. Les amis qu'elle conserve dans le sésail racontent combien l'ancienne figure de la gauche se complait dans son retrait de la vie publique. « Elle est hypercontente », relate un élu de tout premier plan de la majorité municipale. « Vous ne pouvez pas imaginer comme elle est soulagée de ne plus avoir d'emmerdes. Les dernières années de son mandat ont quand même été un calvaire. À part les Jeux olympiques, ça a été un enfer absolu », poursuit cette source.

Il est vrai qu'après sa réélection à la mairie de Paris en 2020, Anne Hidalgo a enchaîné les désaveux. À commencer

par une candidature hasardeuse à la présidentielle qui a suivi : elle n'a finalement recueilli que 1,75 % des suffrages. Même dans son fief de Paris, seulement 2,1 % des électeurs avaient plébiscité son projet. S'en sont suivies des polémiques en série, tantôt sur un déplacement à Tahiti, tantôt sur des frais de mandat jugés mirobolants, sans compter une succession mal goupillée et l'échec cuisant de sa candidature au Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU. « Je suis à peu près sûr que la politique ne lui manque pas du tout », sourit l'un de ses proches. Celle qui n'a jamais trop goûté les petites intrigues de la politique politicienne ne compte surtout pas s'y impliquer. Elle se présente désormais comme une « citoyenne engagée » et s'est contentée d'apporter son soutien plein et entier à Raphaël Glucksmann pour 2027. Quant à son successeur, Emmanuel Grégoire, leur relation reste tendue et les contacts inexistant.

La nouvelle vie d'Anne Hidalgo est tout entière consacrée à ses fonctions d'ambassadrice mondiale du Global Covenant of Mayors for Climate & Energy, surnommé « GCom », une coalition internationale de grandes villes qui vise à promouvoir leurs opérations en matière de transition écologique. L'organisation, basée à Bruxelles, est financée en majeure partie par la Commission européenne et la fondation de Michael Bloomberg, un milliardaire américain et

ancien maire de New York qui a tissé des liens avec Anne Hidalgo au cours de ses fonctions. L'ancienne édile parisienne partage ainsi sa vie entre les capitales française et belge. Elle voyage surtout aux quatre coins du monde et distribue des subventions à des initiatives menées par des métropoles.

Cette nouvelle mission est à la confluence des deux principaux marqueurs de ses mandats à l'Hôtel de Ville : la transition écologique et la diplomatie municipale. « Elle essaye d'être utile, de diffuser les enseignements tirés de son expérience, sans toutes les contraintes de la politique. Ses nouvelles responsabilités peuvent paraître moins grandioses qu'auparavant, mais elle s'éclate », raconte l'un de ses interlocuteurs réguliers.

L'absence totale de nostalgie n'empêche pas Anne Hidalgo de tirer beaucoup de fierté de son action à la tête de la capitale. « Mon seul regret est de ne pas avoir pu aller plus loin et plus vite », déclarait-elle quelques jours avant de remettre les clés de la ville. « Dans un demi-siècle, nous parlerons encore du mandat d'Anne Hidalgo. Ses décisions font déjà école partout dans le monde », vante Rémi Féraud, qui ne juge pas complètement illégitime de comparer la maire socialiste au baron Haussmann, qui a transformé Paris de fond en comble au milieu du XIX^e siècle. De cela, c'est l'histoire seule qui jugera. ■

« Le scandale du périscolaire est une sacrée épine dans le pied d'Anne Hidalgo, elle aura beaucoup de mal à s'en débarrasser. C'est bien elle qui est visée, beaucoup plus qu'Emmanuel Grégoire »

Un ancien membre du cabinet d'Anne Hidalgo



Vivez une nouvelle expérience bancaire

Un patrimoine. Une famille. Une entreprise. Ce qui compte mérite du temps, de l'attention et de l'expertise.

- Votre bilan patrimonial offert ⁽¹⁾,
- une équipe d'experts à vos côtés,
- disponible de 8h à 20h, du lundi au samedi.

Prenez rendez-vous par ici 



Banque de réseau la moins chère
Crédit Agricole d'Ile-de-France a été récompensé pour la compétitivité de ses tarifs sur le profil Premium.⁽²⁾



Oscar de l'Assurance Vie
Le contrat Orianse Crédit Agricole a été récompensé d'un Oscar dans la catégorie "Nouveau contrat d'assurance vie".⁽³⁾

(1) Voir conditions et détails sur ca-paris.fr (2) Trophée Profil Premium pour la Banque de réseau la moins chère 2026 sur le profil Premium. (3) Les Oscars de l'assurance vie, de la retraite et de la prévoyance sont une création de Gestion de Fortune (gestiondefortune.com) édité par Les Editions de Verneuil (editionsverneuil.fr), une société du Groupe Ficare (ficade.fr). Oscar valable 1 an, décerné le 03/2026.
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE - Siège Social : 26 quai de la Rapée 75012 Paris Société coopérative à capital variable - Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 008 015 - 775 665 615 RCS PARIS

tives et syndicales (FSU et CGT) féministes et enfantistes.

Le terme a-t-il été jugé trop politique, trop marqué à gauche pour rassembler les 237 parlementaires, issus de huit groupes politiques différents, qui ont signé le texte ? Parmi les absents de cette initiative transpartisane, on peut noter le Rassemblement national et l'UDR, qui n'ont pas été sollicités, mais aussi La France insoumise qui n'a pas signé la version initiale du texte. Le parti de Jean-Luc Mélenchon s'est en effet déclaré hostile à certaines mesures, qualifiées de trop répressives, et a alerté sur le manque de moyens. L'enfantisme, pourtant, apparaît plutôt porté par des voix de gauche, en tant qu'outil critique comparable à l'antiracisme ou au décolonialisme... Les enfants, à l'instar des personnes « racisées », y sont considérés comme un groupe minoritaire et marginalisé par les adultes. Mais Claire Bourdille, figure de proue française de l'enfantisme, rejette toute étiquette. « Le collectif est apolitique et n'est proche d'aucun parti politique », affirme-t-elle. Une ligne qu'elle espère voir perdurer après son prochain départ de la tête du mouvement.

Les associations de protection de l'enfance, les juges des enfants, les édu-

cateurs, acteurs traditionnels de la revendication pour les plus jeunes, se sentent-ils dépassés par cette nouvelle vague ? Pour Face à l'inceste, membre de la coalition pour la loi intégrale, l'enfantisme vient avant tout combler un manque. « Nous sommes dans un système où la représentation politique passe avant tout par le vote. La voix des enfants a longtemps été la grande oubliée des politiques publiques. Et encore aujourd'hui, tout le monde déclare que l'enfance est une priorité sans que cette priorité ne se traduise dans les décisions. Pour preuve : il n'y a plus de ministre de l'Enfance alors que 2 Français sur 10 sont des enfants », relève-t-on au sein de l'association.

« Jusqu'à présent, aucune voix n'avait réussi à porter cette cause dans la rue, note pour sa part Alice Casagrande, ancienne de la Civiive et de la Ciasse. De la faillite de l'aide sociale à l'enfance à l'absence de prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant par les politiques, il était logique que ce mouvement monte en puissance. » Cette spécialiste de la maltraitance regrette cependant un petit « vice de forme » : le manque d'enfants au sein du mouvement pour porter ce plaidoyer. Une preuve que l'adultisme a la vie dure ? ■

Ukraine : les « frappes systémiques » russes s'approchent dangereusement de l'Europe

Nicolas Barotte

Dans une impasse tactique sur la ligne de front, Moscou cherche à affaiblir l'ensemble de l'économie ukrainienne.

À défaut de percer sur le front, l'armée russe a commencé une guerre « systémique » contre l'Ukraine. Elle vise moins l'armée de son adversaire que l'architecture du pays. « L'impasse opérative sur le front conduit la Russie à d'autres modes d'action. Tout prétexte est bon pour escalader », analyse une source militaire. Quatre ans et demi après le début de l'invasion, les forces russes ne parviennent toujours pas à contrôler l'intégralité du Donbass, dans l'Est. Alors, elles frappent de plus en plus dans la profondeur en étendant la nature de leurs cibles. La pénurie d'intercepteurs Patriot et l'utilisation de drones Geran 4 ou 5 à turboréacteurs ont rendu encore plus perméable la défense sol-air. La Russie frappe de nuit et de jour. Elle a basculé d'une logique d'attrition militaire à une stratégie de coercition.

Les frappes de missiles et de drones russes visent désormais l'architecture complète de la société ukrainienne : ses réseaux énergétiques, son approvisionnement en eau, les stations-service, les entrepôts pharmaceutiques ou alimentaires... « On commence à voir des vides dans les rayons des supermarchés », indique-t-on. Les ports et les navires ukrainiens transportant le blé en mer Noire sont redevenus une cible, mettant à mal une des principales ressources économiques du pays. Les axes de communication sont aussi visés. Récemment, une autoroute menant vers la Pologne a été frappée. Dimanche, alors que des délégations étrangères avaient quitté Kiev après avoir participé au YES Forum, un forum international de haut niveau, une ligne de chemin de fer a été endommagée à deux kilomètres de la frontière. Des personnalités comme l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson ou l'ancien patron de la CIA David Petraeus, qui empruntaient la même ligne, ont été contraintes de changer de train.

« Cette frappe était destinée à faire peur aux pays occidentaux afin qu'ils cessent de soutenir l'Ukraine, qu'ils renoncent à s'y rendre pour manifester leur soutien »

Kaja Kallas Vice-présidente de la Commission européenne

L'incident a suscité une réprobation internationale. Cette frappe était « destinée à faire peur aux pays occidentaux afin qu'ils cessent de soutenir l'Ukraine, qu'ils renoncent à s'y rendre pour manifester leur soutien », a accusé lundi la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. Le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a aussi dénoncé une tentative « d'intimider » les partenaires de l'Ukraine. « Cela ne nous dissuadera pas », a réagi le premier ministre britannique, Andy Burnham. La Russie n'en est pas à la première attaque de ce type. En août, le pont reliant l'Ukraine à la Moldavie avait été bombardé. La Russie veut isoler l'Ukraine quasiment physiquement. « Nos militaires accomplissent leurs missions sur l'ensemble du territoire ukrainien et continueront à le faire », s'est contenté de répondre le porte-parole du Kremlin.

Le regain de tension, et plus probablement l'augmentation des prix du pétrole à quelques semaines des élections de mi-mandat, a contraint le président américain, Donald Trump, à réagir. Mardi, sur son réseau social, il a annoncé que les Ukrainiens et les Russes avaient accepté de ne plus frapper leurs sites énergétiques respectifs. Mais les promesses de Donald Trump doivent être entendues avec prudence... Elles sont rarement tenues. Volodymyr Zelensky s'est dit prêt à un accord, à condition qu'il soit garanti par ses partenaires.

« Les Russes ont montré qu'ils étaient capables de gravir un barreau dans l'escalade, comme les Ukrainiens », analyse froidement une autre source

militaire française en reprenant le fil des derniers mois. En frappant des raffineries ou l'entreprise de commerce en ligne Wildberries, les Ukrainiens ont visé l'économie russe. Et donner à Moscou une occasion de faire de même, à plus grande échelle. « Il y a un effet de symétrie », ajoute-t-on en évitant de rentrer dans un débat sur la légitimité des bombardements. Quoi qu'il en soit, les victimes civiles n'ont jamais été aussi nombreuses qu'actuellement en Ukraine. La Russie mène une stratégie de terreur que l'Ukraine n'a pas adoptée.

En cherchant à paralyser l'Ukraine, la Russie ne vise pas seulement un effet psychologique. La société ukrainienne demeure résiliente. L'enjeu est économique. En perturbant la vie quotidienne et les chaînes d'approvisionnement, les forces russes espèrent ralentir

l'économie du pays et peut-être affecter les usines d'armement. Car produire des armes ne suffit plus. Il faut en produire suffisamment. Le « passage à l'échelle » est devenu une dimension stratégique de la guerre. « Il y a quelques mois, on dénombrait 10 000 drones par jour sur toute la ligne de front dans la "kill zone". Aujourd'hui, il y en a 16 000 », argumente-t-on. La semaine dernière, la Russie a lancé 2100 drones de type Shahed, 1700 bombes planantes et 78 missiles, a décompté l'état-major ukrainien. Le camp qui n'arrive pas à suivre le rythme se trouvera en position de faiblesse.

Pour mener sa bataille systémique, la Russie s'appuie sur l'avantage technologique qu'elle a acquis actuellement. Ses drones Geran à turboréacteur sont plus complexes à intercepter parce qu'ils réduisent le temps

de réaction des défenses ukrainiennes. L'armée de Vladimir Poutine a aussi augmenté sa production de missiles à une centaine par mois. Elle travaille à une nouvelle version de son missile balistique Iskander, qui pourrait frapper jusqu'à 1 000 km. Seuls les intercepteurs Patriot PAC3 offrent de bons résultats pour les neutraliser. L'Ukraine en manque cruellement.

L'effet de la campagne russe se fera sentir au fil des mois. « La logique de coercition ne parvient pas forcément à provoquer un effondrement politique immédiat, mais elle n'en reste pas moins capable de façonner les conditions à long terme dans lesquelles un État combat, se reconstruit, gouverne et négocie », analyse Marcus Welsh dans une étude pour le CSIS. Or un cycle de négociation pourrait bientôt se rouvrir. ■

Un train reliant Kiev à Varsovie a été attaqué, dimanche, par un drone russe, près de la frontière polonaise, en Ukraine. STATE EMERGENCY SERVICE OF UKRAINE/VIA REUTERS



Depuis un bunker, la compagnie ferroviaire surveille le ciel

Elisabeth Pierson
Kiev

Depuis la fermeture de l'espace aérien en Ukraine, dès le début de l'invasion russe, les trains ont pris le relais pour relier le pays au reste du monde. Les familles séparées par la guerre, les humanitaires, diplomates et politiques empruntent le chemin de fer pour rejoindre Kiev. Le train reste aussi l'unique lien entre le front, dans l'Est, à l'arrière, dans l'Ouest. La Russie l'a compris. Ces derniers mois, ses drones se sont acharnés sur les wagons de cargaisons comme de passagers.

Dimanche, l'un d'eux a touché une locomotive à deux kilomètres de la frontière polonaise, sur la liaison entre Kiev et Varsovie. Quinze minutes plus tôt, les délégations occidentales venues à Kiev pour participer au YES Forum, une rencontre internationale de haut niveau, étaient passées sur le même passage frontière. Parmi ces passagers, l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson et David Petraeus, ancien directeur de la CIA. Peu avant, la compagnie nationale des chemins de fer, Ukrzaliznytsia (UZ), avait alerté d'une « attaque systémique en cours » sur les rails. « Notre centre

de surveillance et nos employés sont en alerte de haut niveau », a-t-elle signalé dans un communiqué.

C'est au sein de l'un de ces centres, depuis un bunker creusé dans un lieu de Kiev tenu secret, qu'a été donnée l'alerte vers la frontière dimanche matin. « Nous avons appelé la gare et les chefs de train ont pu évacuer les passagers », explique Pavlo Shymanskyi, le chef du centre. Et à 9 h 40, la frappe, indique le registre qui archive chaque attaque minute après minute. « Nous prévenons suffisamment à l'avance et il faut environ trois à sept minutes pour évacuer le train », détaille-t-il. Le drone arrive parfois dans les dix minutes qui suivent.

Pour le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, la Russie a voulu « intimider les Européens, les décourager et surtout les désunir ». La compagnie de chemins de fer n'exclut pas cette possibilité. « On estime tout à fait possible que la cible de ce drone russe ait aussi été le train diplomatique, qui a quitté la gare plus tôt que prévu, justement à cause des menaces sécuritaires », estime la compagnie jointe par *Le Figaro*. Même si la fréquence des frappes, « partout, tout le temps et sans logique », ne permet aucune certitude, précise un

responsable depuis ce nouvel « Iron command center » souterrain, ouvert en septembre.

Ces centres d'alertes existaient depuis 2025. Mais la compagnie ferroviaire en développe à présent tout un réseau dans le pays. Des dizaines d'écrans montrent en temps réel trains, stations et abris, croisés aux données de l'armée de l'air. Plusieurs dizaines de drones rôdent en ce lundi matin. L'aurole rouge qui les entoure correspond aux stations ou trains à évacuer ; en moyenne, 221 par jour en septembre.

Éviter les victimes

Sur un trajet Odessa-Kiev, souvent un train de nuit, il est désormais courant de descendre cinq ou six fois au bord des rails, et d'attendre le passage du Shahed ou du Geran parfois au-dessus des têtes. Aussi pénibles soient-elles, ces règles, qui provoquent parfois 10 à 15 heures de retard sur les lignes vers Odessa ou Dnipro, permettent d'éviter les victimes « dans 99 % des cas » selon Oleksandr Pertsovsky, directeur d'UZ. Ainsi, le 8 septembre, un train roulant vers Soumy, dans l'est du pays, a été évacué quelques minutes avant une frappe sur un wagon. Cette même nuit, un autre train allant vers Zaporijjia n'a pas eu la même chance.

Une deuxième frappe a tué un agent parti constater les dégâts. « Voilà notre quotidien à présent », résume le patron des Chemins de fer ukrainiens, les traits tirés. Sur les 160 000 employés de la compagnie, la première du pays en taille, 59 ont été tués sur leur lieu de travail depuis 2022.

Les règles évoluent en fonction des technologies. L'ordre d'évacuation est donné désormais pour toute menace à moins de 100 kilomètres. C'était moins avant l'arrivée des nouveaux drones à réaction. Trois fois plus rapides que l'ancienne version, ils sont équipés de caméras et de récepteurs relais qui leur permettent de fondre sur les trains en mouvement.

L'hiver dernier, la Russie s'était acharnée sur les voies, les ponts, les stations électriques, faisant travailler jour et nuit les équipes d'intervention avec une rapidité hors norme. « Les gens se rendaient à peine compte de tout cela, car nous arrivions à maintenir presque toutes nos opérations », explique le directeur. Comme les autres secteurs, UZ paie aussi le tribut du manque de systèmes Patriot. En septembre, un missile balistique a visé un entrepôt de locomotives. La défense antiaérienne, à court de munitions, n'a pu l'intercepter. Huit cheminots ont été tués. ■

La Suède en proie à l'incertitude, avec la gauche et la droite au coude-à-coude

Arnaud de La Grange Envoyé spécial à Stockholm

L'opposition sociale-démocrate est donnée en tête tandis que les Démocrates de Suède sont en recul.

Le scrutin est serré et l'incertitude politique suédoise grande. Au lendemain des élections législatives, l'opposition de gauche est arrivée en tête, mais avec une infime avance. Les deux blocs sont au coude-à-coude, ce qui laisse augurer de rudes tractations pour trouver un gouvernement viable. Les discussions pourraient prendre des semaines, voire des mois.

Depuis des mois, les sociaux-démocrates étaient donnés gagnants, mais l'écart s'était resserré ces derniers temps. Lundi, moins de 30 000 voix séparaient le bloc d'opposition de gauche de la coalition gouvernementale de droite. Et des centaines de milliers de votes, notamment en provenance de l'étranger, restaient à comptabiliser. Pour l'heure, la gauche dispose de 176 sièges, contre 173 pour la droite. Le résultat définitif pourrait ne pas être connu avant mercredi.

La chef des sociaux-démocrates, Magdalena Andersson, apparaît la mieux placée pour former un gouver-

nement. Mais si son parti est arrivé en tête, il fait son plus mauvais score depuis 1908. Et cette ancienne première ministre risque d'avoir les pires difficultés à former une coalition de gouvernement, avec trois autres partis, le Parti du centre, le Parti de la Gauche et les Verts. « Le problème est que le Parti du centre refuse la présence du Parti de gauche au gouvernement, tandis que ce dernier refuse de soutenir un gouvernement auquel il ne participe pas lui-même », explique Ulf Bjereld, professeur à l'université de Gothembourg. Il faudra que l'un de ces acteurs cède... »

Un paysage politique fragmenté

Les négociations promettent d'être ardues. Le Parti du centre, originellement à droite, est passé à gauche depuis que les conservateurs s'entendent avec le parti national-populiste des Démocrates de Suède (SD). Et Andersson n'est guère à l'aise avec les positions radicales du Parti de gauche... « Comme dans d'autres pays d'Europe, le paysage politique se fragmente et les équations



La chef des sociaux-démocrates, Magdalena Andersson, apparaît la mieux placée pour former un gouvernement.

En 2022, s'est constitué le groupe de Tidö - du nom d'un château proche de Stockholm -, regroupant le Parti des modérés, dont est issu Ulf Kristersson, les Chrétiens-démocrates, les Libéraux et le SD. Et cette fois-ci, Ulf Kristersson a promis des postes de ministres, s'il formait un nouveau gouvernement.

Le score décevant des Démocrates de Suède est l'autre surprise de ces élections. Par rapport à 2022, le SD perdrait trois points, passant de 20,54 % à 17,6 % selon les résultats provisoires. Il perd sa position de deuxième parti du pays pour passer en troisième position, derrière les sociaux-démocrates et les Modérés de Ulf Kristersson. « C'est la première fois depuis seize ans qu'ils ne progressent pas lors d'élections législatives », commente Ulf Bjereld. Il est trop tôt pour dire si c'est ponctuel ou le début d'une nouvelle tendance. On peut toutefois noter que la Suède semble aller à contre-courant de la situation européenne, où les partis populistes de droite progressent dans les sondages. »

Ce trou d'air serait dû à sa perte de monopole en faveur d'une politique ferme sur l'immigration et la criminalité. La droite modérée et même les sociaux-démocrates se sont ralliés à nombre de mesures strictes sur lesquelles le SD s'est construit. La Suède est devenue l'un des pays d'Europe les plus restrictifs sur l'asile. Et, quelle que soit la couleur du gouvernement, cela ne changera pas. ■

» LIRE AUSSI PAGE 22

Manifestations inédites contre les prix du carburant en Syrie

Apolline Convain Damas

Un mouvement de colère a éclaté, dimanche, dans le nord-est du pays, attisé par la guerre et le blocage des détroits.

L'épicentre du mouvement se situe à Markada, un bourg d'à peine 2 500 habitants. Mais en quelques heures ce dimanche, les barrages de pneus en feu se sont multipliés dans une cinquantaine de localités, de Raqqa à Deir ez-Zor. Les manifestants ont bloqué les axes principaux habituellement empruntés par les camions-citernes transportant du pétrole irakien jusqu'au port syrien de Baniyas. Tous réclamaient la même chose : l'annulation de la hausse des prix des carburants entrée en vigueur le jour même. Le litre de 95 est passé de 1,14 dollar à 1,46 dollar et pour une population qui vit à 90 % sous le seuil de pauvreté selon le Pnud, ce n'est pas tenable. « L'essence est devenue tellement chère que je ne fais plus de profit. Alors j'ai garé mon véhicule, je suis désormais au chômage, dénonce au téléphone Ibrahim al-Othman, manifestant et chauffeur de bus. Nous continuerons à manifester tant que le gouvernement ne sera pas revenu sur sa décision. »

Face à cette colère populaire, inédite depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa le 8 décembre 2024, le ministre de l'Énergie Mohammed al-Bachir a précisé que la hausse des prix était temporaire, liée à la fermeture temporaire de la raffinerie de Baniyas - et à la guerre au Moyen-Orient. Cela n'a en rien calmé les manifestants qui étaient à nouveau dans la rue lundi. « Les conditions de vie sont particulièrement mauvaises et les prix des hydrocarbures se répercutent sur les prix des produits de la vie de tous les jours », affirme Mohammed Khater el-Husseini, livreur de lait à Deir ez-Zor.

Les prix des carburants avaient déjà augmenté après la chute de Bachar el-Assad, jusqu'alors à 35 centimes de

dollars le litre, en raison de la fin des subventions et de l'arrêt des importations massives de pétrole venu d'Iran, parrain du régime déchu. Les autorités de transition parient sur la libéralisation de l'économie afin de remettre sur pied le pays laissé exsangue par la guerre civile (2011-2024). Interrogé par *Le Figaro* quelques jours avant le début des manifestations, le conseiller du ministère de l'Économie Mazen Derawan réfute l'impact social de ces mesures. « Les prix ont baissé depuis la chute du régime, notamment ceux des climatiseurs et des machines à laver. La liberté n'a pas de prix, et ceux qui affirment que le pouvoir d'achat a diminué sont soit des idiots, soit des menteurs qui étaient confortables dans le socialisme », martèle cet ultra-libéral.

Un test politique

Les autorités syriennes se retrouvent en réalité dans l'impasse : la libéralisation frappe de plein fouet la population mais les caisses sont vides. « La Syrie pourrait s'endetter auprès de ses partenaires ou du FMI pour remettre en place des subventions mais c'est un choix budgétaire à très court terme, car la crise énergétique pourrait encore durer des mois et effacer leur impact d'ici à quelques semaines », alerte Cédric Labrousse, chercheur sur la Syrie et doctorant à l'EHESS.

Pour le président de transition, Ahmed al-Charaa, ces manifestations pourraient se transformer en test politique, près de deux ans après son arrivée au pouvoir. D'autant plus qu'elles s'inscrivent dans un climat de tensions après l'assassinat, jeudi dernier, d'un ancien combattant kurde. Assassinat qui a déclenché une vague de colère dans le Nord-Est syrien. ■

RTL2
LE SON POP-ROCK

ÉCOUTEZ RTL2 ET GAGNEZ VOS PLACES

RTL2 POP-ROCK LIVE

LE TRIANON
VENDREDI 9 OCT.

VANESSA PARADIS
ZAZIE
PIERRE DE MAERE
MARGUERITE

VOIR LES MODALITÉS DE PARTICIPATION ET LE RÈGLEMENT DU JEU SUR :
[HTTPS://ETVOUS.M6.FR/RADIO-RTL2/JEUX-CONCOURS-ANTENNE-REGLEMENTS](https://etvous.m6.fr/radio-rtl2/jeux-concours-antenne-reglements)

© KARIM SADI/LAURENT SEROUSSI/NARCIN KEMPSKI/MARGUERITE GUERIN

LE TRIANON

Au sommet des Brics, Xi Jinping amorce un timide rapprochement avec Narendra Modi

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

La Chine met en sourdine le conflit frontalier dans l'Himalaya et affirme sa préséance sur le club des pays émergents.

Une poignée de main virile, mais pas de dîner de gala. Le président Xi Jinping s'est finalement rendu à New Delhi à l'invitation de Narendra Modi pour affirmer le timide rapprochement entre la Chine et l'Inde, ce 12 et 13 septembre, à l'occasion du sommet des Brics, avec en ligne de mire la suprématie sur le «Sud global» et son bras de fer avec Donald Trump.

Les deux géants d'Asie «sont des partenaires, pas des rivaux» a juré le numéro un du régime communiste au premier ministre indien, à l'occasion de sa première visite dans le pays depuis sept ans et les affrontements meurtriers qui avaient opposé leurs soldats dans l'Himalaya, en 2020.

«Les différences ne doivent pas devenir source de dispute», a répliqué son hôte, toujours en quête d'un accord commercial avec le président américain. La diplomatie indienne s'est réjouie de «solides progrès» à l'issue de la rencontre. Les dirigeants se sont engagés à trouver un règlement «honnête et raisonnable» à leurs différends frontaliers, alors que les militaires demeurent à couteaux tirés sur le toit du monde.

Le sommet a marqué une nouvelle étape dans le fragile réchauffement enclenché l'an passé et marqué par la venue du dirigeant indien à Tianjin, en septembre 2025, alors en plein froid avec Trump. Xi a rendu la pareille à son homologue, en quête de stabilité à sa frontière, de débouchés commerciaux et pour parer à un rapprochement indo-américain trop poussé sur son flanc méridional. Sans pour autant dissiper les différends et une méfiance historique réciproque.

L'éléphant indien demeure sur ses gardes face à un dragon partenaire clé du Pakistan, qui s'affirme en champion des émergents. «C'est une amélioration et une stabilisation de la relation. La Chine veut faire baisser les tensions et Modi joue le jeu, mais l'Inde demeure profondément méfiante et la rivalité stratégique va se poursuivre», juge Jean-Pierre Cabestan, chercheur à l'Asia Centre. En août, des nationalistes hindous ont dénoncé des empiètements frontaliers chinois dans l'Arunachal Pradesh, autre zone disputée.

À la veille de son prochain sommet avec le président américain prévu à Washington, fin septembre, Xi a resserré les liens avec une Inde apôtre

du «multi-alignement» toujours en délicatesse avec l'Amérique à l'heure des conflits en Ukraine et face à l'Iran. Un déplacement express confirmé seulement à la dernière minute pour rejoindre Vladimir Poutine, le président russe, ou son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, et affirmer sa préséance sur les Brics, front émergent résolument anti-occidental. Et décocher des flèches aux États-Unis, en pleine escalade des tensions dans le détroit d'Ormuz.

La guerre au Moyen-Orient ne sert pas les «intérêts communs», a déclaré le secrétaire général du Parti communiste chinois dès l'atterrissage avant d'appeler les onze membres du club à

Rencontre entre le président chinois, Xi Jinping, et le premier ministre indien, Narendra Modi, en marge du 18^e sommet des Brics, à New Delhi (Inde), samedi. WANG YE/XINHUA VIA AFP



s'opposer aux «violations» de souveraineté, alors que les frappes américaines ont repris dans le Golfe.

«Dans ce contexte international turbulent, les deux pays les plus peuplés du monde, tous deux membres importants du «Sud global» ont de lourdes responsabilités», a rappelé Xi, alors qu'ils mènent tous deux une pugnace bataille d'influence pour la prépondérance sur les Brics. Un club qui représente la moitié de la population mondiale et 40 % du PIB de la planète, en «première ligne dans les crises, mais en dernière ligne des décisions», a fustigé Modi. «En réalité, la Chine a plié le match à Tianjin», jugeait Marc Julienne, chercheur à l'Ifrri après la démonstration de force diplomatique orchestrée alors par Xi en chef de file d'un front alternatif à l'Occident, l'an dernier.

Sans pour autant faire des Brics une plateforme pleinement à sa main. Ce groupement d'économies émergentes aux profils hétéroclites, comptant aussi

bien le Brésil que l'Arabie saoudite ou la Turquie, membre de l'Otan, peine à afficher son unité face aux conflits en Iran comme en Ukraine, tiraillé entre Pékin, Washington ou Moscou. «Les Brics ne sont pas une alliance, on y trouve de nombreux pays proches des États-Unis comme l'Égypte, ou l'Arabie saoudite», pointe Tu Xinqian, professeur à l'Université du commerce international et d'économie, à Pékin.

À Delhi, Xi a tenté d'amadouer ses pairs en misant sur les avancées technologiques, en particulier en matière d'intelligence artificielle (IA), nouveau front de la rivalité stratégique sino-américaine. Et de proposer aux émergents une «zone d'intelligence artificielle (IA) à code source ouvert» pour mieux contrer le modèle fermé d'Anthropic ou OpenAI, les mastodontes de la tech américaine, sans déclencher l'enthousiasme.

Pour les stratégies rouges, l'apaisement avec l'Inde s'inscrit dans le bras

de fer avec l'Amérique, à l'orée d'un automne chargé sur le front diplomatique. Après le Kirghizstan et l'Égypte au début du mois, Xi multiplie les déplacements pendant que le champion de «l'Amérique d'abord» est accaparé par l'Iran et la campagne des midterms. «Xi voyage beaucoup afin de renforcer sa main avant le sommet avec Trump», juge Cabestan.

«La venue de Xi est un signal important. Les États-Unis sont le principal adversaire et le rapprochement de l'Inde en leur direction ces dernières années ne plaît pas à la Chine»

Tu Xinqian Professeur à l'Université du commerce international et d'économie, à Pékin

Et saper le rapprochement entre le sous-continent et Washington, tout proche d'un accord commercial, ou la relance du Quad, un partenariat sécuritaire conclu avec des alliés des Américains (Australie, Japon). «La venue de Xi est un signal important. Les États-Unis sont le principal adversaire et le rapprochement de l'Inde en leur direction ces dernières années ne plaît pas à la Chine», juge Tu. Et attise le spectre de l'encerclement, fantôme tenace qui plane sur Zhongnanhai depuis la fondation de la Chine communiste.

La connivence en dents de scie entre Trump et Modi pousse Pékin à mettre en sourdine le différend frontalier. Sans rien lâcher sur le terrain, le long de la fragile ligne de démarcation qui file à travers des pics acérés depuis la guerre sino-indienne de 1962.

La main tendue de Xi en direction du pays le plus peuplé du monde ne signifie pas relation d'égalité alors que Pékin, fort de son statut de première puissance industrielle mondiale, fait mine de ne pas s'inquiéter du «décollage» indien. «Nous ne considérons pas l'Inde comme un concurrent. Sa puissance technologique et militaire est encore loin de la Chine», juge Tu. Fort d'un PIB par habitant 2,5 fois plus élevé, Pékin compte encore toiser longtemps New Delhi en pleine croissance mais frappée de plein fouet par le verrouillage d'Ormuz. ■

Face à Donald Trump qui tente de le courtiser, Kim Jong-un se fait désirer

Quand Donald Trump baisse la garde, Kim Jong-un dresse haut le pavillon de ses ambitions nucléaires. Au bastionage du Kang Kon, le leader suprême nord-coréen a présidé à la mise en service de cet imposant destroyer offensif de 5000 tonnes, symbole des nouvelles ambitions de sa marine, ce 6 septembre, sur le port de Wonsan. Ce navire pourra «infliger une réplique mortelle à l'ennemi» et fait partie du système de «contre-attaque nucléaire», s'est enflammé le dictateur.

Ce même jour, l'US Navy et les Marines de la Corée du Sud et du Japon démarraient leurs exercices navals Freedom Edge, au large de l'île de Jeju, dont le président américain a abruptement réduit la voilure le 16 août dernier en quête d'une nouvelle rencontre avec Kim, qu'il poursuit en vain depuis son retour à la Maison-Blanche. «Cela envoie un signal totalement inapproprié et hostile à un pays qui, tant que Donald Trump est président, s'est montré non menaçant et respectueux», a posté Trump, sur son réseau Truth Social.

Un message qui a pris de court Séoul, son allié, qui n'avait même pas été informé de ce revirement, quelques heures avant le lancement de ces manœuvres annuelles. Critiquant vertement la quatrième économie d'Asie pour son manque d'entraîn à

venir patrouiller dans le détroit d'Ormuz, Trump affiche à nouveau son impatience à retrouver Kim coûte que coûte. Et a ordonné à ses conseillers de tout faire pour arracher une nouvelle rencontre au sommet d'ici la fin de l'année, selon le Wall Street Journal. Avec en ligne de mire sa prochaine tournée en Asie en novembre à l'occasion du sommet de l'Apec, à Shenzhen, en Chine.

Conditions à une éventuelle rencontre

Enlisé au Moyen-Orient face à la résistance farouche de l'Iran, Trump rêve d'une nouvelle «saison» à sa «bromance» avec Kim lancée à Singapour en 2018. À la veille des élections de mi-mandat, alors que son taux de popularité dégringole, Trump revient à la charge pour courtiser l'héritier de la dynastie atomique qui se laisse désirer. Et a même juré que l'homme fort de Pyongyang avait enfin répondu à ses appels du pied, alors qu'il se heurte à un mur du silence depuis plus d'un an. «Ouais, il l'a fait», a déclaré le président, le 17 août, qualifiant cet échange de «positif».

Des affirmations qui laissent de marbre les spécialistes, circonspects sur les chances de retrouvailles, au vu de la réaction mutique, empreinte de sarcasme d'un régime désormais conforté par ses alliances avec la Chine et la Russie.

Et déterminé à garder coûte que coûte la bombe atomique, assurance-vie de la «lignée du mont Paektu».

Kim Yo-jong, l'influente sœur cadette du leader suprême, a répliqué de façon mordante aux récentes affirmations de Trump jurant avoir échangé avec son frère. «Je ne suis pas au courant», a déclaré le 19 août celle qui est la porte-parole de l'État paria sur la scène internationale.

Kim Yo-jong a piétiné au passage la réduction des manœuvres militaires «agressives» comme un geste «dénudé de sens», mais sans fermer complètement la porte à l'ancien promoteur new-yorkais, ménageant son ego. Son frère garde de «bons souvenirs» de Trump, a-t-elle ajouté.

Une ambiguïté en ligne avec la stratégie du Maréchal qui a posé ses conditions à une éventuelle rencontre, il y a un an déjà, exigeant que la première puissance mondiale abandonne son «obsession délirante» de la «dénucléarisation» au préalable. «La Corée du Nord n'est pas vraiment intéressée par un sommet. Elle sait qu'elle peut compter sur la Chine et la Russie», juge Kim Jaechun, professeur à l'université Sogang, à Séoul.

Après avoir conclu une alliance militaire avec Vladimir Poutine en 2024, Pyongyang vient d'inaugurer un premier pont routier avec son voisin eurasiatique. Kim a également reçu en

fanfare le président Xi Jinping en juin, qui n'a fait aucune mention de la question atomique, rompant avec la ligne officielle de Pékin.

Trump lui-même a affirmé que la Corée du Nord était un pays «nucléaire», et possédait «47 bombes», délaissant la ligne qu'il avait pourtant défendue à Singapour.

La nouvelle donne géopolitique pourrait offrir à Kim une opportunité historique d'arracher des concessions américaines, mais le régime, longtemps placé sur «l'axe du mal», n'entretient aucune illusion sur la valeur de la parole du maître de Mar-a-Lago. Et demeure sur ses gardes face à un dirigeant qui a mené une frappe de décapitation contre le leader suprême de la République islamique, régime ami. «L'objectif de la Corée du Nord est d'être reconnue comme État nucléaire. Les négociations en amont seront plus importantes que la rencontre elle-même», juge Cheong Seong-chang, chercheur au Sejong Institute.

En quête d'apaisement

Un affaiblissement américain qui inquiète John Bolton, ancien conseiller à la Sécurité nationale de Trump et négociateur à Hanoï qui redoute que le président brade la sécurité de son pays et de ses alliés en quête de publicité. Et de juger «à haut risque» un sommet à Pyongyang en quête d'«image» et de

«distraction» pour détourner l'attention du Moyen-Orient, a déclaré Bolton lors d'un récent forum.

Au sud des barbelés de la DMZ, le président sud-coréen Lee Jae-myung applaudit le volontarisme de la Maison-Blanche, en quête d'apaisement avec le frère ennemi du Nord comme avec l'imprévisible Trump. Et se rêve en «faiseur de paix» sur les traces de son prédécesseur, Moon Jae-in, qui avait joué les entremetteurs lors des Jeux olympiques de Pyeongchang, ouvrant la voie à la poignée de main «historique» de Singapour. «La Corée du Sud est favorable à un sommet. (...) Nous sommes impatients de voir la Corée du Nord revenir à la table des négociations», a déclaré Ahn Gyu-back, ministre de la Défense, ce 7 septembre au Seoul Defense Dialogue (SDD).

Mais Séoul redoute d'être la victime d'un accord Kim-Trump qui le laisserait vulnérable face à un voisin atomique décomplexé. Avec, au menu, la possible suspension des missiles balistiques à longue portée menaçant le territoire américain, sans démanteler l'arsenal conventionnel et nucléaire, posté à 60 km de la capitale sud-coréenne.

En attendant, le pays du Matin-Calmé fait tout pour regagner du crédit auprès de son tempétueux protecteur, envisageant désormais d'envoyer des navires patrouiller dans le détroit d'Ormuz. Là encore sans garantie. ■ S.F.

Christophe Cornevin

Considérant ne pas être entendue alors qu'elle paie un lourd tribut face à la délinquance, la profession se mobilise ce mardi. Des milliers d'agents sont attendus. Le vent de la grogne pourrait souffler jusqu'à l'Élysée.

La grogne s'élève dans les rangs des forces de l'ordre. Ce mardi, les policiers vont, une fois encore, mener plusieurs actions dans le pays pour clamer leur colère. À l'appel du syndicat Alliance (gardiens de la paix et gradés), de Synergie-officiers, de la CFTC-police ou encore du Snipat, qui représente les personnels administratifs, les agents sont attendus sur l'avenue des Champs-Élysées avant de marcher en direction de l'Assemblée nationale. Ce parcours, ô combien symbolique, n'est pas sans rappeler celui du 19 mai 2021 qui avait conduit une foule de policiers jusqu'au parvis du Palais Bourbon, sous une grande banderole de tête frappée du slogan : « Payés pour servir, pas pour mourir ». La profession était alors sous le choc après le meurtre du brigadier Éric Masson, tué quinze jours auparavant sur un point de deal à Avignon, et l'assassinat, en avril de la même année, de Stéphanie Monfermé, agente administrative au commissariat de Rambouillet.

Ulcérés par les agressions en cascade qui les visent et le manque de considération dont les unités disent souffrir, les syndicats enfourchent cette fois le cheval de bataille pour défendre le pouvoir d'achat. Venus le 4 septembre dernier au ministère de l'Intérieur avec un paquet de revendications salariales, ces derniers sont ressortis mécontents des « mesurette » obtenues. Disposant d'une marge quasi nulle en cette période de disette budgétaire, le locataire de la Place Beauvau, Laurent Nuñez, leur a annoncé une enveloppe de 650 millions d'euros de crédits dans le projet de loi de finances 2027, avec 240 millions d'euros supplémentaires pour la police. « Une goutte d'eau dans un océan de besoins », ont alors cinglé plusieurs participants tandis que Linda Kebbab, secrétaire nationale d'Unlté SGP Police, a fustigé une « mauvaise pièce de théâtre ». Depuis lors, en guise de protestation, ce



Quelque 5 000 policiers ont manifesté à Paris, le 30 juin, pour dénoncer leurs conditions de travail, leur pouvoir d'achat et leurs perspectives de carrière.

Pris pour cible, les policiers descendent dans la rue pour leur prime de risques

syndicat (de gradés et de gardiens) organise des « jetés de menottes » devant les commissariats. Ce mardi, ses adhérents se joindront à la journée d'action en organisant un convoi, en bus à impériale, vers Roissy Charles-de-Gaulle, où les agents de la police aux frontières seront appelés à une « grève du zèle des contrôles ». Une action analogue devrait être orchestrée à la gare du Nord, tandis que des rassemblements pourraient se former devant les commissariats des grandes villes.

Un lourd tribut

« Nous voulons une augmentation de notre prime de risques qui n'a pas été augmentée depuis 2019, à l'issue des « gilets jaunes », prévient Yoann Maras, délégué national d'Alliance. Lors de notre congrès à Roissy, en avril

2023, nous avons réclamé au ministre de l'Intérieur d'alors, Gérald Darmanin, de la faire passer de 28,5 à 35 % de notre traitement brut. Sous forme de boutade, ce dernier avait dit qu'on jouait petits bras en demandant si peu. Sauf que rien n'a jamais été fait ». Ce gel est d'autant plus difficile à digérer que les unités paient un lourd tribut, avec quelque 6 000 policiers délibérément pris pour cible et blessés en 2025. En outre, les syndicats exigent des « corrections techniques », liées à la suppression du grade de brigadier, la prime de voie publique (100 euros mensuels brut), que souhaitent percevoir les CRS autoroutières, ou encore la prime d'investigation (150 euros), à laquelle prétendent les agents des unités de traitement des étrangers en situation irrégulière (Utesi).

Cette journée d'action sera la troisième menée par les policiers en colère depuis le début de l'année. Dès janvier dernier, la profession avait frappé un grand coup en appelant les citoyens à défiler à ses côtés dans une vingtaine de villes de France - 45 000 manifestants selon les organisateurs. Elle déplorait alors une France qui « s'enfoncé dans l'insécurité » alors que les forces de l'ordre combattent la délinquance « sans effectifs suffisants, sans moyens adaptés, sans protection juridique réelle », selon elle.

À mesure que l'on s'approche des élections professionnelles dans la fonction publique, le 10 décembre prochain, les revendications deviennent plus catégorielles. Fin juin, quelque 5 000 policiers en colère étaient descendus dans la rue pour dénoncer les

parcours de carrières, le pouvoir d'achat et les conditions de travail. « Nous savons qu'il est encore possible de faire bouger les lignes », assure-t-on chez Alliance, où l'on se souvient que le rapport de force avait permis de débloquer la prime (jusqu'à 1 900 euros) promise après les JO de Paris 2024. « Puisque le ministre n'obtient pas la rallonge budgétaire nécessaire, nous sommes prêts à durcir le mouvement et à porter le sujet à Matignon, voire à l'Élysée s'il le faut. » Dans les rangs, le même message circule : au moment où gronde la colère sociale, sur fond d'envolée des prix du carburant, et qu'un nouveau mouvement de type « gilets jaunes » tente de s'organiser sur les réseaux sociaux, le gouvernement devra pouvoir compter sur des agents pleinement engagés pour éviter de livrer les rues au chaos. ■

Rentrée : la désillusion des parents d'élèves handicapés

Emma Ferrand

Il manquerait au moins un accompagnant dans 17 % des collèges et des lycées de France. Familles et associations tirent la sonnette d'alarme.

« Ma fille ne peut pas suivre sa scolarité sans accompagnant à ses côtés. Mon mari a donc dû arrêter de travailler pour s'occuper d'elle. » Pour Bénédicte, les vacances ont rimé avec angoisse. Jusqu'à la veille de la rentrée, elle et son mari ignoraient si Sophia, leur enfant de 12 ans, atteinte d'autisme modéré, pourrait bénéficier cette année d'une AESH pour son entrée en sixième. Alors que la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) lui avait accordé une place en Ulis (des classes avec un enseignement adapté) et, à défaut, un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) individualisé qui la suivrait toute la journée à l'école, il n'en est finalement rien. Faute de place, Sophia ne peut pas profiter du dispositif Ulis. Et faute de personnel, son collège privé sous contrat de la région rennaise n'a pu lui trouver une AESH à plein temps. Ainsi, elle ne s'occupe de la fillette que les lundis et mardis ainsi que les jeudis et vendredis matins. Le reste du temps, Sophia ne peut donc pas aller à l'école.

En cette rentrée, la douche n'a pas été froide seulement pour Bénédicte. Bertille aussi a eu la mauvaise surprise de découvrir que pour la rentrée de sa

fillette de 5 ans, porteuse de trisomie 21, en grande section dans une école privée sous contrat rémoise, elle n'aurait pas d'AESH à plein temps. Pourtant, là encore, la MDPH lui avait accordé une AESH individualisée. « Le jour de la rentrée, c'est l'AESH elle-même qui m'a informée qu'elle s'occuperait également d'un autre enfant. L'école nous avait fait savoir qu'il y avait un manque d'effectifs partout en France. Mais compte tenu des deux précédentes années scolaires qui s'étaient déroulées à merveille, nous nous pensions à l'abri », souffle Bertille.

Chaque année, c'est la même rengaine : nombreuses sont les familles et les syndicats enseignants qui relèvent le manque criant d'AESH dans les établissements. Lundi 7 septembre, le syndicat du second degré Snes-FSU relevait qu'il manquerait au moins une AESH dans 17 % des collèges et des lycées. « Concrètement, cela se traduit par le fait qu'à la rentrée, un nombre significatif d'élèves qui disposent d'une notification se retrouvent sans accompagnement effectif », détaille-t-il dans une enquête sur les effectifs du personnel éducatif en cette rentrée. L'académie de Grenoble est la plus touchée par le manque d'AESH (30,3 % de ses établissements).

Pourtant, Édouard Geffray, ministre de l'Éducation, s'était récemment félicité d'annoncer la création de 2 000 postes d'AESH pour la rentrée 2026-2027. Ce total résultait de 1 200 postes déjà inscrits dans le projet de loi de finances pour 2026, complétés par 800 postes supplémentaires annoncés à la mi-janvier. « L'école accueille de nouveaux enfants handicapés à chaque rentrée. Mais elle n'a déjà pas les ressources pour assurer une AESH aux enfants déjà inscrits depuis plusieurs années. Cela ne peut pas fonctionner », assène Bertille.

« La formation des AESH est insuffisante. Les profils d'enfants sont très différents, et le personnel ne s'adapte pas. Sans compter que le salaire est trop faible »

Sonia Ahehehinnou
Présidente adjointe de l'Unapei

Pour les syndicats, associations et les familles, le métier a surtout besoin de gagner en attractivité. « La formation des AESH est insuffisante. Les profils d'enfant sont très différents, et le

personnel ne s'adapte pas. Sans compter que le salaire est trop faible. Chaque année, on augmente le nombre de personnes recrutées mais cela ne suit pas avec la réalité du terrain. C'est de pire en pire », souligne Sonia Ahehehinnou, présidente adjointe de l'Unapei, l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et leurs amis. Selon un rapport des inspections générales de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR) et des affaires sociales (Igas) paru en janvier dernier sur le « rôle et les missions des AESH dans l'école inclusive », le salaire net mensuel d'un AESH est de 1 030 euros. Un montant « de moitié inférieur à celui d'un fonctionnaire titulaire de catégorie C (2020 euros), qui est pourtant le fonctionnaire le moins bien rémunéré du ministère », note le rapport.

Pour Marie*, si elle veut se revendiquer « inclusive », l'école « a encore des progrès à faire ». « Il n'y a pas de place en institut médico-éducatif (IME), donc on place les enfants dans le dispositif Ulis. Mais par effet boule de neige, il n'y a plus assez de place en dispositif Ulis, donc on demande aux AESH de s'occuper des enfants. Cela crée un embouteillage », souffle la maman de Romane*, 12 ans, qui souffre de troubles de l'apprentissage

sévères. En classe de sixième, sa fille ne peut profiter de l'aide d'une AESH que 5 heures par semaine. « C'est largement insuffisant. C'est une année de loupée dans la scolarité de ma fille, on le sait déjà. On m'a dit qu'au mieux, elle n'aurait une place en Ulis qu'en quatrième. Mais que fait-on de nos enfants en attendant ? », questionne la mère de famille.

En attendant, les familles espèrent encore que des aménagements puissent être trouvés. « L'établissement fait comme il peut. Il est en train d'essayer de retirer des heures d'accompagnement à l'autre enfant qui partage la même AESH que ma fille. Mais je refuse qu'on en arrive là : ce n'est pas possible de léser un autre élève qui a tout autant besoin d'aide », affirme Bénédicte. Bertille, elle, ne compte pas baisser les bras. « Une maman m'a quand même dit : "Tu ne devrais pas faire de bruit, on devrait déjà s'estimer heureux qu'on nous prenne nos enfants à l'école." J'étais estomaquée », partage-t-elle. Face à cette situation, avec son mari, elle compte « entreprendre toutes les dispositions légales possibles pour faire valoir les droits de leur fille ». À noter que les parents peuvent dans ce cas-là mettre en demeure le rectorat. ■

*Les prénoms ont été modifiés.

Dormir la nuit volets ouverts ou avec une veilleuse pourrait favoriser infarctus et AVC

Quentin Benoist

L'exposition répétée à un éclairage nocturne parasite est associée à des modifications de la structure du cœur.

Depuis le début de l'ère industrielle, la lumière artificielle s'insinue de plus en plus dans nos nuits. En 2025, selon une enquête de l'Institut national du sommeil et de la vigilance, 28 % des Français laissaient une lumière ou un appareil allumé pour s'endormir et 65 % jugeaient la lumière résiduelle de leur chambre suffisante pour pouvoir s'y déplacer. Mais l'être humain est un animal diurne et cette exposition nocturne à la lumière n'est pas sans conséquences : elle entraîne des effets néfastes sur la santé, notamment une hausse des risques cardio-vasculaires. Cette augmentation serait liée à des modifications de la structure du muscle cardiaque, selon une étude publiée le 9 septembre dans l'*European Heart Journal*.

Les chercheurs ont analysé les données de plus de 11 000 adultes (moyenne d'âge : 61 ans) membres de la cohorte UK Biobank, et sans problème cardio-vasculaire connu. Ils ont porté au poignet un actimètre (appareil mesurant l'activité motrice) comportant un capteur de lumière pendant sept jours. Pour chacun des participants, les nuits ont été considérées comme les 5 heures les moins actives de la journée. Sur cette période, le quartile des personnes les plus exposées a été soumis à une lumière nocturne d'au moins 3 lux. « Il s'agit d'une faible intensité lumineuse, que chacun peut avoir chez soi. Une simple veilleuse ou des volets ouverts suffisent à dépasser ce seuil », indique le Pr Claude Gronfier, chronobiologiste au Centre de recherches en neurosciences de Lyon (Inserm).

Puis, trois ans plus tard en moyenne, les participants ont passé une IRM cardiaque. Les volontaires les plus exposés présentaient une masse du ventricule gauche supérieure de 2,4 % et une paroi cardiaque plus épaisse de 1,5 % que les personnes non exposées. La contraction du muscle cardiaque était moins efficace, tandis que des modifications plus modestes étaient aussi observées dans le ventricule droit et l'oreille gauche. « Ces altérations restent faibles et ne suffisent pas à alerter un médecin lors d'un examen médical ni à engager une prise en charge thérapeutique », observe le Pr Gronfier. Leur accumulation pourrait néanmoins favoriser la survenue de mala-



Les chercheurs ont analysé les données de plus de 11 000 adultes sans problème cardio-vasculaire connu. RYANKING999/STOCK ADOBE

dies cardio-vasculaires. Au cours du suivi de huit à dix ans, les participants les plus exposés ont présenté un risque accru d'insuffisance cardiaque (+ 29 %), d'infarctus (+ 24 %), d'AVC (+ 33 %) et de décès d'origine cardio-vasculaire (+ 26 %). Et ces associations suivent une relation dose-réponse : elles s'accroissent à mesure que l'exposition nocturne à la lumière augmente. Mais comment la lumière arti-

« Il faut surtout retenir que même une très faible exposition à la lumière nocturne artificielle nuit à la santé »

Claude Gronfier Chronobiologiste au Centre de recherches en neurosciences de Lyon (Inserm)

ficielle de nuit peut-elle influencer la structure du cœur ? Plusieurs mécanismes sont susceptibles de l'expliquer. Les auteurs de l'étude précisent que le remodelage cardiaque était « lié à une durée de sommeil plus courte » et insistent sur l'importance « d'un sommeil réparateur pour la santé cardio-vasculaire ». La moitié des modifications cardiaques pourrait ainsi être attribuée au manque de sommeil.

Une autre piste potentielle est la perturbation du rythme circadien, l'horloge qui régule les rythmes de notre corps sur environ 24 heures. « L'exposition nocturne à la lumière artificielle peut freiner la sécrétion de mélatonine. Cette hormone ne favorise pas seulement l'endormissement : elle contribue aussi à synchroniser l'horloge biologique, qui régule de nombreuses fonctions de l'organisme, du métabolisme des lipides et

du cholestérol aux mécanismes de l'inflammation et de réparation des tissus », indique le Pr Bart Staels, directeur de recherche de l'unité U1011 (Inserm, Institut Pasteur de Lille, CHU de Lille, université de Lille). La perturbation de ce rythme circadien pourrait contribuer aux altérations cardiaques observées. »

L'étude reste observationnelle et plusieurs biais doivent être pris en compte. « Le capteur était porté au poignet, et non au niveau des yeux, et il reste imprécis pour les faibles intensités lumineuses », indique le Pr Gronfier. « De plus, cet appareil ne mesure que la luminosité, et non la couleur spectrale. La lumière bleue est la plus active sur l'horloge biologique, mais elle n'a pas été analysée distinctement », complète le Pr Staels. Si de nombreux paramètres ont été pris en compte - âge, consommation de tabac, sexe, hygiène

de vie, exposition à la pollution atmosphérique... -, d'autres ne l'ont pas été, comme l'exposition au bruit, la température nocturne ou bien les insomnies, ce qui peut brouiller l'interprétation des résultats.

Néanmoins, de telles données viennent renforcer les preuves de l'impact négatif de l'exposition nocturne à des lumières artificielles, alors que de précédentes études avaient déjà démontré une augmentation des troubles dépressifs ainsi qu'un risque accru pour un sous-type de cancer du sein. « Il faut surtout retenir que même une très faible exposition à la lumière nocturne artificielle nuit à la santé, conclut le Pr Gronfier. Mais c'est un facteur de risque évitable. Lorsque c'est possible, mieux vaut limiter les sources lumineuses inutiles, installer des volets ou des rideaux occultants et dormir dans l'obscurité. » ■

L'astéroïde Ryugu, témoin des premiers instants du Système solaire

Tristan Vey

Les échantillons ramenés en 2020 par Hayabusa-2 montrent que le corps parent dont il est issu s'est formé en moins de 2 millions d'années.

Les astéroïdes carbonés sont les plus abondants du Système solaire. Ils représentent à peu près les trois quarts des astéroïdes. Riches en molécules organiques, mais aussi en minéraux hydratés, ce sont des vestiges des premiers instants qui ont donné naissance aux planètes, au même titre que les comètes, leur équivalent glacé, dont la seule différence fondamentale est d'être restées sur des orbites lointaines, comme si placées dans un congélateur spatial. Partir explorer ces objets et en ramener des échantillons, c'est à bien des titres une tentative pour remonter le temps et tenter de percer les mystères qui entourent la naissance du Système solaire.

En 2020, la sonde japonaise Hayabusa-2 est ainsi la première à ramener une quantité significative de régolite d'un astéroïde primitif, Ryugu. Sa composition isotopique, sa minéralogie et sa chimie le rapprochent fortement des chondrites carbonées de type CI, dont les météorites d'Ivuna (tombée en Tanzanie) et d'Orgueil (en France) sont des exemples caractéristiques. Les nombreuses analyses réalisées grâce à la poignée de grammes (5,4 pour être précis)

ramenés de Ryugu ont permis de retracer une partie de l'histoire géologique de ce corps de 400 m de diamètre, montrant notamment que l'eau avait longtemps ruisselé à l'intérieur.

« La minéralogie de Ryugu et d'Ivuna montre que les corps parents dont ils sont issus ont subi une altération aqueuse importante », détaille Jérôme Aléon, chercheur à l'Institut de minéralogie, de physique des matériaux et de cosmochimie (Sorbonne Université/CNRS/MNHN/IRD). « Au départ, on accrete un objet fait de poussières rocheuses et de glace d'eau. Lorsque l'intérieur se réchauffe, principalement sous l'action de la radioactivité de l'aluminium 26, la glace fond ; l'eau liquide circule dans les pores de la roche, dissout certains composants, en recristallise d'autres et transforme les minéraux initiaux pour former des argiles - ou phyllosilicates -, des carbonates, de la magnétite - un oxyde de fer - et des sulfures. »

Dans une nouvelle étude parue dans la revue *Science*, les scientifiques ont enfin réussi à dater approximativement cette phase cruciale de la vie de leur corps parent, puis à remonter au moment où ils se sont assemblés. Ils aboutissent à la conclusion que le ou les corps parents de

Ryugu et Ivuna ont terminé leur formation au plus tard deux millions d'années après la naissance du Soleil (survenue il y a 4,57 milliards d'années) ! Ryugu et les météorites CI pourraient donc conserver la signature d'une première génération de planétésimaux carbonés, assemblés directement à partir de poussières fines. Mais comment parvient-on à dater aussi précisément ce moment ?

Les scientifiques utilisent pour cela un « chronomètre radioactif » particulier, le manganèse 53, qui se désintègre pour donner du chrome 53 avec une demi-vie de 3,7 millions d'années seulement. Contrairement aux chronomètres traditionnels, on ne regarde pas la quantité actuelle de ce manganèse radioactif par rapport à celle de ses éléments fils, car il a totalement disparu depuis longtemps (en quelques dizaines de millions d'années tout au plus). Ce que les chercheurs tentent d'établir, c'est la quantité de manganèse qui a été incorporée au moment de la formation d'un minéral hydraté. « Nous nous sommes concentrés sur un carbonate, la dolomite, qui incorpore du manganèse mais très peu de chrome », explique Jérôme Aléon. « Le manganèse 53 se désintègre progressivement en chrome 53. En me-

surant aujourd'hui l'excès de chrome 53, ainsi que les rapports entre manganèse et chrome dans plusieurs grains, on peut remonter à la quantité de manganèse 53 qui était présente au moment de la cristallisation du carbonate et à la température de formation du minéral. » Ces analyses sont extrêmement délicates à réaliser car elles nécessitent des étalons d'une grande finesse, qu'il a fallu créer pour les besoins de cette datation.

« Un corps de 20 km de rayon, riche en eau, est un scénario compatible avec les mesures, mais ce n'est pas le seul »

Jérôme Aléon Chercheur à l'Institut de minéralogie, de physique des matériaux et de cosmochimie

Les scientifiques pensent savoir la quantité de manganèse qui était disponible aux premiers instants du Système solaire, car celle-ci peut être déduite de l'analyse des « inclusions réfractaires riches en calcium et aluminium » ou CAI. Ce matériau ne se forme qu'à très haute

température et conserve d'une certaine façon un instantané de la composition du disque qui entourait le Soleil à sa naissance. Le manganèse 53 s'est ensuite progressivement désintégré à un rythme que l'on connaît parfaitement.

Avec tous ces éléments, les scientifiques arrivent donc à déterminer l'âge et la température de formation de la dolomite qui était piégée dans les grains de Ryugu. « Pour passer de l'âge et de la température des carbonates à l'âge du corps parent, nous utilisons ensuite un modèle thermique », ajoute Jérôme Aléon. « Nous simulons un planétésimal initialement très froid, autour de - 200 °C, composé de roche et de glace, qui va se réchauffer sous l'action de la désintégration de l'aluminium 26, qui était abondant à cette époque. » Pour les auteurs, la conclusion des modèles est claire : si le corps parent s'était assemblé seulement 2 millions d'années après les CAI, il se serait réchauffé trop tard pour expliquer les observations. « Un corps de 20 km de rayon, riche en eau, qui se serait assemblé environ 1 million d'années après les CAI, est un scénario compatible avec les mesures, mais ce n'est pas le seul », explique Jérôme Aléon. ■

Romain Schneider

Vainqueur de deux titres du Grand Chelem en 2026, l'Allemand de 29 ans peut viser légitimement la première place mondiale à la fin de la saison devant Jannik Sinner et Carlos Alcaraz.

Son premier titre du Grand Chelem à Roland-Garros l'avait libéré d'un poids. Trois mois plus tard, il a doublé la mise à l'US Open, dimanche, en dominant logiquement un Ben Shelton trop tendre et trop inconstant (6-3, 7-6, 5-7, 6-2) pour enrayer la machine allemande, désormais pétrie de certitudes. Notamment lorsqu'il affronte un gaucher. Depuis sa terrible défaite en demi-finale de Roland-Garros en 2022, lorsqu'il s'était gravement blessé à la cheville face à Rafael Nadal, Alexander Zverev n'a perdu que 2 petits matches sur 47 joués contre des gauchers...

Comme à Paris, il a remporté une finale face à un bizuth à ce stade de la compétition. Mais, Porte d'Auteuil, très tendu par l'enjeu dans un match qu'il ne devait absolument pas perdre contre l'Italien Flavio Cobolli, il avait dû lutter avec ses vieux démons. À New York, pour sa sixième finale de Grand Chelem face à un joueur qu'il avait déjà dominé à cinq reprises en cinq matches, il a fait preuve d'une sacrée maîtrise, de sang-froid dans les moments importants, voire de détachement, au point d'oublier le score et ne pas se rendre compte qu'il avait gagné en fin de match... Le colosse hambourgeois (1,98 m) a effacé une blessure vieille de six ans : celle d'une défaite douloureuse à Flushing Meadows, lors de sa première finale de Grand Chelem, à 23 ans.

Un « crève-cœur », selon ses propres mots. Renversé par l'Autrichien Dominic Thiem, après avoir mené deux sets à rien et s'être retrouvé à 2 points du sacre, Zverev avait ensuite perdu deux autres finales, contre Carlos Alcaraz en 2024, puis face à Jannik Sinner lors de l'Open d'Australie 2025. L'intéressé confirme : « Les cicatrices de la finale de 2020 ont disparu après avoir gagné à Paris à Roland-Garros cette année, NDLR. Je l'ai dit à Wimbledon, même si j'ai perdu la finale (contre Jannik Sinner en juillet), j'ai pris du plaisir. (...) Avant de gagner à Paris, je ressentais beaucoup de stress en permanence, parce qu'il y avait toujours ce doute : "En gagnerai-je un jour ?" Ce



Alexander Zverev, le troisième homme qui peut devenir le premier

que je ressens aujourd'hui, c'est simplement davantage de joie à jouer ce genre de finales.»

Meilleur joueur de Grand Chelem de l'année 2026

Il y a à peine trois mois, le seul titre qu'il possédait était celui de plus grand joueur de l'histoire à n'avoir jamais remporté de Grand Chelem. C'est désormais de l'histoire ancienne. Alexander Zverev a changé de statut et s'impose comme le meilleur joueur de Grand Chelem de l'année 2026, avec deux sacres sur les quatre en jeu, une demi-finale en Australie et une finale à Wimbledon.

Carlos Alcaraz s'offrant l'Open d'Australie et Jannik Sinner, Wimbledon.

Alors, bien sûr, les circonstances lui ont été favorables. Promis à subir éternellement le joug des deux nouvelles superstars du tennis mondial Carlos Alcaraz et Jannik Sinner, qui s'étaient partagé les Majeurs de l'US Open 2024 à l'Open d'Australie 2026, Zverev semblait condamné au rôle de troisième homme derrière ces deux nouveaux géants. Mais l'Italien et l'Espagnol ont connu des pépins physiques, chacun à leur tour. Sinner a manqué l'US Open 2026 en raison d'une bles-

sure au genou longue à guérir et a craqué à Roland-Garros au 2^e tour. Blessé au poignet, Alcaraz a loupé Roland-Garros et Wimbledon avant de s'incliner au bout du suspense face à un Shelton des grands jours en quarts de finale à New York, pour son retour sur les courts après quatre mois d'absence. L'Allemand, lui, ne se blesse presque jamais. Et il a eu le grand mérite de saisir parfaitement les opportunités qui s'offraient à lui. Que ce soit à Paris ou à New York, Zverev n'a pas eu à affronter de membre du top 20 pour se hisser jusqu'en finale. Et, en finale, ce ne

L'Allemand Alexander Zverev soulève le trophée après avoir remporté la finale de l'US Open, dimanche, à New York, contre l'Américain Ben Shelton.

ROBERT DEUTSCH/IMAGN IMAGES VIA REUTERS

sont ni Sinner ni Alcaraz contre qui il a dû ferrailer, mais des joueurs manquant d'expérience à ce stade de la compétition. Mais les faits sont là, incontestables.

À quelques mois de son 30^e anniversaire, Zverev vit son âge d'or, avec un palmarès qui le place désormais parmi les grands de sa discipline. Il a désormais dans sa besace tous les grands titres (Grand Chelem, ATP Finals, Masters 1000 et or olympique). Il est devenu le quatrième joueur de l'ère Open, depuis 1968, à décrocher ses deux premiers Grands Chelems la même saison, après Jimmy Connors, Guillermo Vilas et Jannik Sinner, et le cinquième joueur de ce siècle à atteindre consécutivement la finale de Roland-Garros, de Wimbledon et de l'US Open, après Roger Federer, Rafael Nadal, Novak Djokovic et Carlos Alcaraz. En très bonne compagnie. Lucide, l'Allemand a confié : « Je ne pense pas être le plus doué. Je ne pense pas avoir un don du ciel comme d'autres joueurs. Je pense que l'essentiel de mon tennis vient du travail acharné, de nombreuses heures passées sur le court, à la salle de sport et sur la piste d'athlétisme. C'est comme ça que je joue au tennis. »

Le droit de rêver

Le voilà en tête de la Race 2026, le classement établi sur les résultats de la saison. Zverev a signé contre Shelton sa 53^e victoire de l'année, la 25^e en Grand Chelem. Personne n'a fait mieux cette saison. Grâce à son titre à New York, il consolide sa deuxième place au classement ATP et se rapproche sensiblement de Sinner. Distancé de plus de 5000 points avant l'US Open, le natif de Hambourg est revenu à 1810 points du Transalpin. La première place mondiale en fin de saison n'est plus mirage, d'autant que l'Italien aura encore beaucoup de points à défendre au cours des prochaines semaines.

Néanmoins, pour placer Zverev au même niveau que Sinner et Alcaraz, il va falloir qu'il réussisse à les battre de temps à autre, ce qu'il n'a presque jamais fait. Il reste ainsi sur dix échecs consécutifs contre l'Italien et a perdu quatre de ses cinq derniers affrontements face à l'Espagnol. Lucide, Zverev a soufflé après son succès, dimanche : « Si les deux sont en bonne santé et au sommet de leur art, je ne pense pas être le meilleur du monde. Il y a quatre ou cinq mois, quand tous les deux étaient en forme, ce n'était pas le cas. Je perdais tout le temps contre Jannik. Donc si tout le monde est en bonne santé, je pense que Jannik conserve une longueur d'avance. » Mais ce Zverev en bonne santé s'est au moins donné le droit de rêver très grand. ■

Basket : la conquête de l'Amérique passera par Los Angeles 2028

Sébastien Ferreira

L'équipe de France féminine, battue en finale de la Coupe du monde par les États-Unis, comme aux JO 2024, rêvera de revanche en Californie.

Elle a quitté le parquet de Berlin à 1 minute et 19 secondes du terme, sous un tonnerre d'applaudissements, retenant des premières larmes qui la submergeraient loin des caméras. Gabby Williams aura été, jusqu'au bout, une digne capitaine de l'équipe de France, mais ni elle ni ses partenaires n'ont pu contenir l'ouragan américain dimanche. Les États-Unis ont, pour la sixième édition d'affilée, remporté la Coupe du monde, au terme d'une finale à deux visages (97-79).

« On a déjoué sur la deuxième mi-temps », a reconnu le sélectionneur, Jean-Aimé Toupiane. En début de deuxième quart-temps, les Bleues ont compté jusqu'à 14 points d'avance. Elles n'en avaient plus que 2 à la mi-temps, puis 16 de retard après le troisième quart-temps, et même 27 à quelques minutes du terme. « Il n'y a pas photo, on n'a pas su répondre », a regretté Valériane Ayayi. Un scénario bien différent de cette même affiche qui avait conclu les Jeux olympiques de Paris deux ans plus tôt. Les

Françaises avaient entraîné les Américaines dans une guerre de tranchées (25-25 à la mi-temps) et échoué d'un souffle (66-67 score final).

La désillusion est de taille, parce que les Bleues, dont les deux tiers (8 joueuses sur 12) étaient aux JO 2024, se pensaient capables de franchir cette dernière marche. « Ce n'est pas facile de retenir du positif, parce que l'objectif était d'aller chercher la médaille d'or », a reconnu Ayayi. Le parcours au Mondial a conforté les Françaises dans cette idée : une phase de poules survolée face à des adversaires modestes (Hongrie, Corée du Sud, Nigeria), une leçon de basket face à la 4^e nation mondiale, la Chine, en quarts (90-61) et une demie maîtrisée contre le pays-hôte allemand (86-64). Le tout avec une identité claire, bâtie sur une défense étouffante, et un talent débordant en attaque.

Jusqu'ici, jamais les Bleues n'avaient atteint le dernier carré d'une Coupe du monde, et jamais elles n'avaient semblé aussi capables de broder leur première étoile, la première tout court d'une équipe de

France seniors (les hommes ont terminé 3^e en 2014 et 2019). « Oui, on marque l'histoire avec cette médaille. Mais ce n'est pas ce qu'on voulait », a synthétisé Ayayi, abonnée aux podiums en 177 sélections (quatre fois l'argent et une fois le bronze à l'Euro, un bronze et un argent aux JO).

« On va apprendre de ça et on va continuer à travailler », a encouragé Toupiane, invitant à prendre du recul : « Le basket féminin français, elles l'ont mis au plus haut niveau aujourd'hui. Vice-championne olympique, vice-championne du monde... Ce n'est pas rien. » Plus que jamais la deuxième nation au classement Fiba, il reste à la

Il y aura fort à faire dans deux ans, aux JO de Los Angeles, où les invincibles Américaines restent sur huit médailles d'or consécutives

France de conquérir l'Amérique. L'espoir est là : la plus âgée des cadres, Ayayi, n'a que 32 ans, et cinq de ses douze coéquipières ont moins de 25 ans. D'autant que la prochaine génération, incarnée par Alicia Tournebize, 19 ans et première Française de l'histoire à avoir dunké, se bouscule au portillon.

Mais il y aura fort à faire dans deux ans, aux JO de Los Angeles, où les invincibles Américaines restent sur huit médailles d'or consécutives. Leur réservoir est sans pareil, preuve en fut à la Coupe du monde avec une équipe renouvelée par rapport à Paris 2024 mais toujours compétitive, même privée de sa plus grande star, A'ja Wilson.

Il faudra aussi rester humble, et déjà se qualifier pour la grande échéance olympique. Les Bleues l'auraient été d'office en décrochant la couronne mondiale. Elles sont désormais obligées de finir dans le top 6 de l'Euro 2027 pour participer à un tournoi qualificatif (TQO), qu'il faudra ensuite remporter. Largement à leur portée sur le papier... sauf que le

championnat d'Europe (du 16 au 27 juin 2027) se déroulera pendant la saison de WNBA. Un sujet de crispations par le passé, qui a obligé la France à faire sans ses joueuses sous contrat dans la ligue américaine. Problème : elles étaient 8 sur 12 au Mondial. Elles n'ont jamais été aussi nombreuses et sont, sans surprise, les cadres du groupe.

La Fédération française de basketball (FFBB) a œuvré, ces derniers mois, à réchauffer ses relations avec les franchises de WNBA. « Entre ce que les Américains ont pu dire cet été et la réalité de l'été prochain, il peut s'en passer, des choses », a nuancé Céline Dumerc, manager générale des Bleues, auprès de L'Équipe. La réalité, c'est aussi que le plancher de l'équipe de France n'a jamais été aussi élevé, et le dernier plafond de verre jamais aussi proche de craquer. Pour le plus grand bonheur de Marine Johannès et ses compères. Une phrase, écrite au feutre rouge sur le tableau de leur salle de soins à Berlin, résumait cela : « La pression est un privilège. » ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès
260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.
Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

deuils

Philippe Daumont, son époux, Guillaume, Julien, Sinoun, ses enfants, Zoé, Lucas, Anaïs, Manon, Evan, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Sisakhon KEO DAUMONT
le 11 septembre 2026.

Une cérémonie aura lieu le mardi 22 septembre, à 13 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e).

« On essuie ses larmes avec ses genoux. »
Diction khmer.

Lavalette (Haute-Garonne).

M. Thierry Donnadieu, son fils, et son épouse Jocelyne, ses petites-filles, Oriane et Delphine, ainsi que toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Colette DONNADIEU
née Guerin,

à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 septembre 2026, à 11 heures, en l'église de Lavalette.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses amis

ont le regret de vous annoncer le décès de

Lise FAYOLLE
productrice de cinéma et, entre autres, des films *Providence*, *Balzac* et *la Petite Tailleuse chinoise*,

survenu le 4 septembre 2026, à l'âge de 87 ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 17 septembre, à 10 h 15, à la division écologique du cimetière d'Ivry-sur-Seine, 44, avenue de Verdun.

Émeric et Isabelle de Fournas, Benoît et Hélène de Fournas, Emmanuel et Renia de Fournas, ses fils et belles-filles,

Pauline et Godefroy, Côme, Amicé et Arthur, Tristan et Adèle, Marin et Federica, Inès, Nicolas, Alexis, Pierre, Anabelle, ses petits-enfants,

Augustin, Inès, Gabrielle, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Bernard de FOURNAS de LA BROSSE
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 11 septembre 2026, dans sa 91^e année, à Paris.

Il a rejoint dans la Paix du Seigneur, son épouse, née Nicole Jousselin de Saint-Hilaire.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris (17^e), le lundi 21 septembre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Villeau (Eure-et-Loir).

Mme Jacqueline Guyomarc'h, née Monvoisin, son épouse,

Claire et Anne Guyomarc'h, ses filles,

ainsi que sa famille et ses amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Yannick GUYOMARC'H
ingénieur des Arts et Métiers, membre du Lions Club International et compagnon de Melvin Jones,

survenu le 5 septembre 2026, dans sa 82^e année.

Un dernier hommage a été rendu le lundi 14 septembre, au funérarium d'Argenteuil (Val-d'Oise).

L'inhumation dans le caveau familial, au nouveau cimetière de Saint-Hymer (Calvados), aura lieu ce mardi 15 septembre, à 11 heures.

Fleurs naturelles uniquement.

familleguyomarch9514@gmail.com

Anne Föllmi-Bélot, Katia Föllmi, ses filles, Jean-Michel Bélot, son gendre, Pierre, Antoine, Emma, ses petits-enfants, Raphaël, son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Monique FÖLLMI
née Dagorn, veuve du général Jean-Pol Föllmi

survenu le 10 septembre 2026, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 septembre 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Rueil-Malmaison.

Dorothée et John Shaw, Martin et Juliette Jouët, Marion et Baudoin Lebon, Laure (?), Stéphanie Jouët-Flamme, Laurent et Mary Jouët, Pauline Jouët-Julia, ses enfants et beaux-enfants,

Pamela, Marine, Margaud, Manon, Joséphine, Florence, Émilie, Jean-Paul, Marguerite, Ariane, Colombe, Émeline, ses petits-enfants,

Colette, Simone, Esmée, Guido, Siena, Olympe, Edgar, ses arrière-petits-enfants,

vous font part avec tristesse du décès de

Jean-Pierre JOUËT

survenu le 9 septembre 2026, dans sa 100^e année.

Il a rejoint dans la Paix de Dieu son épouse,

Monique SABOURET
(1927-2024).

Il a été accompagné dans ses derniers moments par Annie, Brigitte, Annie et Antonio.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, le samedi 19 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin de Sartrouville.

Il aurait apprécié, plutôt que des fleurs ou couronnes, un don à l'une des associations qui lui étaient chères : pourquilsvivent.com

Claire de Passemar, Nicolas et Lina Lecoq-Vallon, Blandine et Christophe Delaire, Grégoire et Catherine Lecoq-Vallon, ses enfants,

Victoire, Louis, Valentin, Joséphine, Guillaume, Augustin (?), Renaud, Édouard, Artus, Alice, Elena, Colombe, ses petits-enfants,

Léa, Nora, Jules, Tom, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Agnès LECOQ-VALLON
née Appert,

le 11 septembre 2026, dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 septembre, à 14 heures, par le père Christian du Halgouët, en la chapelle des sœurs de l'Assomption, 17, rue de l'Assomption, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le vendredi 18 septembre, au cimetière de Chantilly.

La comtesse Christian de Narp, son épouse,

le comte et la comtesse Yann de La Goublaye de Nantois, le comte et la comtesse Augustin de Narp, M. et Mme Xuân Lê de Narp, le comte Benjamin de Narp, ses enfants,

Claire, Arthur, Alix, Pierre, Mahault, Gisèle et Martin, ses petits-enfants,

ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces

ont la grande tristesse de faire part du décès du

comte Christian de NARP

survenu le 13 septembre 2026, à l'âge de 75 ans, muni des sacrements de l'Église, à l'issue d'un courageux combat contre la maladie.

La messe d'À-Dieu sera célébrée le jeudi 17 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Thuriau de Crac'h (Morbihan), suivie de l'inhumation au cimetière.

Saint-Loup-sur-Semouse, Corbenay (Haute-Saône).

Sophie Dupuis et Jean-Charles Parisot, ses enfants,

Laura, Pierre, Margaux, Arthur, Benjamin, Julie, Mathieu, Félix et Antoine, ses petits-enfants,

Timo, Astrid et Hélié, ses arrière-petits-enfants,

les familles Parisot, Dupuis, toute sa famille et ses amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Jean-Pierre PARISOT

le lundi 14 septembre 2026, à l'hôpital de Luxeuil-les-Bains, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 septembre, à 14 heures, en l'église de Corbenay, suivie de l'inhumation au cimetière du village.

Jean-Pierre repose à la chambre funéraire de Saint-Loup-sur-Semouse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

Martine RODHAIN
née Fourquet, épouse de Michel Rodhain (+)

survenu le 11 septembre 2026, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 septembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles, 35, rue de la Paroisse.

L'inhumation aura lieu le samedi 19 septembre, à 11 h 30, au cimetière de Béhobie, à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques).

Saint-Germain-de-Marencennes (Charente-Maritime).

Eugénie Rousseau, son épouse, Juliette et Charlotte, ses filles,

Nicole Rousseau, sa mère, en union avec son époux Jean-Pierre Rousseau (?), Édouard et William, ses frères,

ainsi que l'ensemble de la famille et des proches

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Alban ROUSSEAU

le 11 septembre 2026, à l'âge de 49 ans, après un combat courageux contre la maladie, apparue brutalement.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 septembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Surgères.

Ceux qui souhaitent lui rendre hommage peuvent offrir des fleurs de *La Petite Fleuriste du Coin*, à Rochefort (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

Lola, son épouse,

Mathilde, Jeremy, Thomas et David, ses enfants,

ses sept petits-enfants,

Marianne, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre SALTIEL

survenu le 8 septembre 2026, dans sa 89^e année.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, dans l'intimité familiale, le mercredi 16 septembre 2026.

Saint-Pandelon (Landes).

Catherine Thibaudon, née de Laurens, son épouse,

Quitterie, Benoît et Caroline, ses enfants, Marie et David, ses beaux-enfants,

Apolline et Théo, Corentin et Audrey, Aliénor et Yanniss, Albane, Mayeul, Hippolyte et Agathe, Théophile, Margot et Jean, Augustine et Ferdinand, ses petits-enfants,

Zacharie, son arrière-petit-fils,

Christiane et Volker, Alain et Annick, Michel et Marie-Isabelle, Jacqueline et Bénou, ses frères et sœur, beau-frère, belles-sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques THIBAUDON

survenu le 12 septembre 2026, dans sa 85^e année, à Dax.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Barthélemy, à Saint-Pandelon, le vendredi 18 septembre 2026, à 15 heures.

messes

La messe de 19 heures du mercredi 16 septembre 2026, en l'église Saint-Pierre-de-Chaillet, Paris (16^e), sera célébrée à l'intention de la

comtesse Charles-Henri de COSSE-BRISSAC
née Alyette Budes de Guébriant,

décédée le 31 mai 2026.

Une messe sera célébrée le jeudi 17 septembre 2026, à 19 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, à Paris (15^e), à l'intention de

Thibault MAKSDUD

rappelé à Dieu, le 16 août 2026.

messes et anniversaires

« Je suis la résurrection et la vie. »
Jean 11, 25.

M. et Mme Arthur Leroy-Beaulieu, leurs enfants et leur famille

rappellent à votre souvenir et à votre prière

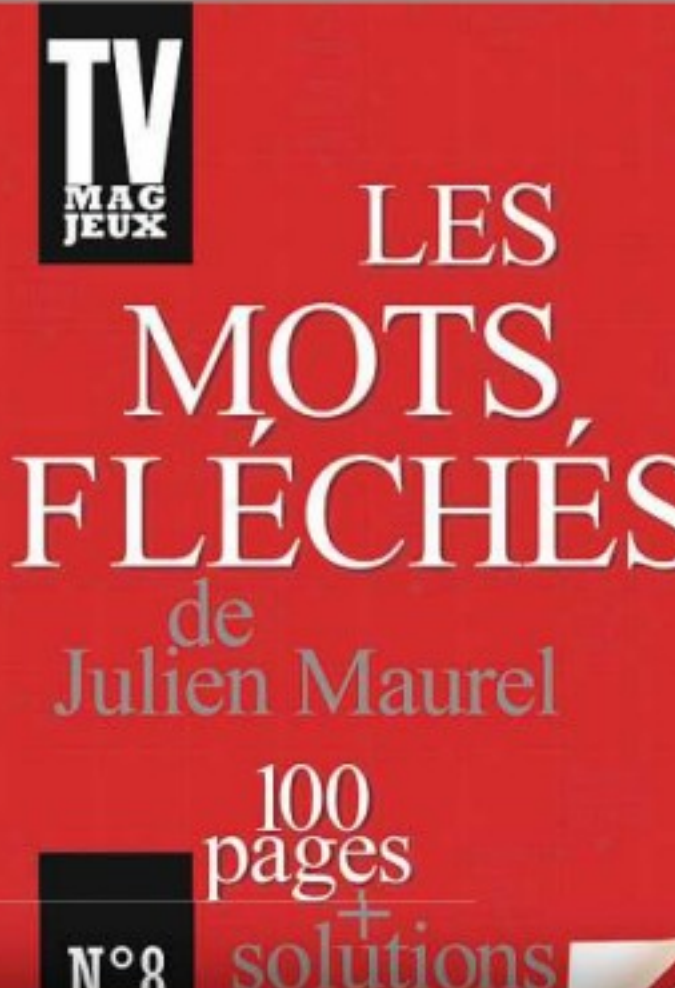
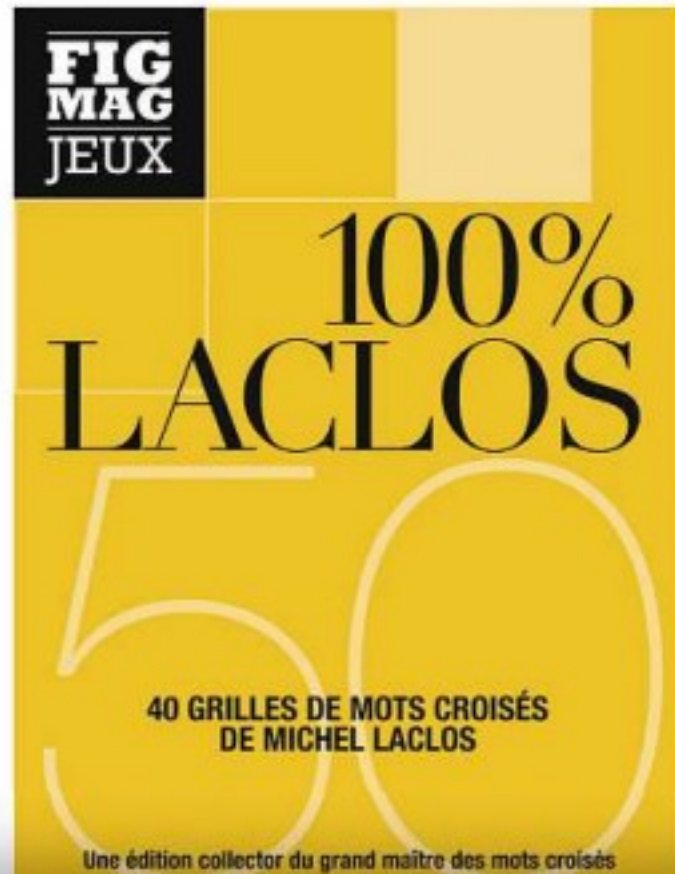
Mme Remi LEROY-BEAULIEU
née Sabine Salet,

à l'occasion du vingtième anniversaire de son rappel à Dieu.

Une messe sera célébrée, à son intention, ce mardi 15 septembre 2026, en la cathédrale Saint-Fulcran de Lodève (Hérault).

Elle sera unie dans cette même prière à M. Remi Leroy-Beaulieu, son époux, rappelé à Dieu le 20 janvier 2025.

Les éditions du Figaro En vente actuellement



LE FIGARO le carnet du jour

Rendez hommage à vos proches

Publiez une annonce de deuil dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27



PAR
Guillaume Perrault

Le Conseil constitutionnel est accusé par plusieurs candidats à l'Élysée, à droite, de censurer toutes les réformes de fond en matière de sécurité et d'immigration et de réduire les gouvernants à l'impuissance. Les défenseurs du Conseil constitutionnel, au contraire, voient dans la volonté de limiter la marge d'appréciation des juges une dérive populiste. Ce conflit va être un enjeu déterminant de 2027. Or il peut être éclairé par un épisode crucial de l'histoire américaine. Lors du premier mandat de Franklin D. Roosevelt, en 1935 et 1936, la Cour suprême a censuré la plupart des réformes du New Deal, les jugeant contraires à la Constitution des États-Unis. Roosevelt, une fois réélu pour un deuxième mandat, a engagé une guerre ouverte contre la Cour suprême, prenant le pays à témoin, et a fait plier les juges. Les partisans de Roosevelt ont applaudi. Ses adversaires ont crié à la dérive autoritaire voire fascisante. Mais la souveraineté populaire a prévalu, changeant le cours de l'histoire des États-Unis.

En novembre 1932, dans un pays traumatisé par la Grande Dépression, Roosevelt est élu président et le Parti démocrate obtient la majorité dans les deux chambres du Congrès. La loi sur le rétablissement de l'industrie nationale (juin 1933) est la première réforme du New Deal. L'objectif est de rétablir la confiance entre travailleurs, entrepreneurs et consommateurs. La loi impose la négociation par les groupements professionnels, dans chaque branche de l'industrie, de codes de bonnes pratiques. Or la Cour suprême, chargée d'apprécier la conformité des lois à la Constitution, déclare la réforme non conforme à cette dernière (27 mai 1935). Les juges reprochent au Congrès d'avoir accordé au chef de l'exécutif un pouvoir normatif « virtuellement illimité », selon la formule du président de la Cour. La haute juridiction censure en outre la loi qui protégeait les fermiers endettés contre la saisie de leurs maisons et de leurs terres. Une telle législation enfreint le 5^e amendement de la Constitution qui protège les droits des justiciables, argumente la Cour, car elle spolie le créancier, privé de la jouissance de sa propriété sans compensation financière. Pour tout arranger, dans une autre affaire, la Cour décide que le Congrès a toute latitude pour restreindre le pouvoir du président de révoquer des membres des agences de régulation aux cas d'insuffisance professionnelle, alors que Roosevelt, comme ses prédécesseurs, entendait les licencier de façon discrétionnaire en cas d'opinions politiques divergentes.

Ces trois arrêts sont d'autant plus humiliants pour le président qu'ils ont été rendus à l'unanimité. Aux États-Unis, à la différence de la France, le vote de chaque juge est rendu public. Les magistrats mis en minorité lors du délibéré peuvent critiquer la décision de la Cour dans un texte qui figure en annexe de l'arrêt et qu'on appelle « une opinion dissidente ». À l'époque, quatre des neuf juges sont conservateurs. Deux peuvent être qualifiés de modérés : le premier vote le plus souvent avec les conservateurs ; le second, le président de la Cour, Charles Evans Hughes, se tient au point d'équilibre des neuf membres et est très préoccupé de préserver le crédit de la haute juridiction. Trois juges, enfin, sont « libéraux » (de gauche). Or même les juges démocrates ont voté contre des lois de Roosevelt à l'occasion de ces trois décisions, ce qui prouve que, tout en partageant la philosophie du nouveau président, ils estimaient ces réformes juridiquement indéfendables.

En 1936, la Cour suprême censure une autre clé de voûte du New Deal. Afin de rétablir les prix des produits agricoles, Roosevelt avait institué un programme incitant les fermiers à réduire leur production. Ceux qui y consentaient étaient dédommagés par une subvention financée par une taxe acquittée par les entreprises qui transformaient les produits agricoles. Or la Cour, par 6 voix contre 3, juge celle-ci inconstitutionnelle. En vertu du 10^e amendement, qui garantit les prérogatives des États contre les empiètements des institutions fédérales, le Congrès n'est pas compétent pour créer une telle taxe, argumentent les hauts magistrats. De surcroît, le Parlement n'a pas le droit d'utiliser ses prérogatives fiscales et budgétaires pour inciter un citoyen à respecter une réglementation qu'il n'est pas en son pouvoir de rendre obligatoire. La Cour suprême censure ensuite la loi de l'État de New York instituant un salaire minimum pour les femmes. Par 5 voix contre 4, la haute juridiction décide que l'intervention d'un État fédéré en matière de droit social porte atteinte à la liberté des contrats. Or celle-ci est un des aspects du principe de l'application régulière de la loi (*Due Process Clause*) affirmé par le V^e et le XIV^e amendements.

La Cour suprême, en censurant le « premier New Deal », est sincèrement convaincue d'être fidèle à sa mission. L'esprit même de la Constitution de 1787 et des dix premiers amendements, auréolés d'un prestige presque sacré, est de protéger les droits civils et politiques des Américains contre les ingérences des autorités élues. De surcroît, cinq des neuf juges au moins estiment que le rôle inédit de l'exécutif dans la direction des affaires publiques et la croissance de l'administration fédérale, voulus et revendiqués par Roosevelt, met en péril les libertés des citoyens et des États garantis par la Constitution. Leurs arrêts portent donc aussi l'empreinte de leur philosophie juridique personnelle, ce qui, aux États-Unis, ne choque pas. L'idée que



Lors du premier mandat de Franklin D. Roosevelt, en 1935 et 1936, la Cour suprême a censuré la plupart des réformes du New Deal, les jugeant contraires à la Constitution des États-Unis.

Le peuple contre les juges : le précédent de Roosevelt et la Cour suprême

Le conflit entre la souveraineté du peuple et « l'État de droit » va être au cœur de la présidentielle. Or il en existe un exemple éclairant dans l'histoire des États-Unis.

les positions des juges, si motivées en droit qu'elles paraissent, puisent aussi leur source dans une école de pensée, un courant théorique, et même une sensibilité politique, semble naturelle et presque évidente outre-Atlantique, alors que l'affirmation scandalise presque en France, comme si c'était porter atteinte à l'autorité de la justice. Sans doute parce que le souci du droit joue un rôle bien plus central aux États-Unis qu'en France, et aussi parce que les Américains ont une approche réaliste et pratique de la question, ceux-ci sont beaucoup plus à l'aise que les Français pour reconnaître ouvertement que juger n'est pas une science exacte.

Après ces censures, Roosevelt sait qu'il a une épée de Damoclès judiciaire au-dessus de la tête. Toute réforme de fond rendue nécessaire par les exigences d'une époque nouvelle heurte les habitudes et s'écarte de usages. Comment remplir le mandat reçu du suffrage universel si toutes les lois hardies sont censurées au nom du respect de ce qu'on appellera plus tard l'État de droit ? Réélu de façon éclatante en novembre 1936, Roosevelt, fort de cette légitimité nouvelle, déclare la guerre à la Cour suprême pour la faire plier. Ses membres sont nommés à vie, prévoit la Constitution, mais le législateur peut augmenter leur nombre. Pourquoi ne pas nommer des juges supplémentaires, acquis au New Deal, afin de faire basculer la majorité de la Cour ? Mais Roosevelt conçoit un dispositif compliqué. Les quatre juges conservateurs ont tous dépassé les 70 ans. C'est aussi le cas d'un de leurs deux collègues modérés et d'un des trois « libéraux ». Roosevelt conçoit un projet de loi l'autorisant à nommer jusqu'à six juges supplémentaires. Pour chaque juge de 70 ans et plus, il en nommerait

un autre, plus jeune, et appelé à succéder au premier à terme. La majorité basculerait alors en faveur du New Deal.

Aussitôt investi pour son deuxième mandat, le président rend public son projet (février 1937). Puis Roosevelt s'adresse à la nation par radio et consacre son allocution à son conflit avec la Cour suprême (9 mars 1937). « La Cour agit non pas en tant que corps judiciaire, mais en tant qu'organe politique », accuse l'hôte de la Maison-Blanche. Il insiste : « La Cour, au-delà de la mise en œuvre appropriée de son pouvoir judiciaire, s'est érigée à tort comme troisième Chambre du Congrès - un super-Corps législatif, comme l'a appelé l'un des juges, lisant dans la Constitution des mots et des implications qui n'y sont pas, et qui n'ont jamais été conçus pour y être. Nous avons donc, en tant que nation, atteint un point où il nous faut prendre des mesures pour sauver la Constitution de la Cour et la Cour d'elle-même. » Le président demande « une Cour qui applique la Constitution telle qu'elle est écrite, mais qui refuse de l'amender par l'exercice arbitraire du gouvernement des juges parce que tel est son bon plaisir ». Il faut augmenter le nombre de ses membres pour « soumettre l'appréciation des lois à des juges qui ont un contact avec les faits et les circonstances du monde réel dans lequel l'homme moyen doit vivre ».

« La Cour suprême agit non pas en tant que corps judiciaire, mais en tant qu'organe politique »

Franklin D. Roosevelt
Président des États-Unis,
dans un discours radiophonique, le mars 1937

C'est la première fois que la Cour suprême est ainsi attaquée, de front et violemment, par le président devant le pays tout entier. Les critiques fusent. Le respect du pouvoir judiciaire fait partie de la culture américaine. L'accusation de gérontocratie portée contre la Cour choque une partie de l'opinion. Des républicains et des chefs d'entreprise accusent Roosevelt de dérive fascisante. Même les démocrates trouvent que le président est allé trop loin, s'est montré trop belliqueux.

Mais l'essentiel, pour Roosevelt, est ailleurs : désormais, la Cour suprême a peur de lui. Le 29 mars 1937, trois semaines après avoir été accusée par le président d'abus de pouvoir lors de son allocution radiodiffusée à la nation, la haute juridiction s'incline. Le juge modéré, Owen Roberts, qui votait souvent avec ses quatre collègues conservateurs, change de camp, de même que le président de la Cour. Ils font basculer la

majorité. Par 5 voix contre 4, la Cour suprême décide que, tout bien réfléchi, la liberté totale des contrats n'est pas en soi garantie par la Constitution. L'autorité politique peut imposer des règles (par exemple un salaire minimum) afin de protéger la partie faible au contrat. À deux ans d'intervalle, la Cour suprême, composée des mêmes membres, fait prévaloir un raisonnement totalement opposé sur le sujet. Deux semaines plus tard, le *National Labor Relations Act* de 1935, clé de voûte de l'acte II du New Deal, obtient à son tour le feu vert de la Cour. La haute juridiction ne s'opposera plus, dorénavant, à Roosevelt. Trois des juges conservateurs démissionnent entre 1937 et 1941. Le quatrième meurt en 1939. Roosevelt a les mains libres pour nommer des inconditionnels. L'obstacle que constituait la Cour suprême pour le New Deal et l'accroissement des pouvoirs de la présidence n'existe plus. La même juridiction va désormais accepter ce qu'elle avait jugé inadmissible auparavant, ce qui prouve la relativité des raisonnements juridiques.

Qu'il soit permis de quitter, dans les lignes qui suivent, le terrain solide de l'histoire pour celui de l'analyse politique. Pourquoi jugerait-on scandaleux que, en France, le président de la République élu en 2027 fasse prévaloir la souveraineté populaire sur « l'État de droit » tel que le Conseil constitutionnel l'interprète, alors que c'est ce qu'a fait Roosevelt en 1937 et que chacun l'en applaudit ? À ce raisonnement, on fait souvent cette réponse délicate : la Cour suprême des États-Unis avait tort face à Roosevelt parce qu'elle était conservatrice. Le Conseil constitutionnel français a raison aujourd'hui face à l'Élysée et aux parlementaires parce qu'il est progressiste. Chacun appréciera la valeur intellectuelle de cet argument. En réalité, les deux situations historiques, en dépit de leurs évidentes différences, présentent des analogies. En matière économique et sociale aux États-Unis dans les années 1930, aussi bien qu'en matière régaliennne dans la France du XXI^e siècle, le suffrage universel aussi a des droits. Ses priorités ont évolué. Mais, dans les deux cas, il appartient au président de les faire prévaloir sans se laisser intimider. Car comme le remarquait Jünger, « il y a toujours, dans la vie des régimes, un moment tragique où ils dénoncent comme une trahison toute tentative de les sauver ». ■

» Découvrez la version longue de ce récit sur notre site internet.
www.lefigaro.fr

Dans les collèges de banlieue parisienne, j'ai retrouvé le même discours intégriste qu'en Syrie

OMAR YOUSSEF SOULEIMANE

L'écrivain franco-syrien anime depuis six ans des ateliers d'écriture en banlieue parisienne. Dans son nouveau livre, «*Les Héritiers de la haine*» (Plon), dont «*Le Figaro*» publie des extraits en exclusivité, il raconte avec courage et lucidité ce qu'il a vu : des collégiens nés en France et pourtant étrangers à leur pays, qui rêvent de renouer avec ce que lui a fui en quittant la Syrie.

Le 16 octobre 2020, autour d'un déjeuner avec la directrice d'un centre culturel de la banlieue parisienne, nous décidions de lancer un nouveau projet : proposer des ateliers d'écriture dans des établissements scolaires afin de lutter contre la radicalisation religieuse et cultiver la laïcité. Une seule pensée m'occupait l'esprit, que je lui exprimais à l'époque : autrefois, le danger venait de l'étranger, du Moyen-Orient, de groupes terroristes ; aujourd'hui, il vient de notre propre territoire. Cette réflexion est le fruit de mon expérience personnelle : sept ans de vie passés à Bobigny, Montreuil, Créteil, Champigny, et des dizaines d'interventions scolaires menées dans ces villes comme ailleurs. J'avais pu observer à cette occasion la montée d'un discours séparatiste chez les élèves (...). Ce dernier se manifestait à travers un sentiment profond de mise à l'écart. Les jeunes de ces écoles se sentaient rejetés par la République. Fiers de leurs origines maghrébines, ils incarnaient une crise identitaire et se percevaient comme étrangers sur leur propre sol.

Le sujet de mes interventions portait sur ma terre natale : la Syrie, l'exil, la dictature. Leur curiosité me touchait : ils posaient des questions sur ma famille, sur les circonstances de mon départ, sur ma vie ici. Mais dès que la conversation dérivait vers la laïcité, quelque chose se fermait. L'attention se dissolvait, absorbée par un sentiment d'appartenance exclusive à la religion et par une hostilité sourde envers la France. Le plus choquant était de retrouver ici le même discours intégriste, celui de la charia, cette emprise du divin sur tout, celui-là même dont je m'étais échappé en quittant la Syrie, dans la bouche de ces jeunes Français. J'étais sur le même chemin qu'eux, mais en sens inverse : nous venions de la même région, du Moyen-Orient, sauf que moi je cherchais à m'inscrire dans les valeurs françaises, la civilité de ce pays, sa culture, cette nation. Eux s'en détachaient.

L'ÉCOLE EN SYRIE ET EN FRANCE

Ce matin d'hiver 2025 est glacial. Je ne peux m'empêcher de me frotter les mains contre ma veste en franchissant l'entrée du lycée. Au premier étage, je me retrouve face à vingt-cinq élèves âgés de 16 à 18 ans, accompagnés de leur professeur d'histoire-géographie. Je perds le fil de mes pensées en promenant le regard sur les tables, les chaises, les rayons du CDI. Une seule image me passe par l'esprit : celle du régime d'Assad. Je traversais la même tranche de vie que ces jeunes dans les années 1990, quand le dictateur régnait sur la Syrie. Le quotidien scolaire obéissait à un rituel immuable : nous saluions la patrie dans la cour en scandant «*Le fidèle Hafez el-Assad*», en réponse au directeur qui hurlait : «*Notre président pour toujours*». Puis nous rejoignons les salles de classe pour nous asseoir sur des bancs en bois, face au poêle à mazout dont la combustion produisait un grondement sourd et diffusait une odeur âcre. À l'arrivée du professeur, nous devions ouvrir nos cahiers, sur la couverture desquels était collée la photo du dictateur et son sourire mauvais. (...)

Nous assistions chaque semaine à une séance d'éducation militaire obligatoire qui constituait un puissant outil d'endoctrinement et de préparation paramilitaire. Vêtus de tenues kaki, encadrés par des instructeurs stricts, nous subissions un conditionnement mêlant slogans patriotiques, discipline rigoureuse et punitions corporelles. Marches forcées, courses d'endurance, alignement en rangs, initiation théorique au maniement des armes. Le programme était épuisant et méthodique. Mais derrière se dissimulait un objectif bien précis : nous inculquer le discours nationaliste du régime, attiser l'esprit de résistance contre «*l'ennemi*» (Israël et l'Occident) et forger notre loyauté absolue envers le pouvoir. Cette expérience a marqué au fer rouge toute une génération, témoignant de la volonté du régime de modeler le citoyen à l'aune de sa vision sécuritaire. Je sors de cette plongée intérieure en posant les yeux

sur les livres alignés sur les étagères, la salle bien chauffée, l'atmosphère si apaisante. Ici, personne ne craint d'être sanctionné pour avoir exprimé une opinion. Personne n'est frappé d'un bâton pour une bêtise. La ville compte des cinémas, des centres culturels, des théâtres. Tout est réuni pour apprendre et grandir. J'aurais aimé être à leur place, ne serait-ce qu'une journée. Même une heure. Pour éprouver ce que signifie être jeune sans avoir la peur chevillée au corps.

Je lance l'atelier d'écriture. La consigne : rédiger une lettre adressée à un nouvel arrivant en France, l'accueillir, lui décrire notre territoire et les valeurs que l'on trouve ici et qui n'existent pas partout ailleurs. Pour introduire l'exercice, je leur raconte ce que j'ai vécu juste avant de trouver refuge dans l'Hexagone, en 2012. Je nourrissais alors bien des fantasmes sur la France : c'était pour moi le pays de l'élégance, de l'art et des lettres. J'imaginais tomber sur des statues de Paul Éluard, le poète que j'admirais tant, croiser des spectacles débordant dans les rues, voir des gens porter des baguettes et danser. (...)

«*Mais pourquoi vous avez quitté votre pays, Monsieur ?*» me lance Ahmed, un garçon d'origine algérienne en jogging et bonnet, arborant un T-shirt aux couleurs de l'équipe du Qatar.

«*Avant de répondre, je voudrais que chacun de vous résume la France en trois mots.*» Plusieurs mains se lèvent. Le mot qui revient le plus souvent est «*racisme*», suivi de «*violences policières*», puis de «*pays trop cher*».

Je reviens à la question d'Ahmed. «*En 2011, j'ai participé, comme des milliers de jeunes, à la révolution syrienne contre le régime dictatorial de Bachar el-Assad. Ce soulèvement s'inscrivait dans un mouvement de contestation, le printemps arabe, né en Tunisie, propagé en Égypte, en Libye, au Yémen, puis en Syrie.*» (...)

Apprenant que je venais de Syrie, ils s'empresaient d'affirmer que la France était une dictature «*masquée*», qu'Emmanuel Macron n'était pas différent de Bachar el-Assad et que la police y réprimait sauvagement les manifestants. (...) Face à ces lycéens, je me sentis obligé d'expliquer que, sous une vraie dictature, prononcer ces mots pouvait suffire à ne jamais rentrer chez soi. Le régime d'Assad a transformé la Syrie en un immense camp de torture. Plus de 200 000 civils ont été tués par son armée. Des centaines de milliers de personnes ont été arrêtées depuis 2011. Au moins 15 100 d'entre elles sont mortes sous les coups. C'est une machine à broyer les êtres, à effacer les existences et à terrifier un peuple entier. Des hommes et des femmes ont perdu la vie pour une blague contre le pouvoir. D'autres ont croupi en cellule pendant des années pour avoir simplement osé s'opposer.

LE MOMENT DE BASCULE

Je n'ai pas eu la vie de ces élèves. Je ne suis pas né en France. Pourtant, je me retrouve sur le même chemin que nombre d'entre eux : nous venons tous de la même région du monde, le Moyen-Orient. Mais nous avançons dans des directions opposées. Moi, je m'assimile à la société française. Eux souhaitent la quitter. Ce paradoxe me pousse à les écouter encore plus attentivement, à chercher à comprendre. Et à chaque séance, la même question me taraude : d'où vient ce discours séparatiste ? Le repli communautaire a-t-il toujours existé en France ?

Je la pose à plusieurs professeurs. «*Ce sont surtout les années 2000 qui ont vu ce phénomène se répandre. Avant, on ne remettait pas en cause la religion ni l'origine de l'autre.*» Ils s'accordent tous sur le même point : c'est la deuxième Intifada en Palestine, suivie des attentats du 11 septembre 2001, qui ont déclenché les premières fractures au sein du milieu scolaire. (...)

En 2001, les attentats du 11 Septembre n'ont pas seulement ébranlé l'ordre international : ils ont aussi jeté de l'huile sur le feu de l'Intifada. (...) Ben Laden désignait l'Occident comme seul responsable du malheur palestinien : «*Ces événements ont divisé le monde entier en deux camps : un camp de la foi, sans aucune hypocrisie, et un camp de la mécréance.*» Des mots diffusés largement sur al-Jazeera, qui faisaient écho à ceux de Tariq Ramadan, lui qui partage la même vision du monde. Les dix-neuf terroristes du 11 Septembre incarnaient une jeunesse sacrifiée au service d'une idéologie radicale. Leur âge moyen tournait autour de 24 ans. (...) À la maison, nous étions obsédés par eux. Et par Ben Laden. Ma mère zapait de chaîne en chaîne pour ne rater aucune de ses apparitions. «*Mange bien pour devenir un grand djihadiste comme Oussama !*» me répétait-elle. (...)

Simultanément, en France, des imams enflammaient les esprits des jeunes dans la même direction. Tariq Ramadan affirmait que la violence du 11 Septembre n'était pas totalement étrangère à ce qui se passait au Moyen-Orient. Chellali Benchellali, imam de la mosquée Abou-Bakr à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, appelait ouvertement à la mort des Américains en Irak et des Juifs en Palestine.

Ces deux sujets, l'Intifada palestinienne et les attentats du 11 Septembre, sont ainsi devenus les instruments d'une manipulation massive. Une génération entière de jeunes Français d'origine

musulmane a été amenée à croire qu'elle était la cible d'un complot international contre l'islam, et que seule la religion pouvait la protéger.

LE VOILE, DÉFI LANCÉ À LA RÉPUBLIQUE

Dans les années 1970, en Syrie, la plupart des musulmanes ne portaient pas le voile. Un jour, je suis tombé sur des photos de ma grand-mère à la plage, en maillot de bain. J'ai demandé à ma mère : «*Comment est-ce possible que Mamie ne soit pas voilée ?*» Elle m'a répondu : «*À l'époque, elle ne connaissait pas la vraie religion.*» Plus tard, j'ai creusé l'histoire du hidjab en Syrie : la décennie suivante, après que les Frères musulmans ont perdu le combat armé contre le régime dictatorial de Hafez el-Assad, ils ont changé de stratégie. Ils ont commencé à s'infiltrer dans la société en diffusant un discours victimaire : «*Le régime déteste l'islam*», et «*s'il a gagné, c'est parce que vous ne l'appliquez pas correctement*». (...) Ce tissu est ainsi devenu une réaction contre l'autorité en place : les sunnites l'utilisaient pour affirmer leur identité, signifiant qu'elles n'étaient ni chrétiennes ni alaouites. Ma mère, comme celles de sa génération, a suivi le mouvement. Petit à petit, cette tenue est devenue un phénomène de masse. Résultat : ma grand-mère, comme tant d'autres de son âge, a fini par se couvrir la tête par peur d'être traitée comme une femme de mauvaise vie.

Si, en Syrie, le port du voile a été une réaction contre le régime, en France, il est devenu un drapeau, surtout pour les jeunes. Les filles souhaitent être vues comme telles. D'un côté, c'est une appartenance à l'islam, de l'autre, un défi lancé à la République qui, selon elles, «*les déteste et les stigmatise*».

UN MONDE PARALLÈLE

Pendant mon séjour en banlieue parisienne, je donnais des cours d'arabe à domicile. La plupart des parents qui m'appelaient me confirmaient qu'ils souhaitaient que leurs enfants apprennent cette langue pour pouvoir lire le Coran. Je n'acceptais que ceux qui voulaient l'enseigner à leurs petits pour que ces derniers puissent pratiquer l'idiome de leurs grands-parents. Très vite, je constatais qu'ils vivaient à la maison dans un monde parallèle, coupé de la République. Un monde où ils devaient rester fidèles à leurs «*vraies*» origines, perçues comme opposées à la France. (...)

Durant mes interventions, je tombais sur une ambiance qui me renvoyait en Syrie. La télévision était allumée sur une chaîne coranique, Iqraa, lancée en 1998 en Arabie saoudite. Elle diffuse en continu des programmes religieux : récitation du Coran, prêches, fatwas sur la lapidation des personnes entretenant une relation adultère. Certaines émissions évoquent la polygamie du Prophète, qui aurait épousé treize femmes, bien que le Coran limite la polygamie à quatre épouses pour les musulmans ordinaires. Cette chaîne, dont le nom signifie «*Lis*» en arabe, premier mot révélé dans le Coran, est devenue l'une des plus influentes de la sphère islamique.

Dans plusieurs de ces foyers, le Coran trônait au cœur du salon. Le verset du Trône était calligraphié sur un tapis accroché au mur : «*Allah ! Point de divinité à part Lui, le Vivant, Celui qui subsiste par Lui-même. Ni sommeil ni sommeil ne le saisissent.*» J'avais déjà vu cette même calligraphie dans une salle de classe d'un lycée de Trappes, peu de temps après l'assassinat de Samuel Paty.

Si cette ambiance se limite au décor, à la croyance et à la tradition, elle n'entre nullement en contradiction avec les valeurs françaises. Bien au contraire. La France a toujours été un pays de diversité culturelle et religieuse. Elle ne s'oppose pas aux pratiques religieuses privées ni aux coutumes familiales. Elle pose une seule exigence : que tout s'exerce dans le respect des lois communes et des principes fondamentaux qui régissent le vivre-ensemble. J'en suis moi-même l'exemple. À Paris ou ailleurs, lors d'une crématoire ou d'un anniversaire, j'apporte du baklava syrien qui se marie si bien avec le champagne. J'écoute des chanteurs du Proche-Orient après un morceau de Barbara. Je déguste du houmous sur une baguette encore chaude. Ma culture d'origine ne m'a jamais quittée. Mais elle cohabite, en moi, avec tout le reste. Le problème surgit lorsque ces jeunes évoluent dans un périmètre étroit, limité à quelques univers : la maison, les réseaux sociaux, le terrain de football, la mosquée et l'école. Durant mes ateliers, j'ai découvert avec stupéfaction que beaucoup n'étaient jamais allés au cinéma ou au théâtre, n'avaient jamais visité un musée ni assisté à un concert. Certains m'ont confié que leurs rares sorties à Paris se résumaient à une visite chez McDonald's. Cet enfermement, qu'il soit géographique ou communautaire, constitue le terreau du séparatisme. (...)

Le retour à Paris, après chaque atelier en banlieue, me plonge dans un malaise profond. Je regarde les visages autour de moi et j'ai envie de leur demander : êtes-vous au courant de ce qui se passe à quelques kilomètres d'ici ? Savez-vous que l'on n'a plus besoin d'aller au Moyen-Orient pour respirer une atmosphère islamiste ? Qu'il suffit de prendre le RER et, en une demi-heure, de tomber sur des jeunes homophobes, antisémites, qui haïssent ce pays et affichent une radicalisation assumée ? J'ai l'impression de vivre entre deux mondes. ■

Extraits sélectionnés et présentés par Martin Bernier.



■ LES HÉRITIERS DE LA HAINE
D'Omar Youssef Souleimane,
Plon, 256 p., 21 €.



L'hubris se répand dans les relations internationales



CHRONIQUE
Renaud Girard

Nous sommes actuellement soumis à une tendance fâcheuse chez les grandes et moyennes puissances les plus actives sur la scène internationale. Nombre d'entre elles aspirent à asseoir une hégémonie régionale, voire à modifier leurs frontières par la force. C'est dangereux, c'est contraire à la Charte de l'Organisation des Nations unies (qui traite ses membres à égalité), c'est le signe que l'hubris se répand dans les relations internationales.

L'hubris était dans la Grèce antique une notion fondamentale, qu'on pourrait traduire en français par « démesure ». Elle désignait chez les Grecs un comportement violent inspiré par les passions, par l'orgueil, par l'arrogance, mais aussi par le vertige qu'engendre un succès trop continu. Cela constituait un crime, auquel les Grecs opposaient la tempérance et la modération, qui sont connaissance de soi et de ses limites.

Le plus parfait exemple d'hubris dans les relations internationales nous fut expliqué, dès la fin du V^e siècle avant notre ère, par le grand historien athénien Thucydide, dans *La Guerre du Péloponnèse* : l'expédition de Sicile entreprise contre Syracuse (415-413 av. J.-C.) par les Athéniens, alors qu'ils sont déjà engagés dans un conflit contre les Péloponnésiens.

Au départ, il s'agit de répondre à la demande d'une cité amie, Ségeste. Mais, très vite, l'objectif limité de secours à un allié se transforme en projet de conquête de la Sicile. Thucydide souligne explicitement que les Athéniens connaissent mal la taille et les ressources de l'île et qu'ils s'engagent dans une guerre presque aussi considérable que celle qu'ils livrent aux Péloponnésiens. C'est exactement le mécanisme de l'hubris, le succès passé engendre une confiance excessive, qui conduit à surestimer sa propre puissance et à sous-estimer celle de l'adversaire.

À Athènes, le grand défenseur de l'opération est Alcibiade, celui-là même qu'on retrouve dans *Le Banquet* de Platon. Le raisonnement du bel aristocrate est impérial : il rêve de prendre la Sicile, puis l'Italie du Sud, puis Carthage. Il est aveuglé par sa passion de la puissance, il ne se contente pas de vouloir défendre les intérêts des Athéniens, mais il s'enferme dans une logique d'expansion infinie de la puissance athénienne. L'expédition de Sicile s'achève sur une catastrophe, où Athènes perd 50 000 hommes et 200 navires. Très affaiblie, elle perdra ensuite sa guerre contre Sparte.

L'hubris commence lorsque les puissants cessent de se demander ce qui est possible et commencent à croire que ce qui est souhaitable à leurs yeux est nécessairement possible. Dans l'histoire contemporaine, qui commence à la Révolution, les deux exemples d'hubris les plus connus sont lorsque Napoléon et Hitler s'attaquent à la Russie. Ce dernier, jouissant pleinement de la neutralité de Staline, qui fournissait le Reich en matières premières et en pétrole, n'a pas su concentrer ses efforts contre l'Empire britannique, qui était alors isolé. Conduit par l'hubris de Barbarossa, le führer lui a ajouté, en ce mois de juin 1941, un crime encore plus abominable, l'extermination systématique des Juifs d'Europe.

Après le traumatisme que fut pour toute l'humanité la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique a bâti, avec l'ONU, le FMI et le Gatt, un nouveau système international dont le but était précisément de contraindre les hubris, qu'elles fussent territoriales, financières ou commerciales. C'était un progrès considérable par rapport à l'entre-deux-guerres, où l'Amérique avait boudé la SDN.

Il est regrettable que la plus ancienne République du monde contemporain semble, au XXI^e siècle, renier en partie la remarquable œuvre diplomatique de Roosevelt et Truman. Au tout début du nouveau millénaire, il y eut une hubris américaine, fille de la colère, engendrée par les attentats islamistes du 11 septembre 2001. Washington a d'abord voulu « démocratiser » par la force le « royaume de l'insolence » (conférence de Bonn du 5 décembre 2001 sur l'Afghanistan), avant de songer à l'ensemble du Moyen-Orient (invasion de la Mésopotamie en mars 2003). Cela s'est terminé par des centaines de milliers de morts dans les pays qu'on était venu « démocratiser ».

En février 2026, guidé par l'hubris d'un résultat rapide et facile en politique étrangère, Donald Trump a lancé son pays dans une nouvelle guerre de changement de régime, cette fois en Iran. Le régime n'a pas changé, mais le monde se retrouve aujourd'hui avec deux détroits fermés, qui sont pourtant cruciaux pour le commerce maritime. Visiblement peu affecté par cet échec, le 47^e président des États-Unis a, le 7 septembre 2026, publié sur son réseau Truth Social, une carte spectaculaire : on y voit l'ensemble de l'Amérique du Nord, Mexique, Caraïbes, Islande et Groenland compris, recouverte d'un drapeau américain, avec l'inscription « United States of America ».

Inutile de dire que ce message, inspiré par l'hubris propre au caractère de Donald Trump, a été peu apprécié par les voisins des États-Unis.

La décision de Poutine d'envahir l'Ukraine en février 2022 est guidée par une hubris très particulière. C'est celle de revenir dans le passé, comme si rien ne s'était passé entre-temps. Pour lui, l'Ukraine, qui fut, de 1654 à 1991, partie intégrante de l'Empire russe puis de l'Union soviétique, doit revenir dans la sphère d'influence de Moscou, malgré le référendum d'autodétermination tenus en Ukraine en 1991, malgré trente-cinq ans d'indépendance. Cette guerre, comme l'expédition de Sicile, a terriblement affaibli la Russie, économiquement comme démographiquement.

C'est aussi l'hubris qui a mené Xi Jinping à réutiliser la vieille carte de la ligne à neuf traits censés représenter les eaux chinoises en mer de Chine méridionale, à encourager l'agressivité de sa marine, et à rejeter la décision du tribunal arbitral de La Haye du 12 juillet 2016, qui dénie toute valeur juridique à cette ligne. La conséquence en fut la peur panique de tous les pays riverains : ils se sont immédiatement rapprochés de Washington.

Au Moyen-Orient, nous avons été témoins d'une hubris iranienne, avec la prétention d'installer un axe chiite jusqu'à la Méditerranée (Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth). Cette politique a été très coûteuse pour l'Iran et s'est effondrée avec le glissement de la Syrie dans la sphère turque, en décembre 2024. En miroir de l'hubris iranienne, renaît une hubris du Likoud et du sionisme religieux, qui rêvent d'un Grand Israël s'étendant jusqu'à l'Euphrate, et qui tolèrent les exactions des colons juifs en Cisjordanie, nourries par un projet de nettoyage ethnique. La conséquence en est une grave dégradation de la réputation internationale d'Israël et le début de politiques de BDS (boycott, désinvestissement, sanctions), qui touchent jusqu'au Royaume-Uni, pays pourtant promoteur, en novembre 1917, d'un « foyer national juif » en Palestine (jusque-là territoire ottoman).

Les Européens de l'Ouest ont pu montrer, dans les années récentes, un irénisme coupable en matière de commerce international ou de droit d'asile, mais jamais l'hubris n'a guidé leurs pas en matière diplomatique. Leur politique étrangère doit donc désormais reposer sur une triple fermeté : contre le dumping asiatique, contre l'immigration illégale, contre les mégalomanies territoriales. ■

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

Les « Carnets noirs » d'un ancien crack de l'antigang

« En privilégiant le fusil sur le renseignement, on a sacrifié notre mémoire ouvrière. » Ce n'est pas de l'amertume qui transpire du livre du commandant Patrick Bertrand, un ancien crack de l'antigang. Ce serait, aux dires de bien des limiers qui l'ont connu, de la lucidité. Fraîchement mis à la retraite, ce policier, fils d'un bérêt vert de la « coloniale » et lui-même ancien para, était on ne peut plus légitime pour sortir ses *Carnets noirs*. C'est qu'il en a griffonné des pages au fil de vingt-deux années passées à ferrailler contre la pire engeance, braqueurs, cambrioleurs, kidnappeurs, sicaires et autres « saucissonneurs ».

Son témoignage à la gouaille sans filtre n'est pas un pavé de plus sur les « cow-boys du 36 » (le 36, quai des Orfèvres). Et l'auteur ne se drape pas dans la légende de ses aînés pour s'auréoler de gloire. Il nous conte ce qu'il a vécu, une aventure collective qui fleurait la sueur des heures de planque, l'adrénaline du « saute dessus » et surtout le courage et la crédibilité à plein nez. Un antidote contre la bureaucratie rampante.

Le commandant Bertrand, alias « Plastic » pour ses collègues, était donc le chef des Topazes 40, l'un des quatre groupes opérationnels de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), nom administratif de l'antigang, dont on conçoit bien la mission d'intervention aujourd'hui, mais qui aurait perdu la boussole de « l'initiative pure », « cette capacité viscérale à s'immerger dans le "milieu" pour en extraire le renseignement brut ». C'est la thèse du livre.

Cette liberté constituait sa force, assure le narrateur. Une réflexion qui tombe à point nommé, à l'heure où des malfrats sont capables de voler les bijoux de la couronne au Louvre, au nez et à la barbe des policiers, qui finissent par remonter le fil, certes, mais une fois que le mal est fait et sans avoir retrouvé l'essentiel du butin.

Faut-il chercher dans l'audace du passé la clé de la rédemption ? Le commissaire François

Le Mouël, stratège hors pair de la police judiciaire, avait monté et dirigé la BRI en 1964, sur une intuition de Max Fernet, alors patron de la PJ de la Préfecture de la police de Paris. Celui-ci avait compris que, dans un milieu où règne l'omerta, mieux valait ne pas attendre que les truands soient passés à l'acte pour s'intéresser à eux. Ainsi naissait la BRI, chargée de détecter les individus dangereux, de les épier sans relâche et de leur fondre dessus en flagrant délit. Technique risquée bien sûr, mais imparable sur le plan de la preuve.

C'est cette police-là dont le commandant Bertrand a été l'un des tenants. Et la nostalgie l'étreint : « Nous ne traquions pas des procédures, nous traquions des hommes, bien avant que leurs projets ne prennent corps dans un dossier judiciaire. Puis, insidieusement, la priorité a glissé, on a commencé à valoriser l'éclat du "flag" immédiat au détriment de la lenteur nécessaire de l'investigation. Ce fut le début de ce que j'appelle l'amputation de l'enquêteur », confesse-t-il.

Plume féroce

La mutation s'est opérée au milieu des années 2000, selon lui : « On nous a transformés en prestataires de services, en experts de l'assistance. Le schéma est devenu mécanique : un service territorial identifiait une cible, montait le dossier, et nous appelait à la onzième heure. Nous n'étions plus les initiateurs, mais le bras armé des autres brigades. On nous confiait des suspects "clés en main" pour quelques heures de filature seulement, avec pour unique mission de réaliser l'interpellation spectaculaire, de jouer les boucliers rutilants sous les projecteurs de la procédure. »

Les indispensables indices ? « Le tonton de jadis s'est évaporé. À sa place, il ne reste que des "sources humaines de renseignement" : de simples numéros de code, des matricules, des fiches froides alignées dans des classeurs pour nourrir les statistiques

d'une hiérarchie assoiffée de "reporting". La pape-rasse a tué la confiance », se lamente le briscard.

Il n'est pas le seul à décrire cette déperdition, conséquence d'une certaine frilosité des élites judiciaires. Son ancien patron, Yves Jobic, qui le recruta à la BRI il y a plus de vingt ans, a signé dans le livre une élégante préface qui revient sur ce « dérèglement » préjudiciable, selon lui, à ceux qu'il eut l'honneur de commander. « De chasseurs d'initiative, ils devinrent des exécutants. Dans ce nouveau contexte, la nécessité pour la BRI d'avoir ses propres informateurs passait à la trappe. »

Et c'est bien dommage ! Parce que les 334 pages de ce livre testament dépeignent précisément les réussites obtenues lorsque l'on pratique une police « proactive » et non pas seulement une police qui court après l'événement.

Derrière les impressionnantes tenues des « hommes en noir » que sont devenus les opérateurs de la BRI, il y a toujours la même passion du métier bien entendu, le même engagement sans faille. Et loin de l'ex-commandant Bertrand l'idée de faire la leçon à ceux qu'il a dû quitter et auxquels il se sent uni par ce lien fraternel propre aux hommes de police qui risquent réellement leur peau. Mais avec une poignée de chefs qu'il présente comme les fossoyeurs de la PJ éternelle, il a la plume féroce.

Que le lecteur se rassure cependant : il y a suffisamment de portraits de « beaux mecs » tombés de leur piédestal et de secrets de fabrique révélés dans ce livre pour que les amateurs d'histoires de flics et de voyous se régalent. La PJ du bitume élevée à ce niveau est un art que « Plastic » et ses compagnons exécutaient à coups de « filoches » millimétrés comme un ballet du Bolchoï, d'écoutes, de poses de balises et de micros indiscrets, mais aussi – il faut bien l'avouer – de quelques arrangements avec l'orthodoxie et de mémorables baffes. ■

JEAN-MARC LECLERC



■ **BRI. CARNETS NOIRS**
De Patrick Bertrand, alias « Plastic », Mareuil Éditions, 334 pages, 22 euros.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs
Thierry Dassault,

Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication

Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction

Gaëtan de Capèle (Économie),

Laurence de Charette

(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,

Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),

Étienne de Montety (Figaro

Littéraire), Yves Thérard

(Enquêtes, Opérations spéciales,

Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur du pôle news
Bertrand Glé

Éditeurs
Robert Mergui

Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris

Tél. : 01 56 52 80 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont

Direction, administration, rédaction

23-25, rue de Provence

75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy

93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0531 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h :

sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou a.abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine

Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €.

Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier LPM porteur de l'écocollable européen

sous le numéro F1/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Le journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 18 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages

62%
de réduction

Gala

OFFRE EXCEPTIONNELLE DE RENTRÉE

89€ pour 1 an
au lieu de ~~231,40€*~~



JE M'ABONNE

Par téléphone : au 01 55 56 70 55
Par courrier : Service abonnement Gala,
45 av. du Général Leclerc 60643 Chantilly Cedex
Ou sur gala.fr via ce QR Code ->



Offre découverte réservée aux nouveaux abonnés valable en France métropolitaine du 14 au 30 septembre 2026. *Prix de vente au numéro + frais de livraison.

LE FIGARO économie



CLIMAT

FROMAGES, VIGNOBLES... LES AOP FRAGILISÉES PAR LES CANICULES ET LA SÈCHERESSE **PAGE 24**

TECH

DERRIÈRE L'APPEL D'ANTHROPIC ET OPENAI, L'IMPOSSIBLE « PAUSE » DANS LA COURSE À L'IA **PAGE 25**



Thomas Buberl : « La France joue sa crédibilité dans la présidentielle »



Le directeur général d'Axa s'inquiète de la situation financière française. Il appelle les candidats à la responsabilité et à proposer un projet d'avenir pour la France. **PAGE 20**

Les Français dépensent 28 % de leur budget pour se loger

Avoir un toit coûte un peu plus cher chaque année. En 2025, le logement a représenté 621 milliards d'euros de dépenses pour les Français. Ce poste de dépense représente 28 % de leur consommation, une part en très légère hausse sur un an (+ 0,2 point), selon un rapport du Service des données et études statistiques (SDES) du gouvernement publié

ce lundi. Le logement a ainsi pesé pour moitié dans la hausse de 1,2 % de l'ensemble des dépenses de consommation en 2025. Il s'agit aujourd'hui du premier poste de dépenses des Français, loin devant l'alimentation ou les transports. Dans le détail, les dépenses courantes de logement (loyers, charges, l'énergie et l'entretien) ont

progressé de 1,9 %, pour s'élever à 470 milliards d'euros l'an dernier. Les loyers ont notamment augmenté de 2,9 % par rapport à 2024. En revanche, les dépenses en capital ont reculé de 4,4 %, principalement sous l'effet de la forte baisse de l'investissement dans le logement neuf. Parallèlement, les aides publiques au logement ont augmenté de

5,5 %, pour atteindre près de 46 milliards d'euros. Celles-ci sont également réparties entre aides aux occupants, comme les aides personnelles au logement (APL), et aides aux propriétaires (avantages fiscaux, MaPrimeRénov'). L'État a perçu 103 milliards d'euros de recettes fiscales sur le secteur du logement, soit 4,9 % de plus qu'en 2025. **P. G.**

> FOCUS

AFRIQUE : MISE EN BOURSE DE LA MÉGA- RAFFINERIE DE DANGOTE

Le milliardaire nigérian Alixo Dangote a qualifié ce lundi 14 septembre de « *journée historique* », marquée par l'introduction en Bourse de sa mégaraffinerie de pétrole, la plus grande d'Afrique. Mise en service depuis deux ans, elle est dotée d'une capacité de 700 000 barils par jour surpassant les besoins en approvisionnement de carburant du pays. Le géant pétrolier, qui exporte depuis quelques mois son pétrole raffiné, prévoit de doubler sa capacité pour atteindre 1,4 million de barils d'ici à 2028, ce qui en ferait la plus grande au monde, dépassant celle de Jamnagar en Inde.

Cette opération réalisée à la Bourse de Lagos vise à financer ce projet d'expansion et améliorer la souveraineté énergétique du continent. L'objectif, en faisant appel au grand public, est de lever environ 1,6 milliard de dollars (2150 milliards de nairas) en proposant 4,1 milliards d'actions à 525 nairas l'unité, ce qui correspond à quelque 3 % du capital de l'entreprise. Les particuliers peuvent participer en achetant un minimum de 10 actions, soit un montant d'investissement d'environ 4 dollars. L'homme le plus riche d'Afrique a vanté cette entrée en Bourse qui permet « *de démocratiser la création de richesse* », en faisant participer la population au plus grand projet industriel du continent. En juillet, le groupe avait réalisé une première mise sur le marché dans un tour de table fermé auprès d'institutionnels (dont Afreximbank, et Africa Finance corporation) pour un montant de 2,5 milliards de dollars, cédant environ 6 % de son capital. Une offre réalisée avec succès, sursouscrite 3,7 fois. **A. C.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

DISTRIBUTION

Le plan d'Auchan pour redresser ses hypermarchés

PAGE 23

LA SÉANCE

DU LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026

▲ **CAC 40**
8117,78 -0,76%

▲ **DOW JONES**
52511,07 -0,12%

▲ **ONCE D'OR**
3949,00 (3989,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
107,230 (104,360)

▲ **EUROSTOXX 50**
6292,80 -0,54%

▲ **FOOTSIE**
10692,77 +0,40%

▲ **NASDAQ**
29170,41 -0,67%

▲ **NIKKEI**
63492,99 -0,81%

L'HISTOIRE

À Pékin, il est interdit, au nom de la sécurité, de détenir un drone

Il n'avaient déjà plus le droit de survoler Pékin, ni d'être en vente depuis mai dernier. Mais les autorités chinoises vont encore un cran plus loin : à partir du mois de novembre, les habitants de la capitale n'auront plus le droit de posséder un drone, sous peine de sanctions. Les propriétaires d'objets volants devront s'en débarrasser, afin de « *préserver la sécurité* » de la ville. Ce serrage de vis fait suite au crash, en juin, d'un petit avion de tourisme contre le plus haut gratte-ciel de Pékin, tuant son pilote et blessant 13 personnes, à quelques kilomètres seulement du siège du Parti communiste chinois. Pour s'éviter une confiscation et des amendes, les habitants de Pékin ont jusqu'au 14 novembre pour se séparer de leurs drones ou les emmener hors de la ville. « *Les services de sécurité publique mèneront*

des patrouilles et des contrôles » et « *prendront des mesures sévères* » contre les Chinois qui ne respectent pas ces nouvelles règles, indique le *Beijing Daily*. Un programme de rachat devrait être mis en place par les autorités, avec une aide financière plafonnée à 3 000 yuans (388 euros) par unité. Des dérogations pour faire voler des drones à Pékin pourront être accordées pour des usages spécifiques, comme la lutte antiterroriste, le maintien de l'ordre, les secours d'urgence,

l'agriculture ou la recherche scientifique. Pour l'heure, ces mesures plus strictes ne concernent pas l'ensemble du pays. La Chine reste le premier producteur mondial de drones commerciaux, avec le fabricant DJI, basé à Shenzhen, qui représente à lui seul entre 70 et 80 % du marché mondial pour des usages non militaires et non gouvernementaux, selon le cabinet Drone Industry Insights. ■ **ROMANE HAQUETTE**



Sanofi se sépare de 20 médicaments, dont le Lovenox

Sanofi continue de se séparer de ses médicaments les plus matures, tombés dans le domaine public. Le laboratoire français vient de signer un accord avec le laboratoire familial allemand Cheplapharm, qui prévoit la reprise d'un portefeuille de 20 médicaments matures, parmi lesquels le Lovenox (un anticoagulant). Trois sites de production de ces médicaments seront compris dans la transaction : une usine à Ploërmel qui emploie 65 personnes, une autre à Singapour et un dernier site en Hongrie. Sanofi rentrera par ailleurs au capital du labo allemand, à hauteur de 26,4 %. Cette transaction devrait être finalisée au troisième trimestre 2027. « *Ce partenariat repose sur une conviction partagée : les médicaments innovants et certains médicaments matures répondent à des besoins différents et devraient bénéficier de modèles opérationnels adaptés à leurs exigences spécifiques* », expliquent les deux laboratoires.

Sanofi avait déjà cédé en juin 2025 une usine quasi exclusivement consacrée à la production de Lovenox, située à Maisons-Alfort. Le groupe cède également des médicaments dans le domaine de la cardiologie et de l'urologie. Cet accord n'est pas le premier signé avec le laboratoire allemand, qui se fait une spécialité de racheter les médicaments matures. La CGT alerte de son côté sur les risques de ruptures d'approvisionnement qui pourraient résulter de cette cession. « *Le Lovenox est connu pour ses ruptures pendant le pic de la pandémie de Covid* », affirme le syndicat. Sanofi assure de son côté que sa prise de participation au capital de Cheplapharm vise à « *s'assurer que les patients continuent de bénéficier des médicaments essentiels d'aujourd'hui tout en poursuivant les avancées de demain* », explique Thomas Grenier, vice-président exécutif en charge de la médecine générale chez Sanofi. **MARIE BARTNIK**

LE GRAND TÉMOIN

THOMAS BUBERL

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AXA

Propos recueillis par
Ivan Letessier et Danièle Guinot

À sept mois du premier tour de l'élection présidentielle, le directeur général du géant français de l'assurance met en garde sur les enjeux à venir. La préparation du budget 2027 et la campagne électorale seront suivies de près par les marchés. Dans un contexte de croissance faible et de déficit public élevé, le dirigeant invite les candidats à faire preuve de responsabilité. Conscient qu'on ne mobilise pas les électeurs autour d'un simple objectif de réduction des dépenses, il les appelle à bâtir une vision et un objectif collectif et de long terme.

LE FIGARO. – La campagne présidentielle commence à peine et certains redoutent qu'une crise de la dette souveraine survienne avant l'élection. Partagez-vous cette inquiétude ? THOMAS BUBERL. – La situation des finances publiques est très tendue. La France n'est pas parvenue à maîtriser ses dépenses et à respecter ses engagements européens, et deux questions seront déterminantes pour sa crédibilité : le déficit pour 2026 sera-t-il conforme aux attentes des marchés, autour de 5,1 % du PIB, ou dérivera-t-il vers plus ? Sera-t-on capable d'adopter un budget crédible pour 2027 ? La réaction des marchés sera conditionnée aux réponses apportées à ces questions. Ils ont commencé à réagir, comme en témoigne l'écart croissant entre le taux de l'emprunt d'État français à 10 ans, nettement supérieur à 4 %, et celui de l'Allemagne. Il faut s'inquiéter également du fait que la dette publique réduit fortement la capacité de l'État à absorber les crises par des mesures budgétaires, comme cela a souvent été le cas au cours des vingt dernières années.

Craignez-vous que le premier ministre consente à des hausses d'impôts et renonce à des baisses de dépenses pour faire adopter le budget 2027 dans un contexte politique compliqué par la présidentielle ? Pour commencer, il ne faut pas négliger les incertitudes qui pèsent déjà sur le budget de 2026, comme le niveau réel de croissance économique, le coût de la dette et l'évolution des dépenses de santé. Pour celui de 2027, les principales hausses de dépenses sont connues : progression naturelle des dépenses sociales, effort supplémentaire prévu au titre de la loi de programmation militaire et 2 milliards d'euros supplémentaires à verser à Bruxelles. Le gouvernement doit présenter une réponse budgétaire crédible avec des marges de manœuvre limitées. La campagne présidentielle ne doit pas affaiblir la crédibilité de la France. Les candidats doivent eux aussi faire preuve de responsabilité dans leurs propositions et aborder cette question avec sérieux et gravité.

« Il ne faut pas négliger les incertitudes qui pèsent déjà sur le budget de 2026, comme le niveau réel de croissance économique, le coût de la dette et l'évolution des dépenses de santé »

Comprenez-vous que la possibilité d'abandonner une partie de la dette souveraine, comme le propose Jean-Luc Mélenchon, devienne un élément du débat politique ? Ce serait une erreur majeure. Il faut des années pour construire lentement la crédibilité d'un pays et quelques mois pour la perdre. Suggérer que la France ne rembourserait pas une partie de sa dette aurait des conséquences profondes sur la crédibilité de notre pays. Cette dette a été contractée collectivement ; nous avons donc la responsabilité de la

Dette, comptes publics, croissance, retraites... Inquiet de la situation du pays, le directeur général d'Axa appelle les candidats à l'Élysée à aborder cette période avec sérieux et gravité, et à faire preuve de responsabilité dans leur projet.

« La campagne présidentielle ne doit pas affaiblir la crédibilité de la France »

rembourser. Il ne doit y avoir aucune ambiguïté sur ce point.

Est-il possible de faire de l'équilibre des comptes publics un thème de campagne, quand les Français sont avant tout préoccupés par la sécurité et leur pouvoir d'achat ? C'est possible, si on l'inscrit dans un projet collectif. Si je fais la comparaison avec l'assurance : un assureur encaisse des primes et indemnise des sinistres. Lorsque les comptes sont déséquilibrés, il peut choisir d'augmenter les tarifs, mais cette réponse ne peut être que temporaire. L'assureur doit d'abord chercher à mieux accompagner ses assurés pour mieux maîtriser le coût des sinistres à travers la prévention et l'adaptation. L'État fait face à un défi comparable. Augmenter les impôts est la solution la plus simple à court terme. Mais il faut aussi agir sur la structure des dépenses, en particulier sociales, qui représentent les deux tiers de la dépense publique. Il faut le faire sans fragiliser le contrat social, qui est au cœur de notre société, mais au contraire le réinventer. Mais ne pas rééquilibrer les comptes de façon responsable finirait par mettre cette cohésion sociale en danger.

Que manque-t-il aujourd'hui au débat public ?

Il manque de projets et une confrontation d'idées. On entend souvent les mêmes propositions qu'il y a dix ans : couper ici, augmenter là. Mais un pays ne se mobilise pas autour d'un simple objectif de déficit ou d'une réduction comptable des dépenses. Dans une entreprise, on ne motive pas les équipes



HOLLIE ADAMS / BLOOMBERG

BIO EXPRESS

2005
Membre du comité de direction de Winterthur.

2008
Directeur général de Zurich Financial Services.

2012
Rejoint Axa comme directeur général d'Axa Konzern.

2016
Nommé directeur général d'Axa.

15 septembre 2026
Présente le nouveau plan stratégique de l'assureur.

économique français, ce serait un projet mobilisateur. Cela donnerait aux citoyens un intérêt direct dans la croissance et dans le développement des entreprises du pays.

L'effritement de la crédibilité des dirigeants en place et la montée des populismes sont-ils inéluctables en Europe ?

Non, ils ne sont pas inéluctables. Lorsqu'un phénomène politique prend de l'ampleur, il faut d'abord comprendre ses causes plutôt que de le condamner. J'identifie deux raisons principales : il devient plus difficile de construire des

« Le système de retraite par répartition devrait être complété par une épargne-retraite individuelle par capitalisation, afin de donner aux citoyens davantage de responsabilité et de liberté dans la préparation de leur avenir »

majorités stables dans les démocraties du fait de la fragmentation de nos sociétés, et une partie croissante de la population ne se sent plus suffisamment représentée dans le débat public et dans les décisions politiques. Il faut donc davantage associer les citoyens. Leur engagement ne devrait pas se limiter à voter tous les quatre ou cinq ans. Cela ne signifie pas nécessairement recourir au référendum. Il existe de nombreuses formes de participation, de consultation et de dialogue. Mais pour embarquer un pays, il faut accepter la confrontation avec les citoyens et leurs préoccupations.

Le système suisse de votations régulières est-il une solution ?

Il ne faut jamais transposer un modèle tel quel ; il faut s'en inspirer. En Suisse, les votations font partie de la culture politique. La France peut s'appuyer sur ses propres expériences. Le grand débat national a constitué un moment intéressant de mobilisation. Le problème est qu'on n'a pas nécessairement donné suite aux propositions déposées dans les cahiers de doléances.

Avec la multiplication des incendies de forêt cet été, craignez-vous que les compagnies d'assurances ne soient bientôt plus en mesure de tout assurer ?

Les assureurs doivent continuer d'accompagner leurs clients face à tout type de risques, mais la nature de cet accompagnement doit évoluer. Il faut prolonger l'assurance classique, par des actions de prévention, qui sont de plus en plus prioritaires. Après des feux de forêt, par exemple, il faut reconstruire les maisons et replanter les zones sinistrées, mais de sorte à éviter la catastrophe suivante. Axa entend jouer pleinement ce rôle pour définir l'assurance de demain. C'est le sens de notre plan stratégique. ■

avec l'annonce d'une baisse de 10 % des coûts. On les mobilise autour d'une vision et d'un objectif collectif et de long terme. L'atteinte de cet objectif peut inclure des efforts, mais il doit surtout indiquer un cap et donner des perspectives. L'État doit redonner aux

« Il faut des années pour construire lentement la crédibilité d'un pays et quelques mois pour la perdre. Suggérer que la France ne rembourserait pas une partie de sa dette aurait des conséquences profondes sur la crédibilité de notre pays »

citoyens davantage de responsabilité sur leur propre destin. Chez Axa, nous avons donné davantage de liberté aux entités locales. Cette logique a contribué à la performance du groupe. Il ne s'agit pas de gérer l'État comme une entreprise, mais de s'inspirer de certains principes. En France, de nombreuses initiatives locales obtiennent de bons résultats avec des moyens limités. Je pense par exemple à l'hôpital de Valenciennes, souvent cité pour sa qualité de gestion, ou aux politiques de sécurité menées à Meaux. Il faudrait davantage identifier ces réussites, comprendre leurs méthodes et les adapter ailleurs.

Quel projet pourrait permettre de réformer le contrat social tout en recueillant l'adhésion des électeurs ?

Il faut donner aux Français la possibilité de se constituer leur propre retraite. Le système par répartition – que nous devons préserver – devrait être complété par une épargne-retraite individuelle par capitalisation, afin de donner aux citoyens davantage de responsabilité et de liberté dans la préparation de leur avenir. Plusieurs pistes sont envisageables pour financer ce mécanisme, comme la mise en place d'une épargne-retraite obligatoire dans toutes les entreprises, alimentée par une partie de l'intéressement et de la participation, ou des aides ciblées pour les ménages modestes. On pourrait aussi faciliter la transmission anticipée du patrimoine des ménages en révisant le barème fiscal des successions pour sauter une génération, et en réservant une partie de cette épargne aux plus jeunes pour leur permettre d'épargner eux-mêmes en vue de leur retraite. Enfin, certaines dépenses publiques pourraient être réorientées vers des comptes retraite individuels. Les sommes économisées par l'éventuelle sous-indexation des retraites ou la suppression de l'abattement de 10 % pourraient être en partie versées au financement de notre système social.

La retraite par capitalisation reste-t-elle difficile à faire accepter en France ?

L'idée est souvent bien accueillie, mais elle reste incomplète tant que son financement n'est pas clairement défini. Concevoir le véhicule ne suffit pas : il faut prévoir le carburant. Si chacun pouvait constituer son propre capital retraite et, par son épargne, devenir partiellement propriétaire du tissu

Ormuz bloqué, mer Rouge entravée : le scénario noir se matérialise pour le pétrole

Clara Galtier

Le brent continue de grimper au-delà de 100 dollars, alors que l'oléoduc de Riyad, attaqué, est fermé.

Jusqu'où ira la hausse des prix du baril ? Le brent, référence internationale, a dépassé les 100 dollars la semaine dernière et poursuivait sa progression lundi, jusqu'à 109 dollars. Les risques qui pèsent sur l'acheminement du pétrole au Moyen-Orient s'aggravent. Vendredi soir, l'Arabie saoudite a annoncé la suspension, « par mesure de précaution », de son oléoduc Est-Ouest, visé par plusieurs attaques de drones venus d'Irak (par des milices pro-iranienne) dans les régions de Riyad et de Médine. Riyad n'a donné aucune indication sur l'ampleur des dégâts ni sur la date de reprise des flux.

La fermeture de cette « petroline », longue d'environ 1200 kilomètres et capable de transporter jusqu'à 7 millions de barils par jour depuis les champs de la province orientale jusqu'à Yanbu, sur la mer Rouge, prive le marché du principal moyen pour le royaume d'exporter son brut sans passer par le détroit d'Ormuz. Or ce dernier, par lequel transite environ 20 % du pétrole et du gaz consommés dans le monde, reste verrouillé par Téhéran.

« On n'a pas de risque de pénurie de pétrole en amont : il y a beaucoup de producteurs », souligne Jacques Percebois, professeur émérite à l'université de Montpellier. Le problème, dit-il, se situe désormais dans l'acheminement : à Ormuz s'ajoute Bab al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge, où les houthistes ont considérablement renforcé leur emprise. Les rebelles pro-iranien ont réalisé leur avancée territoriale la plus importante depuis huit ans, s'emparant en quelques jours de la façade côtière de la province de Taïz, du port de Moka et de l'île de Mayun, qui verrouille l'entrée du détroit. Ils ont

également multiplié les frappes de missiles et de drones contre le sud-ouest de l'Arabie saoudite, visant notamment la raffinerie de Jizan, et promis la libre navigation à tous les navires à l'exception des saoudiens.

Pour Mohammed Ben Salman (MBS), c'est un scénario noir. Selon une source proche de la cour royale saoudienne, la situation constitue « le pire cauchemar » du prince héritier, confronté à une menace à ses frontières tout en voyant ses infrastructures pétrolières exposées. Le silence inhabituel des autorités saoudiennes est, selon cette même source, plutôt mauvais signe.

Ce nouveau front s'ouvre alors que plusieurs amortisseurs qui avaient permis au marché de contenir la hausse des prix faiblissent. Depuis six mois, l'offre mondiale abondante, des achats chinois en recul et le niveau des stocks dans plusieurs régions avaient contribué à limiter l'impact du conflit. « Petit à petit, on commence à revenir vers la réalité des combats sur le terrain », observe Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. Les réserves chinoises, dont le niveau exact est jalousement gardé secret par Pékin, font l'objet de nombreuses spéculations. « Compte tenu des problèmes de pénurie en Russie, causés par les frappes ukrainiennes, il est probable que la Chine a dû prélever sur ses réserves », estime Jacques Percebois. Aux États-Unis comme à l'échelle mondiale, les stocks sont eux aussi moins foisonnants, selon Ipek Ozkardeskaya.

« Le poids du militaire et du politique est beaucoup plus fort que dans les chocs pétroliers du passé »

Jacques Percebois
Professeur émérite à l'université de Montpellier

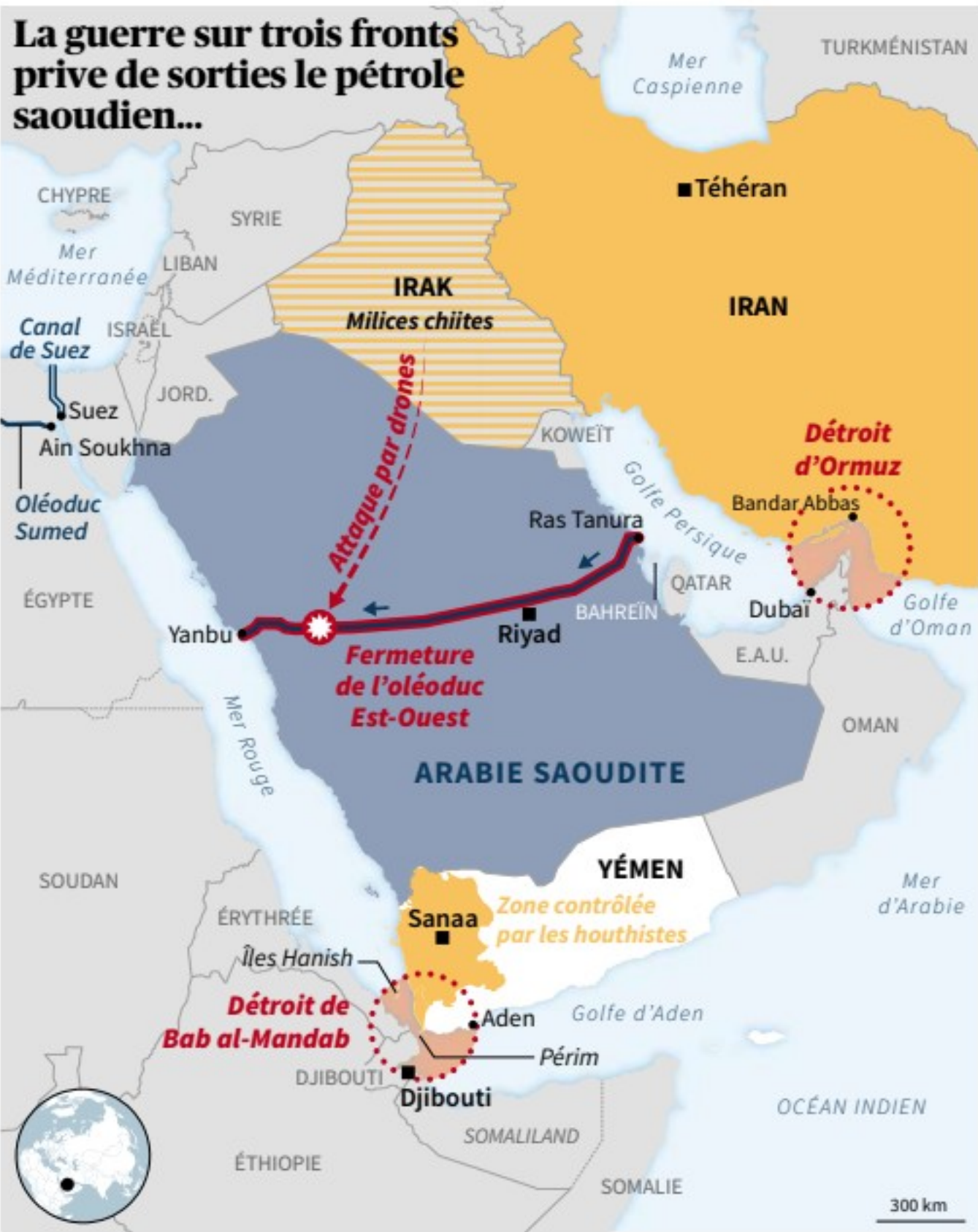
Les marchés avaient pourtant misé cet été sur une amélioration de la situation, après l'annonce de négociations, faisant temporairement reculer les cours. Mais l'espoir d'une désescalade s'est éloigné avec le report, lundi, d'une réunion prévue entre l'Iran et les pays du Golfe. « Les opérateurs pétroliers ont beaucoup de mal à s'y retrouver », juge Jacques Percebois. En outre, la politique américaine neutralise

toute anticipation : « Trump dit : je tape fort et, le lendemain, je négocie. Il n'y a pas de crédibilité. » La présence de la marine américaine à l'entrée d'Ormuz, censée rassurer les marchés, ne suffit plus à écarter le risque d'une aggravation du conflit.

Le problème ne se limite plus au brut, alors que les produits raffinés sont sous une pression encore plus forte, notamment le diesel. Aux États-Unis, le gallon atteint 6,23 dollars, un record historique selon l'AAA, l'American Automobile Association. En Europe, plusieurs capacités de raffinage ont disparu ces dernières années, tandis que les importations de diesel russe se sont effondrées. « Les prix des produits raffinés augmentent plus vite que le brut, notamment pour le gazole », constate Jacques Percebois.

« Le poids du militaire et du politique est beaucoup plus fort que dans les chocs pétroliers du passé », ajoute-t-il, alors que les détroits, stratégiques, se retrouvent otage des soubresauts géopolitiques. Pour l'Arabie saoudite, la situation est d'autant plus délicate que le royaume compose déjà avec les conséquences économiques du conflit. Sa production a chuté de 23 % en août, à 6,2 millions de barils par jour, son plus bas niveau depuis 1990, tandis que son PIB s'est contracté de 4,7 % sur un an au deuxième trimestre. Riyad doit dans le même temps continuer de financer ses méga projets de Vision 2030, après avoir dépensé des centaines de milliards de dollars.

La suite dépendra en partie de la vitesse à laquelle l'oléoduc pourra être remis en service. « Il n'y a plus de marge de manœuvre », estimait déjà le spécialiste de l'énergie Thierry Bros samedi dans nos colonnes. S'il devait rester à l'arrêt plusieurs semaines, le baril pourrait rapidement franchir de nouveaux seuils. Un précédent donne toutefois une idée de l'écart qui reste possible : en 2008, lors du troisième choc pétrolier, il avait culminé à 147 dollars le baril. Corrigé de l'inflation, ce record équivaut aujourd'hui à environ 237 dollars, selon Coface. Mais une flambée des cours ne pourrait pas durer indéfiniment. Au-delà de 120 dollars, « il y a un risque de destruction de la demande », prévient Ipek Ozkardeskaya. La hausse du pétrole finirait par se retourner contre elle-même, en pesant sur la consommation et, in fine, sur l'économie mondiale. ■



... et accroît les tensions sur le prix du baril de pétrole
Cours du baril de pétrole de brent en 2026, en dollars



La longue marche du yuan vers le statut de monnaie mondiale

Armelle Bohineust

La Chine développe différents outils financiers pour accroître le poids de sa devise dans l'espace international dominé par le dollar. Une stratégie progressive, freinée par la volonté de Pékin de contrôler strictement le renminbi.

Pékin ne cache pas son ambition monétaire. Début août, la banque centrale, la Banque populaire de Chine (BPC), publiait son plan de réforme financière 2026-2030 : renforcement du yuan dans le commerce international, consolidation de Shanghai comme centre financier mondial, modernisation du système de paiement interbancaire transfrontalier CIPS, développement des marchés offshore du renminbi (l'autre nom du yuan)... La feuille de route est ambitieuse. La réalisation plus nuancée.

La volonté politique est indéniable - en 2023, Xi Jinping appelait la Chine à devenir une « puissance financière » dotée d'une « monnaie forte » au « statut de monnaie de réserve mondiale ». Pas plus tard que le week-end dernier, lors du sommet des pays des Brics à New Delhi, la Chine, aux côtés de l'Inde de la Russie ou encore du Brésil, a réaffirmé sa volonté de mettre un terme à l'hégémonie du dollar. La réalité des marchés prouve que l'ambition ne suffit pas. La part du yuan dans les paiements mondiaux via Swift, après avoir culminé à 4,7 % en juillet 2024, est retombée à 2,75 %. Le yuan pointe au sixième rang mondial, derrière la monnaie canadienne. Et malgré les craintes suscitées par

les sanctions contre Moscou qui pourraient pousser certains échanges à se détourner de la devise américaine, la part du dollar dans les transactions de change mondiales est passée de 87 % à 89 % en dix ans. Le billet vert a la vie dure.

La Chine ne cherche pas à détrôner le dollar. « Je doute que la Banque centrale chinoise ait un grand plan pour remplacer le billet vert. Le véritable objectif est de se mettre à l'abri de possibles sanctions. Le CIPS offre un plan B », confie Gene Ma, de l'Institute of International Finance, l'association professionnelle du secteur des services financiers mondiaux. Zoe Liu, du groupe de réflexion américain Council on Foreign Relations, confirme : « L'internationalisation du yuan a changé de nature, passant d'un projet de prestige à un enjeu stratégique. »

Le projet de Pékin est limpide : permettre progressivement à ses partenaires de facturer, payer, emprunter et se couvrir en yuan, sans passer par le dollar. On ne s'attaque pas au lac, mais on creuse méthodiquement des canaux. En Afrique, 19 pays bénéficient déjà d'un accès direct au marché chinois via un réseau de banques de compensation en renminbi, opéré notamment par la banque sud-africaine Standard Bank

et par la banque chinoise ICBC. « Le continent africain est devenu le premier terrain d'expérimentation grandeur nature de cette stratégie », note John Plassard, de la banque Cité Gestion. La part du commerce chinois réglée en yuan a progressé de 11 % en 2017 à 28 % au premier semestre 2025. Mais 72 % du commerce de marchandises de la Chine est encore réglé dans d'autres devises.

« L'internationalisation du yuan ressemble davantage à une mesure de précaution, prête à être activée en cas de sanctions majeures »

Martin Chorzempa Peterson Institute for International Economics

L'accélération repose sur plusieurs piliers. Le CIPS, le système de paiement interbancaire transfrontalier créé en 2015, traite désormais 33 000 transactions par jour. Son réseau de participants directs a bondi de 79 banques début 2023 à 210 aujourd'hui. Doté de sa propre messagerie indépendante de Swift (une coopérative de droit belge mais sous influence américaine), il permet à

une part croissante des paiements en yuan de contourner le réseau occidental. En parallèle, toutefois, le système de transfert automatisé de la chambre de compensation de Hongkong (CHATS), qui traite trois fois plus de paiements que le CIPS, a vu ses volumes de transaction en yuan chuter depuis mi-2024.

Parallèlement, le yuan numérique avance. En juin, Shanghai a signé des accords de participation directe avec 26 institutions financières pour sa plateforme de paiements transfrontaliers e-CNY. Et la Chine participe aussi à mBridge, initiative multibanques centrales pour les paiements numériques. Mais les volumes restent anecdotiques : mBridge n'a traité que l'équivalent d'un dixième du volume journalier du CIPS depuis son lancement. L'impact demeure marginal.

Derrière les ambitions se dressent des obstacles que Pékin peine à franchir. À commencer par la contradiction entre internationalisation et contrôle des capitaux. Une monnaie internationale est une monnaie librement convertible. Or le yuan reste soumis à des restrictions, conçues pour protéger la stabilité intérieure. Les deux objectifs sont largement antinomiques. « Les décideurs chinois peinent à concilier l'ouverture qu'impliqueraient

une monnaie mondiale majeure avec la stabilité intérieure », résume Martin Chorzempa, du Peterson Institute for International Economics.

Le dollar, lui, bénéficie d'un effet de réseau colossal : profondeur des marchés de capitaux américains, universalité de Swift, réserves de change mondiales encore composées à 57 % de billets verts contre 2 à 3 % pour le yuan. La seule monnaie à avoir véritablement rogné les parts du dollar en trente ans est l'euro, à 20 % des transactions mondiales.

Mais Pékin joue, comme dans tous les domaines, une stratégie de longue marche. Son objectif est de construire pierre après pierre une architecture financière alternative - CIPS, yuan numérique, banques de compensation, marchés offshore - capable d'être activée à grande échelle si les tensions avec Washington franchissaient un seuil critique. Xi Jinping, le président chinois, ne vise pas une révolution monétaire mais plutôt une progression patiente vers 5 %, puis 10 % des paiements mondiaux, dans dix ou vingt ans. « L'internationalisation du yuan ressemble davantage à une mesure de précaution, prête à être activée en cas de sanctions majeures », conclut Martin Chorzempa. Le dollar règne. Le yuan tisse lentement sa toile. ■



Le système suédois se caractérise par un État-providence social-démocrate universaliste, combinant une économie de marché ouverte et compétitive avec une forte socialisation des risques.

Au lendemain des législatives, la Suède se trouvait encore dans l'incertitude : les résultats préliminaires créditent le bloc de gauche de 175 mandats contre 174 pour l'alliance des droites au pouvoir depuis 2022. Un résultat très serré qui annonce de longues tractations ces prochains jours. Elles ne devraient pas porter sur les fondements du fameux modèle social suédois. « Dans les années 1980 et 1990, les libéraux critiquaient régulièrement le système de protection sociale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, avance ainsi Joakim Palme, professeur de science politique à l'université d'Uppsala. Dans le cadre des élections de dimanche dernier, tous les partis défendaient non seulement le système mais proposaient de l'étendre. Les conservateurs plaidaient par exemple pour une école maternelle gratuite sans préciser toutefois comment ils entendaient la financer. Les débats à venir s'annoncent ainsi vifs sur le financement de cet État-providence. »

Le modèle suédois se distingue en Europe. Il se caractérise par un État-providence social-démocrate universaliste, combinant une économie de marché ouverte et compétitive avec une forte socialisation des risques. Cela se traduit par des dépenses publiques et un taux d'imposition élevés : respectivement 50 % et 44 % du produit intérieur brut (PIB), mais aussi une des plus fortes participations au marché du travail de l'Union européenne, 82 %, avec un taux d'emploi, chez les 55-64 ans de 78 %. La philosophie sous-jacente de ce modèle diffère profondément du français. Dans un essai récent, les historiens Henrik Berggren et Lars Tragardh évoquent ainsi « l'individualisme étatique » des Suédois. Ils défendent l'idée

Comment la Suède a adapté son modèle social au fil des décennies

Anne de Guigné

Lors des élections législatives, les débats se sont recentrés sur les leviers de financement de l'État-providence. Les fondamentaux du modèle font désormais consensus.

que la socialisation n'est pas vue en Suède comme un levier de protection des personnes mais d'émancipation. Elle permet à chacun de mener sa vie sans dépendre matériellement de ses proches. Afin de ne pas solliciter l'aide de leurs parents, les jeunes gens peuvent ainsi demander des allocations d'étude dès 16 ans.

Depuis les vastes réformes des années 1990 - resserrement budgétaire, introduction d'une composante de capitalisation dans les retraites, ouverture de certains services sociaux à des opérateurs privés... -, le système a été réajusté au fil de l'eau et des nouvelles contraintes financières. « Le modèle suédois a été régulièrement réformé ces dernières décennies pour des raisons financières ou politiques, détaille Lisa Laun, professeur d'économie à l'université de Stockholm. Les incitations à la reprise d'un travail se sont durcies, une place plus importante a été faite au privé dans le système de santé, certaines

subventions ont baissé... Malgré tout cela, je crois que l'on peut dire que le modèle social suédois demeure universel. » En comparaison, les assurances sociales françaises restent bien davantage liées au statut professionnel.

Pour les dernières élections, le clan conservateur préconisait de durcir les incitations au travail. « Le système social nordique, dans ses différentes

« Le système social nordique, dans ses différentes acceptations, repose sur le principe d'une forte participation au marché du travail et d'un taux d'imposition élevé »

Jacob Funk Kirkegaard Chercheur associé à l'Institut de recherche Bruegel et au Peterson Institute for International Economics (PIIE)

acceptations, repose sur le principe d'une forte participation au marché du travail et d'un taux d'imposition élevé, rappelle Jacob Funk Kirkegaard, chercheur associé à l'Institut de recherche Bruegel et au Peterson Institute for International Economics (PIIE). L'immigration, en particulier des personnes issues des pays hors de l'OCDE, a fragilisé ce système car les immigrés travaillent statistiquement moins, en proportion, que les natifs. » En 2015, pour préserver le modèle national, face à l'explosion des demandes d'asile, le gouvernement social-démocrate a ainsi assumé un tournant historique : contrôles aux frontières, titres temporaires et limitations du regroupement familial, rejoignant les lignes les plus restrictives en Europe.

Depuis, un consensus demeure pour limiter l'immigration et la recentrer sur les besoins du marché du travail. « Il y a eu ces dernières années beaucoup de très vifs débats politiques sur l'immigration et la difficulté d'intégration des

nouveaux arrivés. Mais il faut aussi noter que, depuis quinze ans, le taux d'emploi des immigrés a augmenté de 10 % », note toutefois Lisa Laun.

Des débats traversent aussi la population sur le rôle du privé : depuis 2008, les usagers peuvent choisir leurs prestataires, notamment pour les soins et services sociaux, parmi un panel agréé par les services publics. Le gouvernement conservateur de Carl Bildt, élu en 1991, avait ouvert cette voie en permettant aux familles de choisir l'école de leurs enfants parmi différents établissements financés sur fonds publics et avait donné la possibilité pour les communes de sous-traiter certains services sociaux et de santé. Aujourd'hui 30 % des élèves suivent un cursus dans le privé. « Les Suédois sont très satisfaits de la politique "Freedom for choice". En revanche, ils sont furieux de voir le privé, notamment dans l'éducation, augmenter ses bénéfices tout en dégradant les services, relève Joakim Palme. C'est un exemple typique de la difficulté des populations à aligner préférence personnelle et intérêt collectif. »

Malgré ces critiques, en Europe, la capacité des Suédois à associer privé et public afin de rendre leur modèle soutenable demeure un modèle. « La réforme que le gouvernement allemand tente en ce moment de mettre en place ressemble beaucoup au système suédois avec une part minoritaire de la pension publique (2,5 % des revenus) consacrée à la capitalisation individuelle, affirme ainsi Jacob Funk Kirkegaard. Pour cette part, les Suédois ont le choix entre différents produits financiers, des plus conservateurs aux plus risqués, tous certifiés par le gouvernement. » ■

➤ Lire aussi **PAGE 9**

Le riz italien, qui domine l'Europe, est mis à mal par la canicule

Quentin Raverdy Vercelli (Italie)

La filière rizicole traverse une crise majeure, liée au climat, à l'explosion des coûts et à la rude concurrence asiatique.

Carton plein pour le maire de Vercelli. Devant l'élu, à l'heure d'inaugurer la deuxième édition du Festival du riz dans la cité piémontaise, le parterre de convives en impose. Aux côtés de plusieurs délégations étrangères et de la direction de l'agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), on retrouve des parlementaires de la majorité, un trio de ministres et, en invité d'honneur, la présidente du Conseil, Giorgia Meloni, accueillie par les cris déchainés de groupes d'écoliers, drapeaux tricolores à la main. « Votre présence confirme que le riz et l'agriculture sont des intérêts stratégiques pour l'Italie », s'enorgueillit Roberto Scheda, édile de la « capitale européenne du riz ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec un million et demi de tonnes sorties chaque année, l'Italie assure à elle seule 50 % de la production continentale et s'impose, de loin, comme numéro un du secteur au sein des Vingt-Sept. Rien que dans la péninsule italienne, la petite céréale fait tourner plus de 3500 entreprises, essentiellement le long de la plaine du Pô, et l'ensemble de la filière génère un chiffre d'affaires annuel autour du milliard d'euros. « Ça vous explique un peu cette

forte présence du politique. C'est un secteur à caresser dans le sens du poil, surtout quand les élections approchent », fait remarquer un participant du festival Risò. À la tribune de Vercelli, Giorgia Meloni n'oublie donc pas de rappeler les bras de fer personnellement menés au niveau européen et les efforts financiers de son exécutif en faveur du monde agricole transalpin. La première ministre convoque également la mémoire et le génie de Camillo Cavour dont le célèbre canal - construit en seulement mille jours - fête cette année son 160^e anniversaire et continue d'irriguer 150 000 hectares de terres piémontaises. Et Meloni de conclure par une envolée toute lyrique : « Derrière chaque grain de riz, il y a la sueur de générations entières, la fierté d'une identité, la fierté d'un héritage qui sait toujours se projeter vers l'avenir. »

Ce jour-là, Alessandro Chiavassa, lui, n'a ni le temps ni le cœur à écouter les politiques. « On nous rabâche cette histoire de fierté mais le riz est un produit qui va très mal », peste cet agriculteur à la tête, avec sa compagne, Lucia Pastormerlo, de 400 hectares de riz entre les provinces de Vercelli et Biella. Alors que la récolte approche à grands pas, l'homme ne cache pas son

pessimisme : « Je pense qu'on peut difficilement faire pire comme année », tranche-t-il contemplant l'une de ses parcelles zébrées de grandes lignes vertes. « Ça, ce sont des plantes qui ont manqué d'eau à un moment et dont la croissance a été retardée. Mais maintenant, c'est trop tard, leur saison est passée, on ne pourra rien en tirer », explique ce sexagénaire gaillard, également producteur céréalier et éleveur porcin.

Le territoire de la Baraggia a subi près d'une centaine de jours sans la moindre goutte de pluie, calcule Alessandro, qui anticipe des pertes autour de 20 %. « D'autres sont encore moins bien lotis dans la région mais on ne le saura vraiment qu'une fois la récolte terminée, pas avant. Ça fonctionne comme ça avec le riz », confie de son côté Lucia. 2022 avait déjà marqué une année noire pour la famille, avec des rendements

réduits de 40 %. « Avec le changement climatique, les étés comme ceux-ci vont devenir la norme. Ce qu'il faut faire désormais, c'est réduire les surfaces, pour mieux gérer l'eau à disposition. Si tant est que les glaciers alpins, à l'avenir, continuent de nous en fournir », s'inquiète le couple, portant leurs regards vers le mont Rose, à l'horizon.

Outre le climat, d'autres nuages s'accumulent dangereusement au-dessus de la filière, formant une « tempête par-faite », s'alarme-t-on lors d'une conférence organisée au théâtre de Vercelli par Coldiretti, la principale organisation agricole du pays. « En plus de la sécheresse, on voit aussi que les coûts de production ont explosé ces dernières années, avec des hausses des prix des carburants, du matériel mais aussi des fertilisants », détaille Roberto Guerrini, président de la section Vercelli-Biella. Et ce n'est pas tout. « À cela s'ajoute un effondrement des prix du riz de nos producteurs, face à la concurrence déloyale des produits en provenance d'Asie du Sud-Est qui arrivent en Europe sans être taxés et sans respecter nos critères sanitaires stricts », dénonce ce riziculteur de métier. En à peine deux ans, le prix de la tonne de carnaroli, le roi des cuisines, a fondu de près de 20 % tout comme celui du riz

long, 32 % pour l'arborio et même 39 % pour le sant'andrea, produit phare à Vercelli.

La concurrence ne se joue pas seulement sur la calculette mais aussi dans les habitudes, s'inquiètent les producteurs. Chez les Italiens, la tradition du risotto perd du terrain face au « riz d'accompagnement », bon marché et rapide à préparer. La bataille se joue donc aussi sur le plan de la communication. Au chevet de la profession ce jour-là, au théâtre de Vercelli, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire rappelle les crédits d'impôt obtenus sur les carburants agricoles et les engrais ainsi que les paiements anticipés de la PAC.

Pour l'occasion, les équipes de Francesco Lollobrigida ont même dégagné un clip promotionnel en partenariat avec la fédération nationale de canoë pour défendre le riz 100 % « made in Italy », chaleureusement accueilli par la salle. Les autorités sont là, certes, mais le temps presse. « On a presque atteint le point de non-retour, s'inquiète ainsi Roberto Guerrini de la Coldiretti. Si rien ne change concernant les prix du riz et les coûts de production, certaines entreprises vont faire faillite à l'avenir. D'ailleurs, le risque existe dès cette année. » ■

- 39 %

Baisse du prix de la tonne de riz sant'andrea, produit phare à Vercelli, depuis 2024

Comment Auchan veut réenchanter ses hypers

Manon Malhère

Guillaume Darrasse s'attelle activement à redresser le format qui a fait le succès du groupe de la famille Mulliez.

« L'hypermarché n'est pas en déclin, on continue à avoir un bon flux de clients, assure le directeur général d'Auchan Retail. Lorsqu'on se replace dans les années 1970, l'hypermarché était la modernité, il permettait un gain de temps avec tout sous le même toit. Nous sommes en train de repenser sa nouvelle fonctionnalité. » Depuis qu'il est arrivé à la tête de l'enseigne historique de la famille Mulliez (Decathlon, Leroy Merlin, Kiabi...) en 2024, le dirigeant s'active sans relâche pour redresser la barre. Trop dépendant de ses grands hypermarchés, le cinquième distributeur n'a pas réussi à gagner la guerre des prix qui a fait rage durant la crise inflationniste et bénéficié au leader Leclerc et à ses concurrents Intermarché et Coopérative U.

Pour tenter de relancer le navire, le directeur général s'est d'abord attelé à la question des supermarchés, avec lesquels le groupe n'a jamais réussi à performer. Entre octobre et avril 2027, 164 supermarchés passeront sous enseigne Intermarché. L'enseigne à l'oiseau rouge conserve les murs, les salariés et le fonds de commerce qui sera exploité selon un contrat de franchise avec les Mousquetaires. L'objectif ? « Permettre de baisser directement les prix de 6 % à 7 % et de bénéficier d'une logistique très adaptée aux supermarchés », résume Guillaume Darrasse, qui vise une hausse des ventes en volume de 20 % à 25 % à moyen terme. La réussite de ce projet dépendra de « la dynamique humaine », reconnaît le dirigeant. Et de poursuivre : « Nos collaborateurs vont disposer de moyens pour montrer leurs compétences. » Reste à voir si ces employés, habitués à opérer dans une organisation intégrée, s'acclimateront à la culture décentralisée du modèle Intermarché.

Autre urgence à régler : la compétitivité prix du distributeur qui, pendant longtemps, a acheté plus cher que la plupart de ses concurrents à certains fournisseurs. En septembre 2024, Auchan s'est allié pour les achats avec Intermarché (et le groupe Casino) pour négocier des tarifs plus attractifs. « Ce partenariat est en train de produire ses effets sur la baisse des prix », assure Guillaume Darrasse. Certes, le chiffre d'affaires du groupe est en recul de 2,5 % au premier semestre, mais en raison notamment des baisses des prix. Et son Ebitda s'est amélioré de 20 % en



Face à des consommateurs qui privilégient de plus en plus les petits magasins et les enseignes spécialisées, Auchan réduit la surface de ses plus grands hypermarchés. ADRIEN NOWAK/HANS LUCAS VIA AFP

partie grâce à l'activité en France. « La marge commerciale a été tenue, du fait notamment des conditions d'achat qu'on a obtenues dans le cadre de notre partenariat », précise le dirigeant. Reste que Guillaume Darrasse sait qu'Auchan ne sortira pas de l'ornière sans s'attaquer à ses historiques 141 hypermarchés. C'est sûrement le chantier le plus difficile que le dirigeant a entrepris. Et pour cause. Ces immenses grandes surfaces, pouvant dépasser les 12 000 m², ont fait le succès du distributeur lillois dans les années 1960, 1970 et 1980. Considéré comme le plus performant dans la gestion de ces grands hypers, Auchan a tenu plus longtemps que Carrefour et Casino lorsque les consommateurs les ont progressivement délaissés. Exit l'attrait pour ces cathédrales qui proposent « tout sous un même toit », les ménages se tournent de plus en plus vers les magasins de plus petite taille ainsi que les enseignes spécialisées comme Picard, Grand Frais et les chaînes de boulangerie.

Pour l'ex-directeur général délégué de Système U (devenu Coopérative U), pas question de sombrer dans le fatalisme, à condition de mener la transformation adéquate pour leur donner ce nouveau souffle si vital au groupe. C'est aussi la crédibilité de la famille Mulliez qui est en jeu. « L'idée n'est pas seulement de mieux faire mais d'essayer de faire différent. Nous sommes en train de penser une nouvelle modernité pour ces hypers », poursuit le dirigeant, dont le plan doit permettre de générer 10 000 euros au mètre carré à horizon quatre ans, contre 8 000 euros en moyenne aujourd'hui. La métamorphose passe par la réduction des surfaces d'environ 20 % de 24 très grands hypermarchés d'ici à 2027, avec des travaux déjà menés l'an dernier pour 14 d'entre eux. Cela représente 72 000 m² en moins au total. Certains espaces ont déjà été recommercialisés à des enseignes qui ont le vent en poupe, comme Zara et Action. Parallèlement, une partie des magasins sont en cours de rénovation. Pour ceux qui ont déjà

été remodelés, le chiffre d'affaires au mètre carré progresse de 5 %. Reste la mise en place d'une offre commerciale revisitée. « Il faut que nos grandes surfaces soient plus agréables et plus fun. C'est paradoxal : les consommateurs adorent aller au marché et nous devons leur montrer que nous pouvons aussi être des endroits sympas », explique Guillaume Darrasse. Et d'insister sur les savoir-faire du distributeur dans les métiers de bouche, qui ne sont pas suffisamment valorisés. « Grâce à la taille des hypermarchés et aux savoir-faire comme la boucherie, la poissonnerie, la fromagerie ou la pâtisserie, nous allons faciliter la vie des clients pour leur permettre de bien manger en proposant des produits bruts, des produits à préparer et des plats préparés, et ainsi répondre à tous ces moments de consommation. Le déploiement sera un peu plus massif à partir de l'an prochain », poursuit le dirigeant. La modernisation en cours passe également par la mise en rayon de produits qui répondent davantage aux nouvelles

tendances et aspirations des consommateurs. Exemples à l'appui : « Nous avons développé des rayons nutrition sportive, notamment avec des ventes qui ont chuté de 3,7 % dans les grandes surfaces françaises au premier semestre, selon l'institut Circana. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers des enseignes à très bas prix, comme le hard-discounter Action ou les plateformes asiatiques telles que Temu et Shein. « Les hypermarchés ont été un peu dans une logique de prophétie autoréalisatrice sur le non alimentaire, en se disant : "Ça



AMAURY CORNU/HANS LUCAS VIA AFP

Il faut que nos grandes surfaces soient plus agréables et plus fun. C'est paradoxal : les consommateurs adorent aller au marché et nous devons leur montrer que nous pouvons aussi être des endroits sympas

Guillaume Darrasse
Directeur général d'Auchan Retail

baisse, donc il faut qu'on baisse". Et, à force de réduire l'offre et les surfaces, les ventes baissent effectivement, analyse le dirigeant. Au contraire, on réaffirme notre conviction dans le non alimentaire. » Outre les grands rendez-vous comme la rentrée scolaire, qui restent importants, l'offre est progressivement adaptée aux nouvelles demandes et organisée autour d'univers, comme ceux du textile, de la maison, de la décoration et de la mobilité. Un pari audacieux. ■

LES DÉCIDEURS

DAVID GUILBAUD SNCF Voyageurs

SNCF Voyageurs accueille deux nouveaux membres dans son comité exécutif. David Guilbaud, dans l'entreprise depuis 2023, arrive comme directeur de cabinet du directeur général, Jean-Aimé Mougenot. Précédemment directeur d'établissement Ouigo, Pierre Hausswalt devient, quant à lui, directeur de la transformation, avec la mission de garantir la mise en œuvre des décisions stratégiques.

SERGE FOULON MMV

Fort de vingt-cinq ans d'expérience dans l'hospitalité, dernièrement directeur des opérations pour la France du groupe Minor Hotel, qui rassemble 9 établissements pour près de 1500 chambres, Serge Foulon devient DG de MMV, deuxième hébergeur des Alpes françaises. Il rejoint ainsi la division distribution et hospitalier de la Compagnie des Alpes, la maison mère.

VALÉRIE GILLOT Tereos

Le sucrier Tereos renforce son équipe dirigeante. Forte de vingt ans d'expérience dans l'automobile, Valérie Gillot est nommée directrice de la communication. Pierre-Henri Dietz revient dans le groupe, aux commandes du commerce.



La legaltech Legora accélère son développement en France

Du haut de ses 33 printemps, Guillaume Pera supervise désormais le bureau parisien fraîchement inauguré du fleuron suédois d'intelligence artificielle juridique, Legora. Celui qui s'est parfois heurté à l'« âgisme » loue la tradition scandinave de promotion de la jeunesse et de l'autonomie. Il renforce donc les équipes de la legaltech cofondée par Max Junestrand, qui a lui-même récemment soufflé sa vingt-sixième bougie, prouvant qu'il ne s'agit définitivement pas d'« une question d'âge ».

Guillaume Pera, qui ambitionnait de devenir cuisinier, a sacrifié son amour de la gastronomie sur l'autel de l'ambition familiale. Il a sagement suivi le chemin tracé par son père, descendant de corons qui avait réussi à s'élever socialement en s'illustrant dans la tech. Après un DUT techniques de commercialisation, lassé par l'instruction à la française, il a déménagé en Suède afin d'achever son cursus. De cette pédagogie, il retient l'horizontalité des rapports entre professeurs et étudiants. À l'université, il s'est passionné pour l'épopée de Salesforce, lancée par Marc Benioff. Ce dernier avait brillé au sein d'Oracle, et Guillaume Pera a décidé de l'imiter en rejoignant le géant de l'informatique. Il y a commencé en 2016, en qualité de développeur

d'affaires. « La prospection constituait un passage obligé pour ma carrière », juge-t-il. Au bout de deux ans, il a récupéré les rênes des grands comptes dans le secteur public, une mission souvent jugée ingrate. Il est malgré tout parvenu à montrer son potentiel en décrochant des contrats inespérés. Des succès qui ont attiré l'attention de Salesforce. Pendant ses six années dans cette entreprise, il s'est révélé comme un authentique bâtisseur. Dans la foulée, il a gagné le respect de ses subordonnés, initialement réticents à répondre aux ordres d'un junior. Aussi a-t-il gravi les échelons.

Il a découvert Legora au détour d'une publication LinkedIn et s'est plongé dans l'histoire de la licorne. Attiré par cette « structure européenne en croissance », il a candidaté au poste de vice-président pour le Vieux Continent, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Arrivé en janvier 2026 à Stockholm, en tant que 303^e salarié, il a été servi en matière de célérité : la start-up a triplé de taille, dépassant les 1000 collaborateurs. La licorne espère bien accélérer son déploiement dans l'Hexagone, avec le recrutement d'une équipe dédiée qui devrait atteindre 30 membres d'ici la fin de l'année. « Je tiens à insuffler la culture nordique, sans télétravail, avec un esprit d'entraide », conclut-il.

MAUD KENIGSWALD

nominations@lefigaro.fr

STÉPHANIE FOUGOU La Poste

La Poste élargit son comité exécutif en désignant deux nouveaux directeurs généraux adjoints. Secrétaire générale d'HBX Group depuis juillet 2025, Stéphanie Fougou endossera le 12 octobre des responsabilités similaires au sein de la société, couvrant notamment les domaines du juridique, de l'audit interne, des risques, de la conformité et des affaires institutionnelles et territoriales. Ancien de Keolis, Pierre Gosset arrive en qualité de directeur des opérations transverses, ce qui englobe les systèmes d'information, la sécurité, les services mutualisés centraux et l'immobilier.

HELA JAZIRI Transavia

Directrice commerciale et ventes d'Air France-KLM en Allemagne, Helà Jaziri rejoint Transavia France, la filiale low cost, en qualité de directrice ventes et digital. Elle remplace Bruno Fischer, à ce poste depuis 2018, qui devient directeur marketing planning de la compagnie aérienne.

JORGE BOUCAS FrenchFood Capital

Le fonds d'investissement spécialisé dans l'agroalimentaire FrenchFood Capital accueille, en tant qu'associé, Jorge Boucas, ex-patron du groupe Roullier, Sodial ou encore Tereos. **M. K.**

Fromages, vignobles... Les AOP fragilisées par les canicules à répétition et la sécheresse

Olivia Détrayot

Les coups de chaud ont contraint une quarantaine d'appellations à demander à déroger temporairement à leurs cahiers des charges. Certaines réfléchissent à les modifier pour s'adapter au changement climatique.

La gastronomie française bousculée par le changement climatique ? Saint-nectaire, cantal, salers, morbier, roquefort... Les 64 appellations fromagères et laitières d'origine protégées (AOP) font partie du patrimoine du pays. Mais, alors que sécheresse et canicules se multiplient, respecter le cahier des charges de ces labels devient de plus en plus difficile pour les éleveurs. Installé depuis trente-cinq ans au sud d'Évian-les-Bains, sur le plateau de Gavot, Emmanuel Chessel possède 70 vaches laitières et autant de génisses, qui produisent du lait pour l'AOP fromagère abondance. La sécheresse et la canicule de cet été l'ont mis sous pression. « Cela fait quinze jours que mes vaches n'ont plus un gramme d'herbe à manger, elles passent 80 % de leur temps à l'intérieur pour s'alimenter avec les compléments et les foin que nous devons leur donner », se désole-t-il.

Résultat, les fourrages viendront à manquer beaucoup plus tôt que prévu cet hiver. Or le strict cahier des charges de l'appellation savoyarde impose de faire pâturer les vaches pendant au moins 150 jours et de les nourrir avec un minimum de 75 % de fourrages issus de l'aire géographique protégée. « Nous avons déjà connu des années sèches, mais jamais aussi tôt et de cette ampleur. La chute de fourrage est trop importante », alerte Emmanuel Chessel.

En plus de compliquer l'alimentation de son troupeau, la sécheresse et la chaleur extrême ont fait chuter de 10 % la production de lait. Ce qui ampute d'autant les volumes versés à la coopérative qui produit ce fromage (dont les volumes annuels tournent autour de 3 500 à 3 600 tonnes). Comme les producteurs de nombreuses autres AOP fromagères de la Savoie (beaufort), du Jura (comté...) mais aussi du Puy-de-Dôme (fourme d'Ambert) ou du



Les producteurs de nombreuses AOP fromagères, en Savoie, dans le Jura, dans le Cantal (ci-dessus) ou encore dans le Puy-de-Dôme, ont accueilli avec soulagement l'assouplissement, à la fin du mois d'août, des règles de production.

Cantal (bleu d'Auvergne, cantal...), Emmanuel Chessel a donc accueilli avec soulagement l'assouplissement, à la fin du mois d'août, des règles de production du fromage savoyard.

L'Institut national de l'origine et de la qualité (Inao), qui supervise et valide les 1 200 cahiers des charges de produits agricoles sous signe de qualité (AOP, IGP, Label rouge), a autorisé les producteurs de lait et de fromage de l'appellation à ne plus faire pâturer leurs troupeaux que 120 jours cette saison. Le poids des pâtures et des foin locaux dans l'alimentation des bêtes a aussi été abaissé de 75 à 50 %. Et ce, jusqu'à la prochaine mise à l'herbe de 2027, le temps que les prés reverdissent. Dans l'AOP comté, située dans le Jura, les éleveurs pourront nourrir leur bétail avec du maïs vert venu de l'extérieur de leur exploitation, jusqu'à fin octobre. Enfin pour le célèbre beaufort, la part de foin et d'herbe obligatoirement venue de l'aire de l'AOP a été allégée.

Ces soupapes, même temporaires, sont importantes pour une filière des fromages AOP qui pèse près de 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an. Ces dérogations mises en place pour faire face aux caprices de la météo ne sont d'ailleurs pas nouvelles. Les dernières datent de 2022, lors de la précédente

grande sécheresse. Sans ces assouplissements, les 13 500 producteurs laitiers engagés dans ces démarches qualité se seraient retrouvés dans une impasse. La plupart des AOP laitières imposent en effet un minimum de fourrages locaux. Or, cette année, les fourrages sont en baisse de 50 %, selon les estimations du ministère de l'Agriculture.

« En réalité, la situation a été très disparate selon les endroits », témoigne de son côté Jean-Philippe Viallet, producteur de lait beaufort, à Jarrier, à côté de Saint-Jean-de-Maurienne. Installé dans la région depuis trente ans, il a certes échappé au plus dur. Mais si la quantité d'herbe dans ses prairies s'est peu ou prou maintenue, la qualité n'était pas du tout au rendez-vous. « Cet hiver, nous n'aurons pas les stocks de fourrage suffisants et nous aurons du mal à dépasser les 60 à 65 % d'autonomie alimentaire », explique-t-il. C'est l'assouplissement (à 50 %) qui lui permettra de rester dans les clous.

S'ils représentent une grande partie des dérogations accordées par l'Inao (20 sur les 35 accordées), les fromages AOP sont loin d'être les seuls concernés. Les vignobles, les cultures maraîchères font aussi partie de la liste. C'est le cas de celle de l'oignon doux des Cévennes, pour laquelle le calendrier des semis et du repiquage des plans au

printemps a été allongé. Les reines-claude Label rouge bénéficient aussi d'une dose de souplesse, avec un calibre minimal temporairement abaissé de 35 à 30 mm. « Cela ne touche pas la qualité gustative supérieure du fruit », explique Carole Ly, la directrice de l'Inao.

« Il faut que ce travail sur les critères de l'AOP serve pour les prochaines générations, c'est-à-dire que les changements opérés soient viables techniquement et économiquement, et sur du long terme »

Pierre-Alexandre Vernerey
Directeur du Syndicat de défense du fromage beaufort

Un point crucial. Lorsqu'il analyse les demandes, l'organisme veille à s'assurer que la dérogation n'altère pas la qualité des produits de l'AOP.

Dans les vignes, enfin, le manque d'eau a aussi contraint à revoir les règles de non-irrigation qui prévalent dans les AOP, du 1^{er} mai jusqu'aux vendanges. Depuis le 23 juin et jusqu'au 15 septembre,

les viticulteurs producteurs de l'AOP Gaillac ont ainsi obtenu le droit d'arroser pour protéger les pieds et ceps. « Pour le calvados ou les cidres, nous avons eu des demandes pour irriguer les pommiers », ajoute Carole Ly, qui les a validées. Le signe que même la Normandie, jusqu'à présent plutôt préservée, n'échappe plus aux conséquences du changement climatique.

Mais si ces allègements viennent soulager les agriculteurs cette année, ils ne règlent pas tous les problèmes. D'abord parce que acheter du foin coûte cher. Voir vire au casse-tête. « Quelles que soient les nouvelles règles ou les prix, il est très compliqué de trouver du foin en ce moment, d'où qu'il vienne », alerte Jean-Philippe Viallet en Savoie. Malgré l'agrandissement récent de la surface de son exploitation, il n'augmentera pas son cheptel. Tout comme Emmanuel Chessel, qui, face à des fourrages structurellement plus rares, songe à se séparer de 10 % de son troupeau. « Il faut réfléchir à l'adaptation durable de nos cahiers des charges au changement climatique », en conclut Jean-Philippe Viallet. Une réflexion déjà entamée dans de nombreuses AOP laitières, en abondance ou en beaufort.

Ce travail est de longue haleine, et prend souvent plusieurs années. « On ne peut pas rouvrir le cahier des charges tous les quatre matins, car quand il est ouvert, nous rediscutons de tous les critères », rappelle Pierre-Alexandre Vernerey, directeur du Syndicat de défense du fromage beaufort. Cet exercice peut se révéler compliqué : du producteur au distributeur en passant par la coopérative, il faut s'accorder sur la vision stratégique de l'AOP, et sur son modèle économique. Par ailleurs, la consommation de certaines AOP est orientée à la baisse (-3 % par exemple pour le beaufort). Trop assouplir le cahier des charges pourrait conduire à une surproduction. « Il faut que ce travail sur les critères de l'AOP serve pour les prochaines générations, c'est-à-dire que les changements opérés soient viables techniquement et économiquement, et sur du long terme », ajoute Pierre-Alexandre Vernerey.

Pour fluidifier ces transitions, l'Inao a autorisé les aires protégées viticoles à faire des expérimentations à la marge, en dehors des cahiers des charges. Celles-ci portent sur de nouveaux cépages, ou sur de nouvelles pratiques culturales (sur la taille, sur l'espace des inter-rangs...). L'objectif étant de s'assurer de l'intérêt de procéder à des ajustements permanents de l'AOP. Dans les aires fromagères protégées, les principales réflexions, qui font l'objet d'après débats, portent sur le poids du fourrage local et la part des compléments dans les rations des vaches. Elles visent aussi à introduire des pratiques plus écologiques pour renforcer la résilience des sols et des plantes. C'est une véritable bataille stratégique qui s'est engagée pour l'avenir des AOP, sans lesquelles les produits du terroir français n'auraient pas le même succès. ■

En crise, Volkswagen se prépare à céder les motos Ducati

Valérie Collet

Lancé dans un plan d'économie historique, le groupe allemand pourrait tirer plus de 1 milliard d'euros de cette vente.

C'est l'heure de l'inventaire au sein du groupe Volkswagen. Le constructeur italien de motos Ducati pourrait en faire les frais et être cédé ces prochains mois. Ducati figure parmi les 600 des 2000 unités commerciales du groupe Volkswagen en cours d'examen, a déclaré le PDG d'Audi, Gernot Döllner, dans une interview accordée à Bloomberg en début de semaine dernière. Le constructeur de motos sportives, tout comme l'autre italien Lamborghini, appartient en effet au groupe Audi, lui-même filiale du groupe Volkswagen. « Au sein du groupe Volkswagen, nous privilégions une gestion de portefeuille rigoureuse et responsable, a déclaré le dirigeant allemand. Dans le cadre du processus d'évaluation, nous aborderons également le cas de Ducati, mais rien n'a encore été décidé. »

Le groupe Volkswagen, confronté à un effondrement de ses ventes en Chine, à des droits de douane élevés aux États-Unis, à une chute de sa rentabilité et de son cours de Bourse, cherche par tous les moyens à réaliser des économies massives. Le patron du groupe vient de présenter son « Futur Plan 2030 » qui aboutira à 100 000 suppressions de postes. Mais il vise aussi à réduire d'un tiers les participations et sociétés dans son portefeuille d'ici à 2030, à rationaliser la gamme en réduisant de moitié le nombre de modèles d'ici à 2035 et à atteindre une marge opérationnelle entre 8 et 10 % à la fin de la décennie (contre 2,8 % en 2025).

Le groupe se déleste de nombreuses participations, d'usines - celle d'Osnabrück (Basse-Saxe) s'apprête à être vendue au fonds israélien Aurelius Capital - et pourquoi pas de prestigieuses

marques comme Ducati ? L'an dernier, le constructeur italien a livré 50 895 motos pour 925 millions d'euros de chiffre d'affaires, avec un résultat opérationnel de 52 millions d'euros. L'entreprise est une pointure de la compétition moto engagée en MotoGP. Selon l'analyste Michael Dean de Bloomberg Intelligence, Ducati pourrait valoir environ 1,25 milliard d'euros, en se basant sur la valorisation d'entreprises comparables.

« Dans le cadre du processus d'évaluation, nous aborderons également le cas de Ducati, mais rien n'a encore été décidé »

Gernot Döllner
PDG d'Audi, qui appartient au groupe Volkswagen, propriétaire de Ducati

Basé à Bologne, Ducati est entré dans la maison Audi en 2012 pour combler la passion de Ferdinand Piëch - descendant du fondateur du groupe, Ferdinand Porsche - pour les motos. À l'époque patron du conseil de surveillance du groupe Volkswagen, Piëch avait alors fêté cette acquisition à l'occasion de son 75^e anniversaire. Cette année-là, Ducati avait vendu 42 000 motos pour un chiffre d'affaires de 480 millions d'euros. Audi se félicitait de mettre la main sur cette entreprise prestigieuse, reconnue pour son savoir-faire dans la conception de moteurs légers et puissants. Il savourait que son compatriote BMW ne soit plus le seul constructeur allemand à produire des motos.

Mais depuis le Dieseltgate, le scandale des logiciels truqueurs d'émissions d'oxydes d'azote survenu en 2015, l'ambiance est tout autre. Ducati est consi-

déré comme un actif non stratégique que le groupe allemand pourrait vendre ou fusionner avec une autre entreprise. En 2017, il avait mandaté plusieurs banques pour trouver un acquéreur, ce qui avait suscité l'opposition des syndicats et même des représentants des familles fondatrices Piëch et Porsche. En août 2018, moins de six mois après son arrivée à la tête du groupe Volkswagen, Herbert Diess, le prédécesseur d'Oliver Blume, avait aussi préconisé de céder la pépite italienne : « C'est évident, nos voitures ont peu de synergies avec les motos Ducati. Du point de vue entrepreneurial, cela ne fait aucun sens de conserver Ducati juste pour avoir une icône moto dans le groupe. » Devant le tollé, il avait dû renoncer. Cette fois, c'est l'Italie qui s'inquiète de cette vente. Le pays cherche à préserver ses motos chéries et les 1900 emplois de Ducati. ■

Amélie Ruhlmann
et Keren Lentschner

Comparer l'audience des chaînes avec celle des géants du streaming, mesurer celle d'une émission tous écrans... Son président, Yannick Carriou, détaille les nombreux chantiers en cours pour s'adapter aux bouleversements des médias et des usages.

« Il faut augmenter le smic ! Si vous n'augmentez pas les salaires, vous ne rigolerez pas longtemps, parce que vous aurez la récession ! » Les propos de Jean-Luc Mélenchon, le 27 août lors du débat organisé par le Medef, ont provoqué des rires dans l'assemblée. Et un pic d'audience sur les chaînes d'info, aussitôt prolongé par une polémique sur les réseaux sociaux



où l'extrait a été massivement partagé. De nombreux internautes se sont émus de ces réactions, contribuant à doper l'audience des chaînes d'info sur la tranche horaire de diffusion du débat (16h55-19h55). Celles-ci ont réuni en

moyenne 2 millions de spectateurs. Tandis que le pic d'audience de 18h37 en lui-même enregistre, dans les 7 jours suivants, un gain de 2,4 millions de visionnages par rapport à l'audience en live. De quoi faire bondir les courbes de

Médiamétrie, l'entreprise de référence de la mesure de l'audience en France. « Contrairement aux précédentes campagnes électorales, nous pouvons désormais inclure dans nos mesures la diffusion en direct, les réseaux sociaux et le replay : c'est une course d'audience à trois dimensions », explique son président, Yannick Carriou.

C'est pour intégrer ces nouveaux usages et les transformations du paysage médiatique que l'entreprise - qui se revendique comme un « tiers neutre et indépendant » - a engagé il y a deux ans un véritable « big bang » de ses mesures d'audience. « Toutes nos mesures sont aujourd'hui en chantier, confie le dirigeant. Face à la fragmentation du marché et à l'apparition d'une économie de l'hyperchoix, nous avons engagé la transformation de toutes nos mesures. Nous sommes passés d'une économie d'addition à une économie de la compétition. Tous les acteurs se battent pour capter le plus d'utilisateurs, où qu'ils soient. »

Une fragmentation qui a révolutionné la consommation vidéo, établie à 4h20 en moyenne par Français. Si la télévision représente encore deux tiers de la consommation vidéo, elle est de moins en moins suivie en linéaire. Pour en tenir compte, Médiamétrie a actualisé sa mesure TV en l'élargissant au « preview » (visionnage avant diffusion antenne) et aux audiences consolidées jusqu'à 91 jours après la première diffusion. « L'objectif est de ne plus limiter la valeur d'un programme à son score en direct ou à J+7. Quand on publie l'audience d'un « Koh-Lanta » à 9 heures le lendemain, ce n'est qu'une partie de l'audience du programme », illustre Yannick Carriou.

« Nous sommes le seul pays à avoir pu concevoir une mesure cross-média publicitaire avec un tel tour de table »

Yannick Carriou
Président de Médiamétrie

Alors que la part des plateformes de vidéo à la demande (Netflix, Amazon Prime Video...) dans le temps vidéo consommé chaque jour par les Français est passée de 33 % à 41 % entre 2023 et 2026, Médiamétrie a accéléré le développement de sa mesure Watch. Celle-ci vise à mesurer, avec les mêmes règles, les audiences agrégées des programmes des diffuseurs historiques et des plateformes. Son volet « éditeurs » mesure l'audience « tous écrans » des grandes chaînes de télévision, tandis que le volet « players », restitue les audiences des principaux services de SVOD (Netflix, Disney+...) et de partage vidéo (YouTube).

« Watch est techniquement opérationnel, indique le président. Les chiffres sont déjà fournis aux participants, et le marché bénéficie de premiers résultats. La décision d'en faire une mesure de marché plus étendue appartient encore aux acteurs du secteur. » Pour l'heure, les volets « éditeurs » et « players » ne sont pas comparables en raison de périmètres différents : la mesure des audiences agrégée des chaînes comprend le visionnage hors domicile, ce

Stimulée par les nouveaux usages des Français, la part du temps quotidien de visionnage sur les plateformes de vidéo à la demande est passée de 33 % en 2023 à 41 % en 2026.

qui n'est pas encore le cas pour les plateformes. Mais l'objectif poursuivi par Médiamétrie est bien de pouvoir établir des comparaisons entre les audiences des grandes chaînes et des géants du streaming.

L'entreprise espère lancer d'ici à la fin de l'année sa première mesure « cross-media publicitaire », MediaReach. Celle-ci doit comparer la performance d'une campagne publicitaire, qu'elle soit diffusée à la télévision, sur une plateforme de streaming ou de partage vidéo. Une avancée qui n'aurait pas été permise sans un accord historique conclu à l'automne 2025 par l'ensemble des acteurs clés du marché, réuni dans le comité Cross Média Vidéo.

Les négociations ont été longues, et pour cause : « Aucune famille d'acteurs ne peut emporter une décision, explique Yannick Carriou. Ce principe de collégialité des décisions repose sur le consensus. Cela a pris près d'un an pour mettre tout le monde d'accord sur la manière sur les indicateurs retenus pour mesurer les audiences des campagnes publicitaires. L'enjeu financier était énorme, puisque ces métriques, qui évaluent la performance, orientent les investissements publicitaires futurs. » Les agences médias et les annonceurs ont milité pour l'aboutissement du projet. « Nous sommes le seul pays à avoir pu concevoir une mesure cross-média publicitaire avec un tel tour de table ». Seul trou dans la raquette : l'absence de Meta. La maison mère d'Instagram et de Facebook fournit à Médiamétrie des données mais refuse à ce stade la méthode de mesure publicitaire définie collectivement par le marché.

Sur tous les fronts, l'entreprise donne également un coup de jeune à sa « mesure de l'internet », appelée à devenir « Media Web ». Elle doit permettre, d'ici à 2027, d'additionner l'audience réalisée par un éditeur sur ses sites et applications et celle qu'il génère sur les réseaux sociaux. « C'est particulièrement important pour les groupes de presse, qui touchent désormais une grande partie de leur audience sur les réseaux sociaux », commente Yannick Carriou. Autre chantier, celui de l'audio : si la radio reste une habitude quotidienne pour plus de 60 % des Français, 48 % d'entre eux écoutent désormais des podcasts chaque mois. Médiamétrie réfléchit avec les acteurs du secteur à la manière dont la mesure audio pourrait en tenir compte.

Pour mener ces refontes, Médiamétrie a doublé ces deux dernières années son rythme d'investissement annuel, jusqu'ici compris entre 5 % et 8 % de son chiffre d'affaires (102 millions d'euros en 2025). Un effort autofinancé. La société s'apprête aussi à changer de statut, pour devenir une entreprise à mission. Sa mission ? « Agir pour une mesure rigoureuse, transparente, concertée, pour favoriser l'équilibre de l'écosystème média, les médias ayant une valeur économique et démocratique », conclut Yannick Carriou. ■

Quand on diffuse les Jeux Olympiques, le Tournoi des Six Nations, Roland-Garros et le Tour de France, gagner fait partie du programme.



france•tvpublicité

Prix de la meilleure Régie TV 2026



Pour la 5^e année consécutive, FranceTV Publicité est élue Régie TV de l'année dans le cadre du Grand Prix des Médias CB News.

Étude réalisée par OpinionWay entre avril et juin 2026 auprès d'un échantillon de 495 annonceurs et agences pour déterminer la Régie TV de l'Année parmi 17 régies publicitaires.



EXPOSITION
LE MUSÉE D'ORSAY FAIT LE PORTRAIT
DE BARTHOLDI, LE SCULPTEUR
DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ **PAGE 31**



MODE
LA JOURNÉE DES ANCIENS ÉLÈVES
DE L'IFM EST DEVENUE
LE RENDEZ-VOUS DES PASSIONNÉS **PAGE 29**

Ces sites de mémoire qui font de la Moselle un symbole de la paix

À l'occasion de la venue de Léon XIV à Metz, cap sur une terre
marquée par trois guerres, où l'Europe s'est réconciliée.

PAGE 28



La gare de Metz.



Les collections de grands mécènes qui font la fortune des enchères

PAGE 30

Deux femmes appuyées à une barrière, d'Edgar Degas,
issu de l'appartement new-yorkais de Marlene
et Spencer Hays, sera dispersé par Christie's.



Nicolas Dégremont, un comédien pied au « Plancher »

Anthony Palou

Au Petit Montparnasse, l'histoire vraie de Jeannot nous plonge dans la folie d'un garçon qui grava ses troubles mentaux sur un plancher.

Voici la terrible histoire de Jean Crampilh-Broucayet, dit « Jeannot », paysan béarnais auteur d'une œuvre brute singulière. Les médias en ont fait état il y a quelques années quand le fameux plancher sur lequel Jeannot a gravé, en 208 mots, sa douleur, a été retrouvé dans une ferme des Pyrénées. Ce pauvre hère est miraculeusement resuscité par un comédien hors du commun et jusqu'ici inconnu du grand public.

Nicolas Dégremont est juste accompagné de Zoé Saubat au violoncelle. Au début, seul le visage du comédien est mis en lumière. Il narre l'arrivée, en 1929, d'Alexandre et de Joséphine dans le Sud. Ils ont fui le Nord. Joséphine a deux frères enfermés à l'asile. Joséphine n'aime pas les autres, est mariée à Alexandre. Alexandre est tyrannique. Le couple achète un mas dans un village du Béarn, où ils sont et resteront des « étrangers ». Ils ont trois enfants : Paule, l'aînée,

Simone et Jeannot, le petit dernier. Il est « le » fils. C'est lui, désormais, qui nous racontera sa vie en lambeaux. Il sera le témoin de choses inavouables. Il nous fait penser à un personnage de Faulkner piégé dans un monde plein de bruit et de fureur. Le comédien Nicolas Dégremont - il n'a pas l'âge de son personnage, qui mourra à 33 ans, mais qu'importe, il est tout à fait exceptionnel - ne ménage pas sa monture. Il n'aura de cesse de gesticuler, grimper, glisser sur

son « plancher » pendant plus d'une heure comme s'il avait avalé un tube de Guronsan.

Un récit poignant

Ce lourd plancher, on le découvrira lorsque l'acteur l'ouvrira comme un livre. On y devine des mots gravés, paroles brutes, fragments dictés par sa folie. La langue de Jeannot est une étrange suite de phrases réduites parfois à leur plus simple construction où l'article, le verbe, parfois, ont déserté. Le cerveau

de Jeannot est en ébullition. C'est un cratère d'où sortent ses pensées éparées. Il y a chez lui une urgence à « dire » les maux. Pauvre Jeannot ! Il en sait des choses sur son « salaud » de père qui a violé une de ses filles et sur cette mère qui meurt en 1971. Jeannot refuse qu'on l'enterre au cimetière du village. Elle sera inhumée dans la maison. Est-ce au cours des semaines suivantes que Jeannot entreprit de graver le plancher de sa chambre à proximité de la tombe mater-

nelle ? Sans doute. Jeannot est rentré de la guerre d'Algérie encore un peu plus dérangé. C'est un être touchant, un « suicidé de la société ». Mis en scène par Frédéric Cherboeuf, Nicolas Dégremont semble jouer sa peau dans ce récit poignant. Il est le porte-parole d'une voix étouffée. Ce moment passé en la compagnie de Jeannot restera, lui aussi, gravé dans notre cervelle toute retournée. ■
« Le Plancher », au Petit Montparnasse (Paris 14^e).

Philippe Bohlinger Metz

Marquée par trois guerres et deux annexions, la terre du père de l'Europe accueille le souverain pontife à Metz, le 28 septembre, en clôture de sa visite officielle en France.

Quelques feuillets griffonnés à la plume, un week-end de printemps. L'idée d'une Europe unie est née ici, dans la modeste bâtisse qu'occupait Robert Schuman dans un ancien village de vignerons surplombant Metz, en Moselle, un territoire marqué par trois guerres et deux annexions. Le fac-similé du discours du 9 mai 1950 dans lequel cet homme politique français proposa la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier s'étale sur le bureau de la demeure, à Scy-Chazelles. Cette personnalité, aussi discrète que résolue, acquit cette maison en 1926 et l'occupa jusqu'à sa mort en 1963. On est saisi d'émotion par la simplicité extrême de son intérieur réordonné avec les objets personnels de ce père de l'Europe dans le pur style des années 1950. Il est à l'image de son occupant, fervent catholique, célibataire et immense lecteur. L'environnement replonge dans l'immédiat après-guerre, période où « Robert Schuman a fait un pari fou, celui de créer les conditions de la paix, en entamant un dialogue avec l'ennemi d'hier », résume Sylvain Schirmann, président du comité scientifique de la Maison de Robert Schuman.

Le cardinal Roncalli, futur pape Jean XXIII, est la seule personnalité à s'être jamais assise dans la salle à manger dont le seul luxe tient dans ses objets décoratifs, typiquement lorrains : faïence de Lunéville et émaux de Longwy. Ce 28 septembre, c'est un autre pape, Léon XIV, qui se rend à Metz délivrer un message de paix. Une étape surprise, mais cohérente pour ce territoire frontalier où les adversaires du passé sont les amis d'aujourd'hui. C'est une forme de paix intérieure que

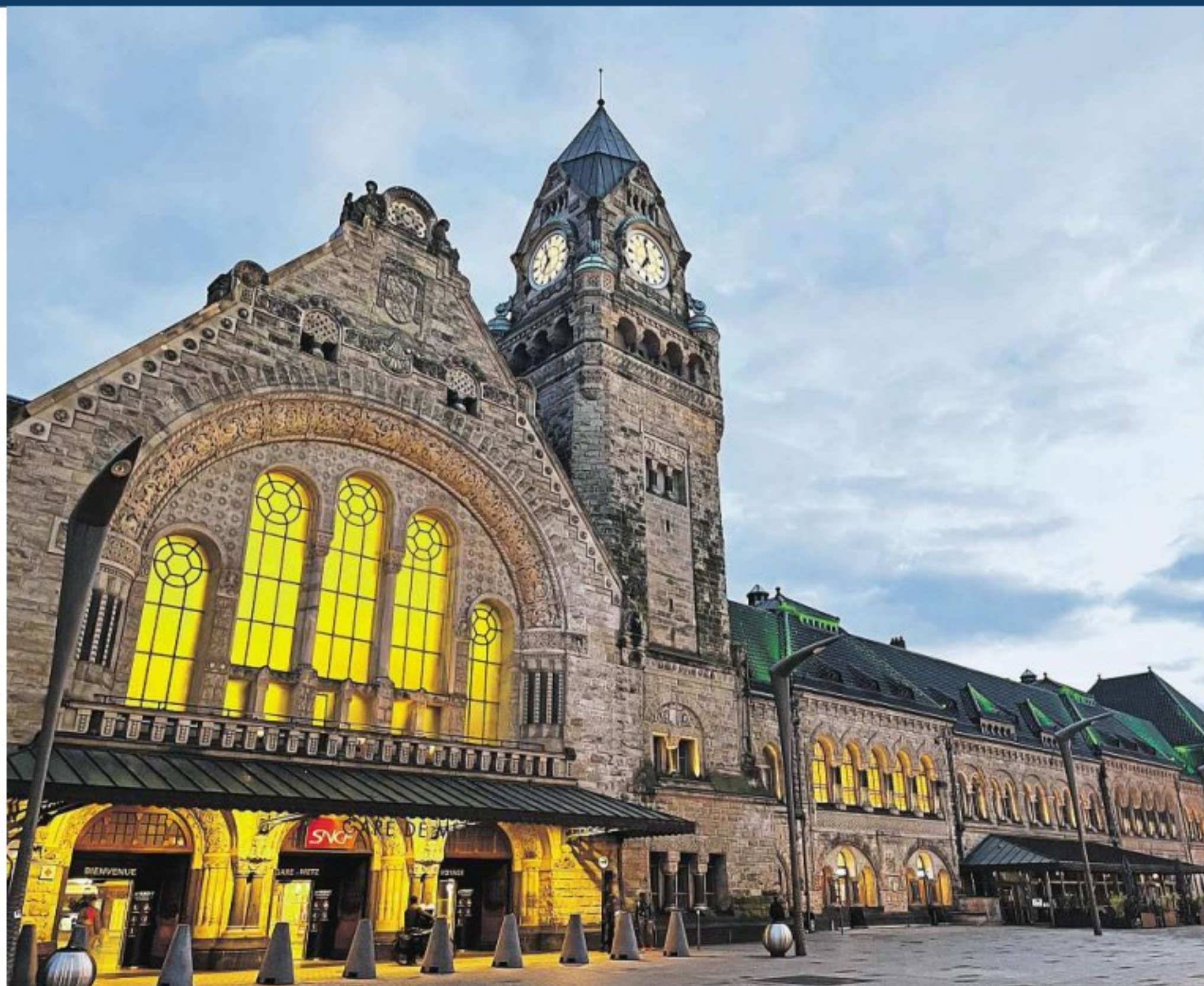
« Robert Schuman a fait un pari fou, celui de créer les conditions de la paix, en entamant un dialogue avec l'ennemi d'hier »

Sylvain Schirmann

Président du comité scientifique de la Maison de Robert Schuman

suscite d'ailleurs le parc qu'arpena ce grand homme au visage de Gandhi européen. La découverte se poursuit dans un espace dédié à l'histoire de l'idée européenne et dans l'église où repose Robert Schuman, candidat à la béatification. Pour Sylvain Schirmann, cette personnalité politique née en 1886 « incarne l'histoire de ce territoire balotté entre la France et l'Allemagne ». C'est par exemple à Metz, à l'époque de l'annexion allemande, que le jeune Robert Schuman a passé son Abitur (équivalent du baccalauréat) et ouvert, plus tard, son cabinet d'avocat.

À Gravelotte, non loin de Scy-Chazelles, le Musée de la guerre de 1870 et de l'annexion dépoussière cette défaite qui fit basculer l'Alsace-Moselle dans le giron germanique. Les plaques en laiton patiné qui habillent le bâtiment rappellent les canons qui firent de la bataille de Gravelotte une des plus meurtrières du XIX^e siècle. De la pluie d'obus qui s'abattit, la langue française a conservé l'expression « Il tombe comme à Gravelotte ». La muséographie très soignée est bilingue, français-allemand. Elle s'appuie notamment sur des tableaux d'époque signés par des peintres des deux camps ; certains réalistes, d'autres plus idéalistes à l'instar de cette œuvre de 1886 aux allures d'épopée à la Ridley Scott. Mais le musée ne se contente pas de raconter la guerre, il parle aussi du destin des Mosellans « dont l'identité a été tiraillée entre deux nationalités », rappelle un



La gare de Metz, longtemps honnie des Messins pour son architecture théâtralisant la puissance germanique, est aujourd'hui estimée, comme en témoigne son éléction au rang de « plus belle gare de France ». INSPIRE METZ

De Robert Schuman à Léon XIV, la Moselle sur les chemins de la paix

médiateur culturel. Pour le pire, mais aussi, parfois, pour le meilleur.

Par son architecture, Metz incarne la face lumineuse de cette cohabitation. Pour s'en convaincre, il suffit de cheminer dans le quartier Impérial, délimité par la gare, la place Philippe-de-Vigneulles et la porte Serpenoise. « L'annexion a fait de la ville un extraordinaire champ d'expériences, de débats et de contestations artistiques et culturelles », écrit Christiane Pignon-Feller dans l'ouvrage de référence *Metz 1848-1918. Les métamorphoses d'une ville* (Éditions du Patrimoine, 2013). En remontant l'avenue Foch, on marche à l'emplacement des anciens remparts, une ceinture dynamitée en 1902 par les Allemands pour laisser place à un « ring » bordé de villas aux styles éclectiques. Vivienne Rudd, guide à l'office du tourisme, parle d'un « foisonnement d'innovations urbanistiques » et montre les espaces verdoyants « qui ménagent de douces transitions entre l'ancienne et la nouvelle ville, la Neue Stadt ».

L'esthétisme grandiloquent voulu par l'empereur Guillaume II se doublait d'un souci fonctionnaliste : l'hôtel des postes – reconnaissable à ses façades en grès rose – devait gérer le courrier des garnisons. La nouvelle gare devait accueillir 25 000 soldats par jour en cas de conflit. Cet édifice ferroviaire, longtemps honni des Messins pour son architecture théâtralisant la puissance germanique, est aujourd'hui beaucoup plus estimé, comme en témoigne son éléction au rang de « plus belle gare de France ». Empreinte d'un symbolisme tout religieux, cette

gare regorge de détails amusants dont certains évoquent l'univers de J.K. Rowling : quai numéro 1, une porte monumentale permettait à l'empereur de rejoindre ses appartements.

Avec leurs enveloppes de béton et d'acier, les forts militaires qui ponctuent le nord du département n'ont pas le charme de la Neue Stadt. Ils n'en racontent pas moins un autre pan d'histoire tout aussi captivant, celui d'une Alsace-Moselle revenue à la France en 1919 et pour laquelle Paris s'attelle à un immense projet d'infrastructure, la ligne Maginot. L'ouvrage du Hackenberg avec ses 19 blocs de combat, est incontournable. À Hestroff, le fort aux fresques raconte un quotidien marqué par l'attente. En uniforme de soldat, Robin Decker guide à travers les galeries creusées 25 mètres sous terre. Elles ont été ponctuées de maximes pour maintenir le moral des troupes. Dans le mess des officiers, une fresque humoristique met en scène des personnages mobilisés dans le fort. Au foyer du soldat, ce sont des Mickey, Donald et Pluto, qui couvrent les murs ! Ici, les bénévoles ne comptent pas leurs heures à gratter la rouille et entretenir

« L'annexion a fait de la ville un extraordinaire champ d'expériences, de débats et de contestations artistiques et culturelles »

Christiane Pignon-Feller

Historienne de l'art



ce sous-marin terrestre capable d'abriter 140 hommes pendant deux mois.

Érigée en symbole de l'inefficacité française, la ligne Maginot « a pourtant joué son rôle en contraignant la Wehrmacht à passer par la Belgique », juge Philippe Keuer, coprésident du Cercle des amis du pays d'Albe. Cette société d'histoire locale invite à découvrir un maillon méconnu de cet ouvrage de défense, la ligne Maginot aquatique. En bordure de l'étang d'Hoste-Bas, le tableau de cabanes de pêcheurs et d'arbres verdoyants aurait tout de la carte postale, exception faite du blockhaus contigu. L'étang est une des neuf retenues d'eau artificielles créées par l'ingénierie militaire dans le but de ménager un rempart naturel. « Une trouée de 30 km au milieu de la ligne Maginot n'avait pas été fortifiée, car en face, le territoire de la Sarre, détaché de l'Allemagne et administré par la Société des nations, devait se prononcer en 1935 sur son rattachement ou non à la France », rappelle Philippe Keuer. Anticipant la perte du référendum, la France aménagera des étangs réservoirs capables d'inonder les vallées en 36 heures.

Maillon de défense, l'eau a constitué un chaînon de paix au lendemain du deuxième conflit mondial. C'est au point de rencontre des trois frontières – allemande, française et luxembourgeoise –, sur la Moselle canalisée, qu'a été paraphé en 1985 le premier accord de Schengen. Le bateau MS *Princesse Marie-Astrid* à bord duquel a été signé le document, a été restauré et transformé en lieu d'exposition pour les 40 ans de l'accord, en juin 2025. L'embarcation est amarrée sur un quai de Schengen, petite bourgade luxembourgeoise, en face du musée consacré aux frontières et à la liberté de circulation, dont il fait partie intégrante. L'espace muséographique a lui aussi été repensé pour cet anniversaire.

À partir de Schengen de magnifiques balades invitent à prendre de la hauteur sur un siècle et demi en grimpant sur les coteaux viticoles. En bordure de la frontière franco-allemande se dresse la chapelle Notre-Dame-de-la-Paix, érigée en 1996. Les noms des victimes des trois guerres y sont affichés non pas par pays, mais par ordre alphabétique. Elle est l'incarnation d'un tourisme de mémoire aussi symbolique que vivant, des promeneurs venant chaque jour s'y recueillir. ■

Sur la ligne Maginot, à Veckring, l'ouvrage du Hackenberg, avec ses 19 blocs de combat, est un incontournable. SMICHEL

+ CARNET DE ROUTE

Y ALLER

En train, depuis Paris, au départ de la gare de l'Est, arrivée à Metz TGV, direct 1h30. Sites accessibles en voiture dans un rayon de 100 km.

SÉJOURNER

Le Relais Manderen. Dans le nord du département, dans le hameau de Manderen à la situation idéale pour découvrir le pays des Trois-Frontières, cet hôtel-restaurant de 12 chambres rassérène par son confort et sa simplicité. C'est le choix de Marie Lemoine, qui a rouvert il y a trois ans cet établissement fermé durant dix ans, avec une déco signée de la Parisienne Lou Sentis, à la fois chic et cosy. L'harmonie des lieux lui vaut d'être dans la sélection d'hôtels 2026 du Guide Michelin. À partir de 100 € la nuit hors petit déjeuner. Tél. : 06 95 02 95 54 ; relaismanderen.com

La Villa Camoufle. Thierry et Fabienne Génin-Humbert sont tombés amoureux de cet hôtel particulier construit en 1903 au cœur du quartier impérial de Metz. Le couple a quitté Neuilly-sur-Seine pour imaginer cette maison d'hôte qui doit son nom à la tour Camoufle voisine, l'une des rares tourelles de l'enceinte médiévale à avoir été conservées. La déco de cet hébergement de charme, dans les tons noir et blanc, fait écho aux couleurs du blason de Metz. Les styles s'y mélangent avec grâce, depuis le grand salon aux panneaux du XVIII^e siècle jusqu'au lustre très actuel qui habille la cage d'escalier. Les trois chambres (de 30, 35 et 70 m²) sont à l'image de cet intérieur chic et douillet. À partir de 260 € la nuit avec le petit déjeuner (deux nuits minimum). Tél. : 06 81 27 26 27 ; villacamoufle.com



J. CAROSI VILLA CAMOUFFLE

NOS BONNES TABLES

Chef Claire. Cette institution locale est une halte gourmande toute trouvée pour qui s'intéresse à la ligne Maginot aquatique. Pas de carte pléthorique mais des propositions charpentées d'une cuisine traditionnelle misant sur les circuits courts. L'adresse prend le meilleur des deux côtés de la frontière : la bière pression est allemande, les fromages proviennent des fermes voisines et la tarte est à la mirabelle, de Lorraine. À la tête de cette maison familiale depuis trente-cinq ans, Claire Koenig a eu le souci de noter les adresses de ses fournisseurs sur sa carte. Tél. : 03 87 01 74 71 ; restaurantchezclaire.fr

Bistrot sous la vigne. Un bistrot à l'ambiance familiale tenu par Julie Billot dans le petit bourg de Lorry-lès-Metz. Cette passionnée, chef sommelière dans un bar 100 % champagne de Saint-Germain-des-Près, a imaginé cette adresse axée sur le vin (200 références !) et une cuisine de saison soignée. Une pause idéale lors d'une balade au mont Saint-Quentin, le poumon vert de l'agglomération messinoise, qui abrite d'anciens villages viticoles comme Scy-Chazelles, où vécut Robert Schuman. Tél. : 09 54 23 74 36 ; sous-la-vigne.eatbu.com

SE RENSEIGNER

Moselle Attractivité, tél. : 03 87 37 57 80 ; mosl.fr

Les passionnés de mode se retrouvent aux Rencontres de Faverolles



Valérie Guédon

À une heure de Paris, la propriété de Didier Grumbach, industriel visionnaire du prêt-à-porter français, accueille chaque rentrée les anciens élèves de l'IFM et désormais nombre de professionnels, pour réfléchir à l'avenir du secteur.

« Cette journée est de ces rares moments qui nous font sortir la tête des chiffres, et nous rappellent que nous travaillons tous dans une industrie créative. » Anaïs, la petite trentaine, travaille dans le département marketing d'une grande marque de mode. À quelques jours de la Fashion Week de Paris, son emploi du temps est saturé.

Pourtant, cette diplômée de l'IFM ne manquerait pour rien au monde les Rencontres de Faverolles, dans cet endroit merveilleux d'art et de nature que fréquentèrent autrefois Thierry Mugler, Kenzo Takada, John Galliano, Issey Miyake, Vivienne Westwood ou encore Jean Paul Gaultier.

Cette propriété familiale, le domaine des Oseraies, cachée dans la petite commune d'Eure-et-Loir, est celle de Didier Grumbach, homme de l'ombre et personnalité phare de la mode française du XX^e siècle.

Héritier de la société de confection C. Mendès (et neveu de Pierre Mendès France), il a, entre autres faits d'armes, industrialisé, à la demande de Pierre Bergé, le prêt-à-porter Yves Saint Laurent Rive Gauche, dirigé la marque Thierry Mugler (de 1978 à 1998), puis la Fédération de la haute couture et de la mode jusqu'en 2014.

En 1987, alors directeur de l'Institut français de la mode, il invitait, chez lui, les alumni de l'école : ils étaient au nombre de dix-huit. Ce samedi, ils

étaient 200. À 89 ans, Didier Grumbach assiste de loin, depuis les jardins, à ces Rencontres qui continuent miraculeusement d'exister.

Même mieux : depuis l'an dernier, avec le soutien du ministère de la Culture, le rendez-vous s'est associé au Forum de la mode et accueille désormais les professionnels. Soit, pour la deuxième édition dans ce format, 400 participants dont tout ce que le secteur compte de passionnés, PDG, étudiants, journalistes, créateurs et fournisseurs.

« Faverolles est une occasion précieuse de réseauter mais aussi de réfléchir à l'avenir de la mode en dehors des groupes de luxe, nous dit un participant. Surtout, dans cette période de crise pour l'industrie. »

Entre deux « conversations » sous la tente, on croise à l'heure du déjeuner, à la bonne franquette, Bruno Nahan, PDG de Bugis, fabricant historique de jersey de soie installé à Lyon, qui raconte se sentir, comme beaucoup de fournisseurs, parfois esseulé face à la complexité du secteur.

« Chez Bugis, nous avons la chance d'avoir tissé des relations de confiance avec de belles maisons, mais à Faverolles, on s'ouvre à d'autres expériences. J'ai, par exemple, beaucoup aimé la conférence de Mike Amiri (créateur américain qui défile à Paris, NDLR). J'ai trouvé son approche du business et de la création très enrichissante. »

« Ce rendez-vous est une occasion précieuse de réseauter mais aussi de réfléchir à l'avenir de la mode en dehors des groupes de luxe, surtout dans cette période de crise pour l'industrie »

Une participante

L'atmosphère particulière et solidaire repose beaucoup sur la bonne volonté des anciens élèves de l'IFM, qui occupent aujourd'hui des rôles stratégiques dans l'écosystème de la mode et du luxe. À l'image de Catherine Jacquet (promotion 1993 en management des métiers de la mode), présidente de l'association des anciens élèves, récemment nommé PDG d'Isabel Marant ; et Myriam Serrano (promotion 2002), qui dirige, depuis 2019, la

marque Alaïa. Diplômée l'an dernier en design de mode, Chloé Laplante reçoit dans « la maison du bout ». Elle est la première créatrice (avec son collègue de promotion, Antonin Tarallo-Martinez) à bénéficier d'une résidence au sein du domaine des Oseraies, qui accueille déjà des plasticiens depuis plusieurs années.

La jeune Parisienne passera ici les six prochaines semaines, entourée des nombreuses œuvres d'art et de la fabuleuse bibliothèque de la famille Grumbach, afin de préparer une exposition. « Après une telle expérience, j'ai hâte de présenter le fruit de mes réflexions », explique-t-elle à un petit groupe venu voir ses « sculptures-vêtements » en cours.

Dans la maison principale, c'est Jérôme Gautier, expert de la mode et enseignant entre autres à l'IFM, qui anime un atelier autour de sa collection

de magazines. « Adolescent, j'avais peu d'amis, c'était donc mon seul passe-temps », partage-t-il.

« J'ai toujours été fasciné par la narration des photos de mode. Bien sûr, depuis l'avènement du digital, la production est moins flamboyante, mais je reste un amoureux du genre. » Les jeunes gens autour de la table regardent non sans fascination ses vieux Vogue, The Face et autres Love, comme des reliques du siècle passé.

Parmi les tables rondes, celle dédiée aux « nouvelles frontières du luxe » fait tente comble : sur la scène, la journaliste Virginie Jacobberger fait parler Alix Morabito, directrice de l'offre des Galeries Lafayette, Nicolas Rohr, créateur des baskets écolos Faguo, Anthony Drouot, designer en chef des accessoires de Lemaire, Maxime Coupez, du bureau de style Nelly Rodi. Au cours des débats, entre conquête de nou-

veaux marchés et diversification dans l'hospitality (les marques de mode qui ouvrent des cafés, des restaurants, des hôtels...), on apprend le terme « cardinisation », du nom du célèbre couturier Pierre Cardin qui, à force de bâtir un empire sur des licences en tout genre, a dilué l'aura de sa griffe.

« Il y a tant de façons d'exprimer la mode aujourd'hui, rebondit Alix Morabito, des Galeries Lafayette. Nous le voyons tous les jours dans nos rayons, il n'y a pas que les vêtements qui peuvent être des objets de désirabilité. Même une peluche ou un shampoing peuvent être à la mode. »

Nicolas Rohr, l'entrepreneur qui, comme Jean Giono, plantait des arbres (pour compenser l'impact carbone de ses chaussures et vêtements), ne manque pas de souligner « la chance que l'on a d'être ici », sous les peupliers de Faverolles. ■

Performance de danse (à gauche) dans le parc du domaine. Table ronde avec (de gauche à droite) Nicolas Rohr, créateur des baskets écolos Faguo, Anthony Drouot, designer en chef des accessoires de Lemaire, la journaliste Virginie Jacobberger, Alix Morabito, directrice de l'offre des Galeries Lafayette, et Maxime Coupez, du bureau de style Nelly Rodi. QUENTIN BERTOUX



Jérôme Gautier, enseignant à l'IFM, anime un atelier autour de sa collection de magazines de mode. QUENTIN BERTOUX

NOUVEAU

L'ART DE VOYAGER

Globe-trotteur

City-guide

Carnet de route

Repérage

Escale

LE FIGARO voyage

Corée du Sud Nouvelle vague

7€₉₀

EN VENTE ACTUELLEMENT

Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

140 PAGES

Disponible dans tous les points de vente et sur www.figarostore.fr

Le monde des enchères et celui de la philanthropie ne font qu'un ! Sans ces mécènes fortunés qui ont constitué des collections colossales, le marché de l'art n'existerait pas. Les uns les donnent aux musées, convaincus que leurs trésors doivent être préservés et partagés au bénéfice du public. Les autres les vendent pour financer de belles causes, transformant ainsi leur passion en un puissant levier. Leurs noms deviennent ainsi de formidables pedigrees à succès pour les maisons de ventes qui savent à merveille convertir ce patrimoine souvent gardé secret en millions d'euros.

En décrochant la dispersion de Marlene et Spencer Hays, ce couple d'Américains visionnaires dont la passion pour la France fut sans limite, Christie's signe un joli coup médiatique. L'ensemble que celui-ci a réuni en peinture, mobilier et design des XIX^e et XX^e siècles pendant des décennies comptait quelque 600 œuvres réparties entre leur appartement de New York, leur résidence de Paris, élégant hommage à l'Art déco français, et leur demeure de Nashville (Tennessee), parfaite copie de l'hôtel de Noirmoutier, rue de Grenelle à Paris, meublée en XVIII^e.

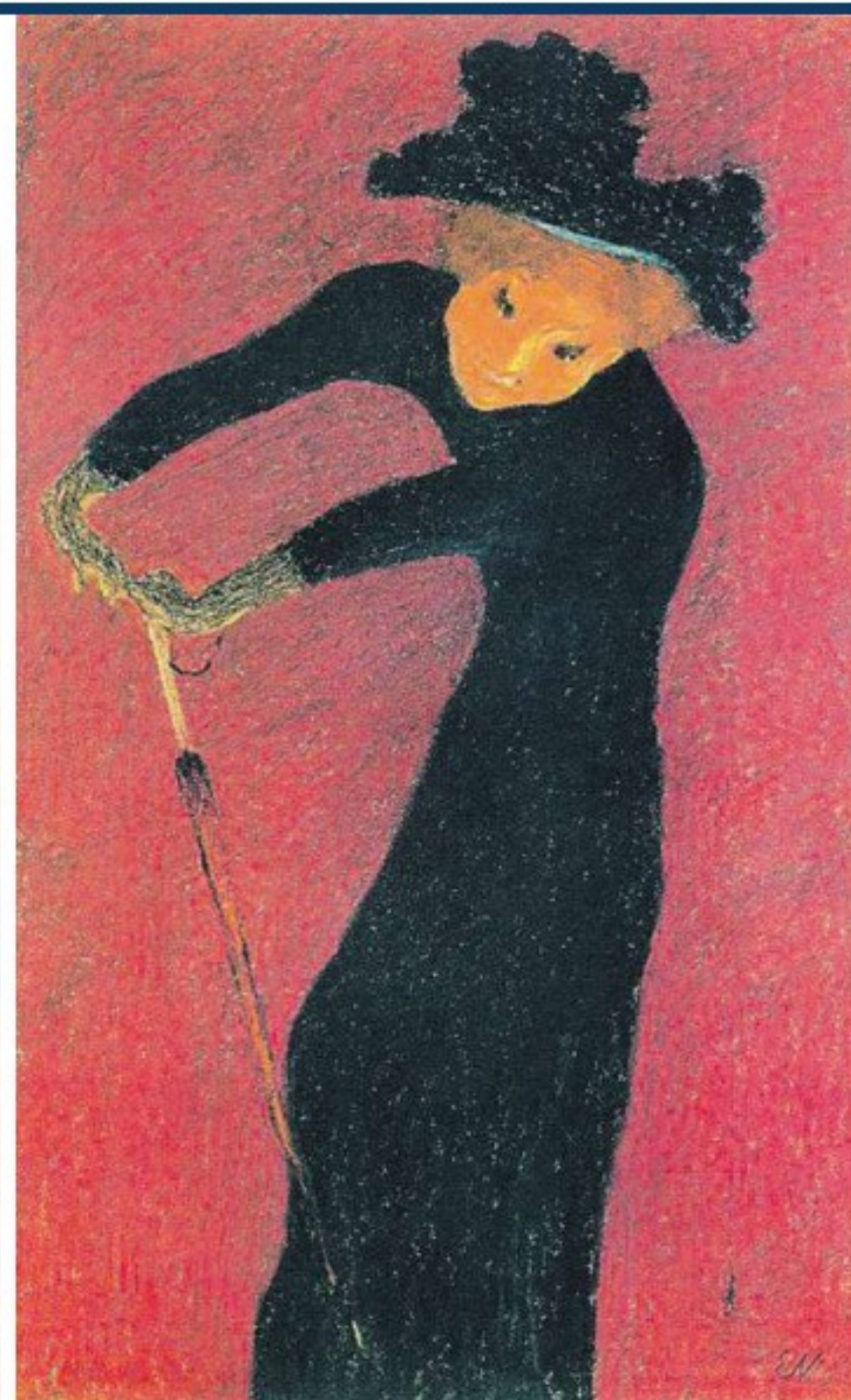
Au regard de cette gigantesque collection qui représente plusieurs centaines de millions de dollars, la maison d'enchères de François Pinault n'en vend qu'une infime partie, pour une estimation de 6 à 9 millions de dollars. Elle met en avant surtout les Monet, Degas, Vuillard (*Deux femmes appuyées à une barrière*, estimé de 1,2 à 1,8 million d'euros, ou *Jane Avril à l'ombrelle*, de 400 000 à 600 000 euros), Renoir ou Bonnard. Ils feront, avec d'autres peintures, sculptures, œuvres sur papier ainsi que du mobilier anglais et européen et des éléments de décoration de leurs demeures, l'objet de sept ventes à New York et Paris, en 2026 et début 2027. Avec 41 lots (estimation de 2 à un peu plus de 3 millions d'euros), un premier volet sera mis aux enchères dans la capitale les 22 et 23 octobre, pendant la foire d'Art Basel Paris. Il sera présenté en collaboration avec The Fine Art Group, une société réputée de conseil à l'international.

Une passion française

Si les Hays n'avaient pas fait don au musée, ils seraient restés inconnus. Ils aimaient la France et Paris, où ils étaient venus pour la première fois en 1971 et ne manquèrent pas d'y revenir chaque année. En 2016, Spencer et Marlene décidèrent de faire une donation de 187 œuvres sous réserve d'usufruit à Orsay, du temps de la présidence de feu Guy Cogeval. Ce qui leur valut de recevoir les insignes de la Légion d'honneur à l'Élysée par François Hollande. Estimé autour de 350 millions d'euros, l'ensemble (23 Vuillard, 12 Bonnard, 4 Maurice Denis et des Corot, Redon, Degas ou Modigliani)



La Barque (1874), de Claude Monet, et Jane Avril à l'ombrelle (1891-1892), d'Édouard Vuillard, seront mis aux enchères, parmi d'autres œuvres. CHRISTIE'S



Ces très chers donateurs qui font la fortune des enchères

Béatrice de Rochebouët

Pour une maison de ventes, décrocher des ensembles constitués par des mécènes assure le succès d'une dispersion. Christie's vend celui du couple américain Hays, lié à Orsay, et de Françoise Lambert, bienfaitrice de Versailles.

avait été dévoilé trois ans plus tôt dans l'exposition « Une passion française » à Orsay. Par sa taille et sa cohérence, cette donation fut considérée comme la plus importante reçue d'un étranger depuis 1945. Un an après la mort de son mari en 2017, Marlene ne s'arrêta pas là. Elle poursuivit leur projet commun, avec une seconde donation de 106 œuvres (40 peintures dont de nombreux nabis, 47 dessins et 19 sculptures), en s'en réservant aussi la jouissance.

Formidable histoire que celles des Hays, tous deux issus de milieux modestes, qui ont acheté de l'art en autodidactes et se sont donné les moyens de leurs ambitions. Spencer, né dans l'Oklahoma et élevé principalement par sa mère et sa grand-mère peu fortunées, fut de la trempe de ces grands self-made-men américains. Dès ses études, il vend des livres au porte-à-porte pour la Southwestern Company,

avant de grimper les échelons et de devenir l'actionnaire majoritaire. Tout s'enchaîne ensuite très vite. Il fonde une entreprise rentable de costumes sur mesure (Tom James Company) qu'il vend aux hommes d'affaires directement à leur bureau ou domicile et rachète maints fabricants de vêtements, réalisant près de 600 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel tandis que sa fortune personnelle était estimée à 4000 millions de dollars par le magazine *Forbes*. De quoi alors se constituer progressivement une collection principalement française de toute première qualité.

Dans un autre genre mais qui met aussi en lumière une philanthrope dont les trésors sont mis aux enchères, Christie's s'apprête à vendre en ligne, du 18 septembre au 1^{er} octobre, la collection de Françoise Lambert. Elle provient de son appartement parisien et

sera dispersée au profit de la Société des amis de Versailles. L'ensemble réunit tableaux anciens et modernes, antiquités, orfèvrerie française du XVIII^e siècle, ainsi qu'un intéressant corpus de meubles signé Gourdin, Jacob, Sené, Leleu et Riesener. Ce groupe, dont l'estimation approche le million d'euros, complète le legs de Françoise Lambert en faveur du remeublement du château de Versailles.

Née à Paris en 1937, Françoise de Pincetioir de Bousquet était issue d'une famille aimant la littérature, les arts et la culture. Guy Lambert, son mari (1928-2008) architecte de formation et bibliophile, était autant passionné par l'Égypte et le Moyen-Orient que par la musique classique. Ensemble, ils parcoururent le monde, d'Alep à Palmyre, découvrant les merveilles de l'antiquité, jusqu'aux bouddhas de Bâmiyân, en Afghanistan. Le couple d'esthètes aménagea leur

appartement avec raffinement, en constituant une collection éclectique d'objets rares chargés d'histoire. On y trouvait des meubles d'époque Louis XV, Louis XVI ou Directoire, sans oublier une impressionnante collection d'ouvrages, de miniatures et de gravures sur le thème de la Révolution française.

Avant sa mort en 2023, Françoise Lambert a désigné la Société des amis de Versailles comme légataire universelle, à charge pour elle de faire revivre les appartements royaux en recréant l'ambiance de l'époque avec ses commodes, bureaux, mais aussi livres, tableaux, objets d'art et porcelaines. Depuis sa création en 1907, cette dernière veille à associer la société civile à la préservation et à la vie de la demeure des rois. Françoise Lambert s'inscrit ainsi dans la longue lignée des généreux donateurs venus du monde entier. ■ www.christies.com

Une rentrée des orchestres sans grande fanfare

Christian Merlin

L'Orchestre de Paris, l'Orchestre national de France et le « Philhar » de Radio France avaient choisi un programme peu exaltant.

Après le lancement en fanfare de la saison symphonique avec les orchestres internationaux invités aux Prem's, c'était au tour des formations maison de faire leur rentrée, dans des programmes pas toujours exaltants : à la Philharmonie pour l'Orchestre de Paris avec Klaus Mäkelä, à l'Auditorium de la Maison de la radio pour l'Orchestre national de France avec Cristian Macelaru et l'Orchestre philharmonique de Radio France avec Jaap van Zweden. Ce dernier effectuait sa première rentrée comme directeur musical du « Philhar », tandis que les deux autres lançaient leur dernière

saison. Mäkelä bénéficiait encore du dispositif des Prem's, garantie d'un public vibrant, à qui cela ne fait pas peur de rester debout pendant la bonne heure et demie que dure la *Symphonie n° 3* de Mahler. Mais le chef finlandais n'a pas attendu cela pour que le public de la Philharmonie l'adopte, et l'ovationne dans une *Troisième* qui semble résumer tous ses apports à l'Orchestre de Paris : un jeu large, chaud, généreux, parfois trop éclatant mais sachant aussi se faire velouté. Dirigeant par cœur la centaine de minutes de cette symphonie-monde, il semble évoluer vers une gestuelle moins expansive, plus centrée. Rien de plus

passionnant que de suivre la progression d'un chef qui a la vie devant lui !

Il conduit la trajectoire de l'œuvre avec un sens admirable du grand arc. On regrette tout un peu qu'il ne soit pas plus sensible à la couleur d'Europe centrale de cette musique aux états d'âme si contrastés. Mais la mélancolie du solo de cor de postillon joué en coulisse par Célestin Guérin, l'émotion poignante du lied de Nietzsche chanté par Wiebke Lehmkuhl et la progression patiente et sereine de l'immense finale balaient bientôt cette impression de lissage des aspérités, pour laisser place à une conclusion grandiose. Encore neuf mois pour profiter de cette musicalité épanouie !

Le lendemain, c'est dans le cocon de l'Auditorium de Radio France que Cristian Macelaru lançait son ultime saison avec un programme peu festif, mais autobiographique : Bernstein pour les États-Unis, où Macelaru a lancé sa carrière, Saint-Saëns pour la France, où il vient de passer six ans, et son cher Georges Enesco, le grand homme de sa Roumanie natale, dont il a enregistré l'intégrale des symphonies. Sans esbroufe, Macelaru anime avec ferveur et vitalité les trop

rars *Chichester Psalms* de Bernstein, avec le concours remarquable du Chœur de Radio France et d'un bouleversant jeune chanteur de la Maîtrise : Eliot Louvet.

Une synthèse rare

Point culminant : la prestation passionnante du violoncelliste Nicolas Altstaedt dans le *Concerto n° 1* de Saint-Saëns. En résidence à Radio France cette saison, le soliste germano-français captive par sa sonorité chaude et boisée, rappelant les cordes en boyau, et sa manière de rendre la musique éloquente avec une synthèse rare d'ardeur romantique et de pureté classique. Après l'entracte, avec tout le respect dû à l'engagement de Macelaru envers son grand compatriote, et malgré l'élégance sonore d'un National en période de transition, on persiste à trouver bien bavarde la *Symphonie n° 1* d'Enesco, peu propice à un concert de rentrée.

Le troisième soir saluait la prise de fonction de Jaap van Zweden à la tête du « Philhar ». Cette fois, c'est la première partie du programme qui se révélait plutôt plombante pour un concert inaugural ! On espère que le chef néerlandais aime d'autres musiques

contemporaines que celle de l'Américain Joel Thompson, toute en poncifs et effets faciles issus de la musique de film. Quant à la *Sonate pour violon et piano* de Ravel, elle n'attendait pas vraiment l'instrumentation de Yan Maresz qui, en transposant la partie de piano à l'orchestre, grossit le trait et fige la partie de violon, fût-elle jouée par Renaud Capuçon.

C'est donc sur la *Symphonie n° 5* de Chostakovitch que l'on comptait pour voir à l'œuvre la complicité entre le nouveau directeur musical et un « Philhar » très affûté. Van Zweden l'a souvent dirigée, y compris à l'Orchestre de Paris, et elle permet de se faire une bonne idée de son style. Un style charnu, robuste, vigoureux, produit d'un travail exigeant sur la mise en place et les attaques. L'exécution frappe par sa puissance de feu mais laisse peu de place à la respiration et aux variations de couleurs. On est impressionné plus qu'ému, la saisissante coda étant trop athlétique pour diffuser la peur de la terreur stalinienne exprimée par Chostakovitch. On a vu un très efficace éducateur d'orchestre, on a encore besoin d'être convaincu qu'il peut laisser parler la sensibilité. ■

Écoutez toute l'actualité des jeunes talents avec Thierry Hillériteau

"Nouvelle génération", chaque mardi à 20h dans le Journal du Classique avec LE FIGARO



Bartholdi en toute liberté au Musée d'Orsay

Éric Biétry-Rivierre

Pour les 140 ans de sa statue, allégorie du nouveau monde républicain, une exposition fait son portrait. Retour sur un sculpteur opiniâtre et débrouillard, entrepreneur génial, mais qui a été maintenu dans l'ombre de son chef-d'œuvre.

P rise entre trumpisme et wokisme, la Statue de la Liberté à New York fait grise mine. Mais puisqu'elle a été conçue pour le centenaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis – dont on célèbre cette année le 250^e anniversaire –, l'occasion a semblé propice pour qu'elle se rappelle à notre bon souvenir. Elle et son sculpteur démiurge caché dans son ombre : Frédéric Auguste Bartholdi, né le 2 août 1834 à Colmar et mort à Paris le 4 octobre 1904.

Maquettes, statuettes, photographies : le Musée de Colmar a envoyé à celui d'Orsay plus de la moitié de ce qu'on découvre dans un parcours très complet. Tirant la leçon de l'expérience réussie lors de l'exposition sur la naissance de l'impressionnisme, un espace immersif se déploie sur près de 700 m². Avec un casque de réalité virtuelle, nous voilà transportés durant une demi-heure dans le premier Manhattan ou dans l'atelier de Bartholdi, plaine Monceau. Entre les deux, on passera par ces foires et autres Expositions universelles qui proposaient dans les années 1880 d'entrer dans le bras ou dans la tête de la belle contre quelques sous.

En sus, le Musée des arts et métiers proposera, du 22 septembre au 1^{er} août 2027, une exposition centrée sur les techniques de fabrication de la géante. Tandis qu'à Fort Worth, au Texas, l'Amon Carter Museum of Américain Art conte la fortune critique de l'icône, de ses produits dérivés à ses apparitions au cinéma, de Chaplin à *The Brutalist* en passant par Sergio Leone ou Coppola. Enfin, Arte diffuse un excellent documentaire biographique, lui aussi truffé de reconstitutions bluffantes. Chacun peut donc tout savoir de l'œuvre comme de l'homme. Les deux étant aussi passionnants qu'admirables.

De cette *Liberté éclairant le monde*, on suit donc d'abord la conception comme la fabrication. Puis le voyage (en 230 caisses dans un seul vapeur), l'érection jusqu'à l'inauguration, un jour tellement faste que Manhattan a pour la première fois confectionné des

confettis. Parfaitement cerné également : le contexte farouchement républicain présidant à l'entreprise. De part et d'autre de l'Atlantique, les deux nations doivent se serrer les coudes, promouvoir la grande valeur héritée des Lumières et des révolutions, prouver en outre que ce sont elles les matrices du monde contemporain puisqu'elles savent rendre possible ce qui semble impossible.

Goût pour la démesure

La première ébauche est là, en glaise, minuscule. Elle a une allure moins d'une antiquité ou d'une Marianne dépoitraillée à la Delacroix que d'une paysanne égyptienne. C'est que, jeune, Bartholdi a longtemps navigué sur le Nil. Cet ambitieux qui mise tout sur la grande commande publique a d'abord imaginé doter d'un phare le canal de Lesseps (autre entrepreneur de génie). Et puis il a vu les pyramides, les colosses de Memnon. Cela lui a donné d'autres idées. Comme les pharaons, il compte laisser des traces qui dureront des siècles. En France, David d'Angers et Auguste Clesinger comptent parmi



ses influences. Son mentor est Ary Scheffer ; Bartholdi a d'ailleurs étudié dans sa demeure parisienne devenue le Musée de la vie romantique. Mais son goût pour la démesure lui est propre. En témoignent les reproductions de ses premiers bronzes monumentaux, les originaux ayant été fondus par l'occupant durant la Seconde Guerre mondiale. Il y a là une statue de La Fayette et surtout une réduction d'un monument élevé porte des Ternes à la mémoire des aéronautes héroïques de 1870, ceux ayant assuré le lien entre Paris assiégé et la province. Ce *Ballon*

des Ternes, ancêtre de celui créé aux Tuileries à l'occasion des derniers Jeux olympiques, atteste d'un républicanisme ardent. Tout comme à Belfort où rugit son lion de grès installé au flanc de la citadelle et symbole de résistance. Sur place, le capitaine de la garde nationale Bartholdi avait lutté armé à la main contre les Prussiens.

Mais une aventure plus formidable encore l'attendait. Aventure politique autant que technologique, ou l'on croise Viollet-le-Duc en aîné (il préconise de fines plaques de cuivre pour l'enveloppe de *La Liberté*) et Gustave Eiffel en assistant (il en a conçu l'armature). C'est aussi une aventure financière, médiatique, diplomatique. Pour chacun de ces aspects, Bartholdi a su se montrer opiniâtre et beaucoup innover.

Si besoin aussi, il s'adaptait. Les chaînes brisées imaginées à l'origine au pied de son allégorie ? Elles heurtent encore ce pays qui vient d'abolir l'esclavage. Il les supprime. De même, à la lanterne des sans-culottes, il préfère le flambeau antiquisant de la connaissance et de la solidarité, au bonnet phrygien, le diadème solaire, et aux Tables de la loi, la mention du 4 juillet 1776 gravée en chiffres romains. Autant de symboles alors jugés plus fédérateurs. Mais, de manière générale, rien ne pouvait être de trop pour cet apôtre du libéralisme entrepreneurial, tombé amoureux de ce continent titanique dès qu'il a vu les chutes du Niagara, les séquoias de Californie et le Grand Canyon.

Dans le parcours enfin, l'aspect collectif du projet est souligné. Bartholdi ne serait rien sans ses collaborateurs et

Pour réunir les fonds nécessaires à la construction de sa statue, Bartholdi s'est fait publiciste, avec la production d'images et de produits dérivés.

GEDEON EXPERIENCES - BACKLIGHT - MUSÉE D'ORSAY - VIVE ARTS

praticiens. Et rien sans ses hommes-clés, cercles multiples de soutiens et de relais présentés dans le détail. Par exemple, lorsque *Lady Liberty* débarque en Meccano à Manhattan, les tycoons de la V^e avenue rechignent à participer au financement de son piédestal, pourtant de la responsabilité du gouvernement américain. Tout menace donc de s'écrouler. Sauf qu'un soutien décisif apparaît. Joseph Pulitzer, alors propriétaire de *New York World* (il donnera son nom au célèbre prix de journalisme), lance une souscription. L'engouement est au rendez-vous. Il permettra l'érection à l'emplacement que l'on connaît. Soit devant le port de New York, sur un îlot jadis propriété du clan Kennedy, et non à Philadelphie comme cela fut un temps envisagé.

« Connue avant d'exister »

Déjà, pour réunir des fonds, le sculpteur s'était fait publiciste. Contemporain du développement de la presse illustrée, il a diffusé au maximum les images de son projet fou. Idem avec la production de produits dérivés. Et puis il y a eu une loterie, des galas... « *Au point que la statue était connue internationalement bien avant même d'exister* », résumait les commissaires François Blanchetière, conservateur en chef au département sculpture d'Orsay, et Juliette Chevé, directrice du Musée Bartholdi à Colmar.

Dans les grandes foires et autres expositions internationales, chacun pouvait prendre un ticket pour monter dans l'avant-bras jusqu'au flambeau ou, toujours par un escalier en colimaçon, dans la tête. Ces deux parties à l'échelle définitive avaient été soigneusement construites les premières. À Paris, les ateliers de la rue de Chazelles se visitaient également. Pour quelques francs, on découvrirait ces vastes hangars, ruelles du 17^e arrondissement vibrantes d'environ 600 ouvriers, dont il ne reste plus rien.

Les immeubles chics de la plaine Monceau les ont remplacés, mais par le truchement des images qui documentent la progression de l'icône porte d'entrée du Nouveau Monde et avec l'illusion 3D concoctée par la société Gédéon, les voilà ressuscités. Entre autres célébrités ayant connu ces lieux et découvert la silhouette de la statue, Victor Hugo a témoigné : « *C'est superbe ! (...) Cette belle œuvre tend à ce que j'ai toujours aimé, appelé : la paix.* » En fan de Bartholdi, cet autre amoureux du grandiose comme du principe républicain était même reparti avec un morceau de cuivre dédié.

« *Auguste Bartholdi. La Liberté éclairant le monde* », au Musée d'Orsay (Paris 7^e), jusqu'au 31 janvier 2027. Tél. : 0140494814.

www.musee-orsay.fr. Catalogue Hazan, 192 p., 35 €. À voir : le documentaire de Julien Johan sur Arte le 26 septembre à 20h55 et dès le 15 septembre sur arte.tv.



Entre 1881 et 1884, le modèle en plâtre de la main gauche de *La Liberté éclairant le monde* est réalisé dans les ateliers Gaget, Gauthier & Cie, à Paris.

MUSÉE BARTHOLDI / C. KEMPE

Picasso 2030 : Paloma Picasso au cœur du projet

Valérie Duponchelle

Cinq architectes et paysagistes ont été retenus pour imaginer un jardin propre à la sculpture du maître. Il reliera mieux le cœur de Paris et le musée.

Paloma Picasso, fille de l'artiste et présidente de Picasso Administration, et Cécile Debray, présidente du Musée Picasso, ont dévoilé vendredi dernier l'avancée du projet architectural et paysager Picasso 2030. Cette petite révolution a été annoncée en septembre 2025, lors du 40^e anniversaire du Musée Picasso. À la création d'un jardin unique de sculptures de Picasso, il associe la construction d'une nouvelle aile dédiée aux expositions temporaires dans l'hôtel Salé. Celui-ci sera réaménagé, tout en restant ouvert pendant les travaux.

À l'horizon 2030, on doit retrouver « *l'équilibre parfait d'un hôtel particulier du XVII^e à l'architecture classique entre cour et jardin* », souligne Cécile Debray. La grille qui sépare aujourd'hui l'arrière du musée et le petit jardin municipal sera repoussée vers la rue Vieille-du-Temple, avec une porte ouverte sur la ville, dans les horaires d'usage, qui sera refermée le soir.

L'entrée au musée restera au 5, rue de Thorigny (3^e). « *C'est un lieu secret, le Musée Picasso, personne ne passe dans la rue Thorigny, sauf s'il va au musée* », souligne Paloma Picasso, qui longtemps habita tout près et avait coutume de guider à bon port les touristes, intrigués par son visage de statue.

Ce sera un jardin de (grandes) sculptures de Picasso où le végétal remplacera les socles et les mises à distance. La ville de Paris est propriétaire du site. Pour arriver à cette métamorphose et recréer sans heurts l'espace historique, un concours a été lancé. Picasso 2030 arrive à un « point d'étape » important avec l'annonce des cinq équipes d'architectes-paysagistes finalistes retenues par le jury : Antoine Dufour (ACMH) avec l'agence de paysage Wagon Landscaping ; Lina Ghotmeh, Pierre-Antoine Gatier et la paysagiste Florence Mercier ; NeM/Niney et Marca Architectes, RCR et la paysagiste Jacqueline Osty ; Stanton Williams,

Atelier PNG et le paysagiste Vogt ; Francesca Torzo, Dubrigny Architectes et la paysagiste Sarah Price Landscapes. Le lauréat sera désigné en janvier 2027.

« *Pour moi, le Musée Picasso est la dernière maison de Picasso à Paris et sa famille doit en prendre soin comme telle* », dit Paloma avec sa chaleur singulière, cheveux de ténèbres et bouche bien rouge. Le projet global est autofinancé.

« J'ai vécu avec ce peuple de sculptures, j'ai joué autour, quand j'étais enfant, avec mon frère Claude. J'y ai même caché un jouet, un pistolet de pirate, qui doit y être encore. On va le chercher aux rayons X ! »

Paloma Picasso

Fille de Pablo Picasso, créatrice de mode et femme d'affaires

Grâce d'abord à la famille Picasso, grand mécène du musée, auquel elle offre, par le biais d'un droit de tirage exceptionnel et exclusif, 4 sculptures en bronze pour son futur jardin et 4 autres sculptures dont la cession est destinée à financer les travaux, soit 8 tirages posthumes à partir de 6 modèles distincts. Ces tirages uniques de quelques-unes des plus importantes sculptures de Picasso (dont *Femme au jardin*, 1930, *Tête de femme* et *Buste de femme*, 1931, *Petite-fille sautant à la corde*, 1931) seront réalisés dans le respect des techniques employées par l'artiste à la fonderie de Saint-Gal (Suisse), qui gère l'Estate du sculpteur suisse Hans Josephsohn. La production commence lundi.

Paloma Picasso et Cécile Debray ont su convaincre tout le monde par leur « *enthousiasme justifié* », la ville comme la rue de Valois, les habitants du quartier comme les représentants des Monuments historiques, les autres membres de la famille Picasso comme

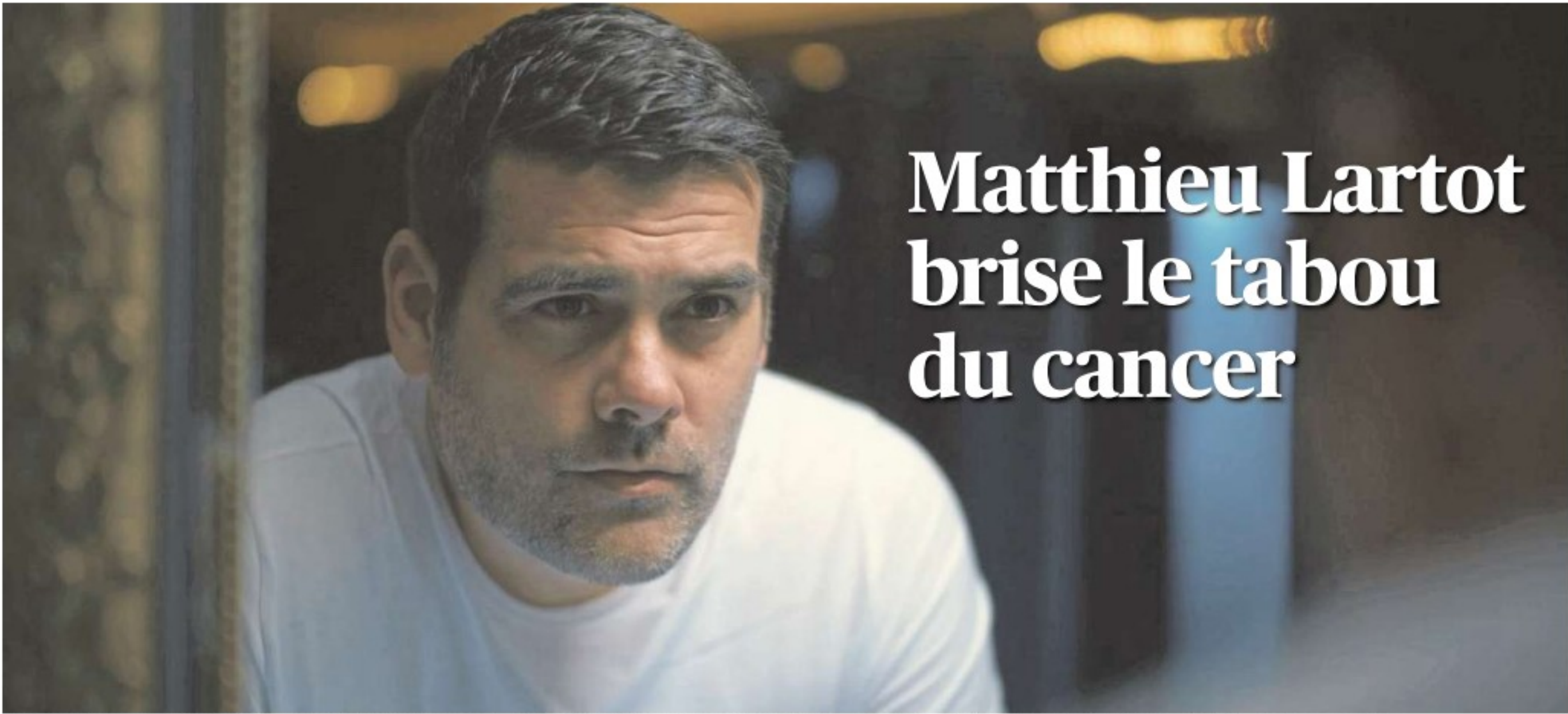
les conservateurs. « *J'ai vécu avec ce peuple de sculptures, j'ai joué autour, quand j'étais enfant, avec mon frère Claude. J'y ai même caché un jouet, un pistolet de pirate, qui doit y être encore. On va le chercher aux rayons X !* », s'amuse Paloma.

Un projet déjà financé à près de 90 % : du jamais vu ! Grâce donc à la DQ Art Foundation, grand mécène du Rijksmuseum, qui s'est portée acquiescente pour 40 millions d'euros de 4 sculptures en bronze issues de ce droit de tirage. Promises en don, elles seront exposées au Don Quixote Pavilions and Garden du musée néerlandais. Grâce enfin aux mécènes réunis au sein du Musée Picasso et de sa Fondation abritée par l'Académie des beaux-arts : une levée de fonds a été lancée pour réunir 15 millions d'euros auprès de mécènes. Le premier dîner de gala en juin a été une réussite. Le grand public sera aussi invité à y participer lors d'un appel aux dons pour le jardin, qui sera lancé en 2027. ■

Emmanuelle Litaud

Le journaliste sportif est le fil rouge d'un très beau documentaire de France 5 dans lequel témoignent plusieurs personnalités.

« Le cancer est encore très tabou dans notre société. Il y a une nécessité absolue à parler de cette maladie qui concerne tous les Français », explique Matthieu Lartot. Le journaliste sportif de France Télévisions sait de quoi il parle. Il a lui-même été touché par deux cancers du genou, l'un à 17 ans, en pleine adolescence, et un autre 26 ans plus tard, à 43 ans, nécessitant l'amputation de sa jambe droite. Une histoire personnelle qu'il a déjà partagée avec le grand public. Cette fois, il va plus loin avec le documentaire *Ce qui nous tient debout*, réalisé avec sensibilité et pudeur par Anouk Burel. Fil rouge du film, il retrace de manière beaucoup plus intime ses deux combats face à la maladie en se confiant face caméra et en partageant ses ressentis. Ceux qui l'ont accompagné au quotidien durant toutes ses années témoignent aussi, ses soignants mais surtout ses proches, ses parents mais aussi sa femme et ses enfants. « Ça n'a pas été simple de les convaincre de parler mais ils l'ont fait en toute conscience. On en a beaucoup discuté en amont. Il y avait mes parents aussi. C'était une responsabilité pour moi de les embarquer à nouveau dans quelque chose qui aura forcément un impact sur eux », confie le journaliste.



Matthieu Lartot brise le tabou du cancer

« Ce n'est pas un documentaire médical ni un mode d'emploi, il n'y a pas d'injonction », explique le journaliste Matthieu Lartot. FRANCE.TV STUDIO

Matthieu Lartot n'est pas le seul à évoquer la maladie. Il a convié d'autres personnalités touchées par le cancer ou celui d'un de leurs proches à partager leur histoire. « On a sollicité beaucoup de personnalités pour prendre la parole dans ce film et on a essuyé énormément de refus. L'idée n'est pas d'incriminer qui que ce soit, mais ça reste une réalité. C'est très difficile », précise Matthieu Lartot. Quelques-uns ont toutefois accepté. La journaliste sportive Mary Patruix, touchée par une récurrence de son cancer du sein il y a quelques mois, revient sur son combat et la manière dont elle a évoqué sa maladie avec ses enfants. Thomas Dutronc, qui a accompagné sa mère, Françoise Hardy, Philippe Cave-

rievre, qui a perdu sa jeune sœur et sa mère d'un cancer, se confie également sur leur rapport à la maladie. Enfin Alice Detollenaere et son compagnon Camille Lacourt racontent la manière dont ils ont vécu, en couple, cette épreuve. Quelques anonymes sont aussi présents dans le film comme Lise, 13 ans, touchée par le même cancer que Matthieu Lartot, à la cheville, et amputée sous le tibia. « Un voyage émotionnel » Ces témoignages empreints d'une grande sincérité, à la fois puissants et rares, offrent une vraie profondeur à ce film. « On a voulu mettre en images non pas une maladie et un traitement, mais

tout un voyage émotionnel, à chaque fois unique et pourtant universel », explique la réalisatrice. « Ce n'est pas un documentaire médical sur le cancer ni un mode d'emploi, il n'y a pas d'injonction. Ce sont vraiment des ressentis et une part intime de chaque histoire », complète le journaliste, qui avoue que le cancer a exalté sa vie « dans le bon comme le moins bon » et a « changé sa perception du monde ». Il en est sûr : libérer la parole et faire voler en éclats le tabou du cancer reste une mission d'utilité publique. Surtout face aux chiffres annoncés qui font froid dans le dos : chaque jour, la France compte 1200 nouveaux cas. « C'est important aussi d'encourager les

gens à se détacher du sentiment de peur et de vulnérabilité, d'aller se tester, parce qu'on sait très bien que plus on découvre tôt cette maladie, plus on a de chances de guérir. C'est l'un des enjeux forts de ce film. Et puis, si cela peut nourrir certaines réflexions chez nos hommes et nos femmes politiques, on aura doublement rempli notre mission », conclut Matthieu Lartot. Ce documentaire essentiel, riche et poignant sera suivi par un débat animé par Karim Rissouli dans le cadre du magazine « C ce soir ». ■

« Ce qui nous tient debout » À 21h05, sur France 5 Notre avis : ●●●●

« Portée disparue » : la quête destructrice d'un père

Constance Jamet

Sur la trame vue et revue de l'enfant disparu, cette série australienne propose une approche différente, plus psychologique et ambiguë.

Le motif de l'enfant porté disparu sans laisser de trace est devenu un sous-genre à part entière des polars. Au milieu des années 2010, les séries britanniques à succès *Broadchurch* ou *The Missing* ont lancé, malgré elles, une vague d'imitations et d'ersatz pas toujours dignes, parfois racoleurs. De quoi rester sur ses gardes quand on découvre le synopsis de la série australienne *Portée disparue*, lancé vendredi dernier sur Apple TV. Il y a dix ans, la vie de l'inspecteur Ian Hunt s'est effondrée : sa fille Maggie, âgée de 5 ans, s'est volatilisée. Désormais répartiteur des appels au sein de la police, Ian se raccroche à l'idée qu'elle est toujours en vie. Mais suite à

des intempéries, le cadavre d'un enfant est retrouvé. Il pourrait s'agir de la dépouille de Maggie. Ian, que le drame a poussé vers l'alcoolisme, est prêt enfin à faire son deuil. Sauf que par une cruelle ironie du sort, il reçoit, peu après, un appel de détresse d'une adolescente, en mauvaise posture suite à une soirée trop arrosée. Ian est persuadé de reconnaître la voix de Maggie au bout du fil... La série ne laisse pas le spectateur longtemps dans le doute. Maggie s'appelle désormais Sarah et est élevée par un pieux couple de reclus. Une autarcie que l'adolescente commence à contester. Sur la trame vue et revue du bambin absent, *Portée disparue* propose une

approche différente, plus psychologique et ambiguë. Cette grille de lecture fait accepter ses rebondissements étonnants, qui reposent non pas sur des secrets mais sur des traumatismes. Guidé par son obsession, Ian est autant le héros qu'une force destructrice autour de lui, un père aimant mais distant et faillible avec son fils aîné. Un dénouement intelligent « Au départ, Ian passe pour le protagoniste, et l'autre figure paternelle controversée de la série, Henry, qui maintient sa famille coupée du monde, est le méchant. Au fil du récit, la ligne de démarcation n'est plus aussi tranchée : Ian et Henry sont les deux faces d'une même

pièce, une masculinité à vif qu'ils échouent à canaliser. Ils sont têtus et veulent obtenir justice. Peu importent les dégâts collatéraux », souligne Patrick Brammall. Soupirant fade d'Anne Hathaway dans *Le diable s'habille en Prada 2*, le comédien de 50 ans trouve sous les traits de Ian un rôle autrement consistant et corsé. « Portée disparue traite avant tout des blessures intérieures des personnages. Ce qui motive leurs actions, c'est ce besoin viscéral d'aimer et d'être aimé », ajoute-t-il. La nature hostile australienne contribue à l'atmosphère étrange et insaisissable de ces six épisodes. L'intrigue du roman, qui a inspiré *Portée disparue*, se

déroulait au Texas. Le déplacement aux antipodes rend plus crédible l'isolement de Sarah. « Nous avons tourné sur la côte des Naufrages dans le Victoria, ainsi que dans l'arrière-pays. Les paysages accidentés et rugueux sont époustouflants », salue Patrick Brammall. La série a aussi l'intelligence d'offrir un dénouement à rebours des attentes du spectateur. Au happy end de rigueur, le thriller privilégie une solution réaliste qui laisse, in fine, Sarah seule maîtresse de son destin. ■

« Portée disparue » 6x50 minutes, sur Apple TV Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7336

HORIZONTALEMENT

1. Détours en cours. - 2. Vit sans le savoir. - 3. Fasse long feu. - 4. Remise en vigueur. - 5. Pacte atlantiste. C'est du vol manifeste, même quand son milieu est doublé. - 6. Couchées et froides. - 7. En Belgique et en Algérie. Blés jaunes fanés. - 8. Génie de la natation. S'est avachie en vieillissant. - 9. Félin bondissant de la savane. - 10. Dépôt sous le manteau. Frère adoptif. - 11. Direction. Somme investie. - 12. Laisée sans compagnie.

VERTICALEMENT

1. Cacatoès noirs très huppés. - 2. Elle blesse par ses remarques acerbes. - 3. Fruit couronné. Collaborateur de la NRF. - 4. Porte une appellation individuelle. - 5. Circule en Arménie. Grecque dans la chanson ou française dans la littérature. Refrain de Blanchette. - 6. Petite pièce aratoire. Matière à crottins. - 7. Mis en dernière demeure. Conséquence fâcheuse de rapports. - 8. Canonisée dans un monastère. Dame de compagnie.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

BRIDGE Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3499 : Quasi parfaite

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3498 : Reçu dix sur dix

Contrat : Sud joue 4 Cœurs.

La séquence (Pers. vuln.) : Nord ouvre de 1♠, Sud répond 1♥, Ouest barre à 3♣, Nord soutient à 3♥ et Sud conclut à 4♥.

Entame : Dame de ♠ prise du Roi. Vous encaissez Roi-Dame de ♥ et Ouest défausse un ♠.

Si vous revenez dans votre main à l'atout pour couper un ♠, la défense vous raccourcira en jouant ♦. Si vous jouez ♦, Est prendra et jouera atout. Enfin, si vous purgez les atouts pour tenter l'impasse à ♠, son échec vous mènera droit à une lourde chute. Ce qui vous manque, c'est une rentrée en main annexe à l'atout pour couper votre ♠ perdant. Créez-la à ♠ en jouant le 10 de ♠, la carte juste. Peu importe qui prend et donc peu importe que l'impasse réussisse ou non. Si Est rejoue atout, faites la levée en main, coupez le 5 de ♠, retournez en Sud au Valet de ♠, purgez le dernier atout et tablez. Si la défense donne trois tours de ♠, coupez, encaissez l'As d'atout, montez au mort au Roi de ♠, purgez le dernier atout d'Est, descendez en main au Valet de ♠ et terminez en encaissant les deux As noirs.

Contrat : Sud joue 6 Piques.

Entame : Dame de ♦ prise de l'As. Sur As-Roi de ♠, tout le monde fournit.

♠ V10 8 4
♥ A D 9 3
♦ 9
♣ D V 9 5

♠ A R D 9 3
♥ 6 4 2
♦ A R 4
♣ A 2

♠ A R 10 8
♥ R D 10 6
♦ 9 7 6 5
♣ R

♠ 9 2
♥ 2
♦ D 4 2
♣ D V 10 9 8 7 4

♠ D 7 5
♥ 9 8 7 4
♦ A R 10 3
♣ 6 2

♠ V 6 4 3
♥ A V 5 3
♦ V 8
♣ A 5 3

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7335

HORIZONTALEMENT

1. DiCaprio. - 2. Enraient. - 3. CSA. Lido. - 4. Labdanum. - 5. Éloi. SML. - 6. Nître. Es. - 7. CV. Aven. - 8. Han. Epte. - 9. Atopie. - 10. Nivelles. - 11. Toit. Léa. - 12. Enseveli.

VERTICALEMENT

1. Déclenchante. - 2. Insalivation. - 3. Crabot. Novis. - 4. Aa. Dira. Pête. - 5. Pila. Éveil. - 6. Reins. Épelle. - 7. Indument. eeL. - 8. Otomis. Essai.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

BRIDGE E-SHOP by le Bridgeur

WWW.BRIDGE-ESHOP.COM

COMMANDEZ EN LIGNE !

LIVRES • LOGICIELS • CARTES

MATÉRIEL DE BRIDGE • JEUX • REVUES

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

RONDES DES MOTS :
LIGNE 1 : UNIONS, DEMAIN, FLAMME, VERBAL, LIGNARE, OBLONG.
LIGNE 2 : OSERS, AUBIS, MÊTEIL, BLATTE, ASTRAL, ORANTS.

Ethan Hawke, l'acteur aux neuf vies



PAR
Constance Jamet
Envoyée spéciale
à Deauville

Honoré au Festival américain du cinéma de Deauville, le comédien, révélé en 1989 par « Le Cercle des poètes disparus », est à l'affiche du film d'action à l'ancienne « Les Contrebandiers ». Une nouvelle corde à son arc pour ce touche-à-tout jamais blasé.



Lors de l'inauguration du 52^e Festival du cinéma américain, Ethan Hawke a reçu le Deauville Talent Award récompensant sa carrière éclectique et imprévisible. CASTEL FRANK/ABACA

Lors de l'ouverture du 52^e Festival du cinéma américain de Deauville, le 4 septembre, Juliette Binoche avait vu juste en remettant à Ethan Hawke son trophée honorifique du Deauville Talent Award, qui récompensait la carrière éclectique et imprévisible de l'acteur américain. « Tu seras à jamais Jesse de la trilogie romantique Before Sunset : cet homme intelligent, sentimental et volubile qui nous a tous fait tomber sous ton charme », prophétisait la comédienne française. À peine sommes-nous assis dans la suite présidentielle du Royal Barrière que le Texan de 55 ans, révélé en 1989 par *Le Cercle des poètes disparus*, se met à penser à haute voix et laisse entrevoir une nostalgie douce-amère.

« Les années ont défilé si vite. Revenir au Festival de Deauville me fait penser à ceux qui ne sont plus là. La mélancolie le

dispute au bonheur : la personne que j'étais à l'époque serait ravie de savoir où l'avenir m'a mené », salue le comédien. Ethan Hawke avait foulé les planches au début des années 1990 pour y présenter, au côté d'un majestueux husky croisé chien loup, une adaptation du roman de Jack London *Croc-Blanc*. Cette première visite en Normandie l'avait plongé dans l'embarras. « J'avais 19 ans. Je voulais être un grand acteur. Je me sentais comme le chien qui m'accompagnait : un animal à qui on apprend à faire des tours de cirque. »

Aujourd'hui, il revient dans la station balnéaire normande dans un tout autre état d'esprit. Pour y défendre *Les Contrebandiers*, de Padraic McKinley. Dans ce thriller d'époque étonnant qui sort en salle ce mercredi, mi-récit de braquage, mi-survie dans une nature hostile, il campe un père célibataire peinant à joindre les deux bouts dans

l'Amérique de la Grande Dépression. Envoyé dans un camp de travaux forcés, il se voit offrir la possibilité d'une sortie anticipée s'il accepte de convoier des lingots d'or volés en pleine forêt. « Avec Padraic, nous dressions le constat qu'on ne fait plus vraiment des films d'action à l'ancienne sans effets spéciaux, ni fond vert, à la Paul Newman, Steve McQueen ou Clint Eastwood, mettant en scène un bon gars que le spectateur peut admirer et respecter. Nous avons besoin de davantage de modèles masculins positifs », plaide Ethan Hawke.

Mentors généreux

Il souhaitait relever le défi tant que son corps le lui permettrait encore. « Nous étions en pleine nature et avions l'impression d'accomplir une mission héroïque. Il y a une scène où je suis au milieu d'un pont suspendu en ruine. Je dois attraper les lingots que mes acolytes me

lancent. La veille, je m'étais fait une elongation aux ischio-jambiers. Je souffrais le martyre. Les cordages me brûlaient la peau. Il pleuvait. Mais on ne s'engage pas dans un film d'action si on n'a pas un tant soit peu le goût de l'aventure », sourit ce cousin éloigné du dramaturge Tennessee Williams.

Ethan Hawke l'assure : il vit « (ses) années les plus fertiles ». En l'espace de vingt-quatre mois, ce père de quatre enfants a tourné son neuvième et plus radical film avec son complice, le réalisateur Richard Linklater. Dans *Blue Moon*, huis clos qui lui offre un monologue quasiment ininterrompu et lui a valu une nomination à l'Oscar du meilleur acteur, il incarne le maudit parolier de Broadway, Lorenz Hart (1895-1943). Le comédien est aussi allé faire un tour dans le court-métrage western de Pedro Almodovar *Strange Way of Life* et est apparu en savant fou dans le clip de Taylor Swift, *Fortnight*. Il porte la série policière de Disney+ *The Lowdown*. « Nous traversons une époque agitée, qui pousse la communauté artistique à donner le meilleur d'elle-même », plaide cet auteur de six livres, de clips musicaux et de documentaires pointus. Notamment sur l'iconique Chelsea Hotel, repaire des musiciens et des écrivains de New York.

« Je me sens comme un chat : je suis extrêmement curieux, je retombe assez bien sur mes pattes. Je travaille depuis l'âge de 14 ans. Je dois constamment élargir ma façon d'aborder les choses », analyse ce fils d'une enseignante et d'un actuaire en assurances. Ethan Hawke raconte avoir découvert sa vocation en assistant à une représentation de la pièce de Sam Shepard, *L'Ouest, le vrai*, emmenée par un John Malkovich « éblouissant ».

Il fait ses débuts à 15 ans, en 1985, devant la caméra de Joe Dante dans le film de SF *Explorers*. Ce sera un échec au box-office. Mais quatre ans plus tard, c'est la consécration avec *Le Cercle des poètes disparus* de Peter Weir, où il campe un élève de pensionnat timide. « Nous étions à mille lieues d'imaginer l'impact du film sur la pop culture. Récemment, ma mère l'a montré à ma fille cadette qui a adoré », s'étonne Ethan Hawke.

Peter Weir, Robin Williams, il ne va pas manquer de mentors généreux. Mais sa rencontre en 1993, via un ami commun, avec Richard Linklater va tout changer. Son compatriote texan lui envoie le script de *Before Sunrise*, chronique d'une nuit de conversation, sans artifice et dans un flux de conscience fascinant, sur la vie et l'amour entre une Française (Julie Delpy) et un Américain de passage à Vienne. « Richard nous a laissés écrire nos personnages, et les imprégner de ce qui se passait dans nos vies. Les points de vue masculin et féminin coexistent. L'équilibre est parfait », souligne l'acteur. *Before Sunrise* n'est pas un succès mais, au fil du temps, il devient culte pour toute une génération de cinéphiles, tant et si bien que deux autres volets voient le jour.

Un certain penchant pour les films d'horreur

« Nous devons être la franchise qui a le moins rapporté d'argent », s'esclaffe Ethan Hawke. Lui et Delpy récolteront, quand même, deux nominations à l'Oscar de la meilleure adaptation ! « Entre Richard et moi, il y a une complémentarité. Nous sommes sur la même longueur d'onde intellectuelle. Heureusement, sa patience compense mon enthousiasme. » Le duo a, en permanence, plusieurs projets sur le feu « mais il est de plus en plus difficile de les financer », regrette Ethan Hawke, qui n'a pas cherché à faire carrière dans les blockbusters.

S'il a passé l'audition de *Titanic*, il est ravi que ce soit Leonardo DiCaprio qui ait remporté le rôle de Jack. Celui qui brille en coéquipier de Denzel Washington dans *Training Days* ne prend pas ombrage de jouer les seconds couteaux. La gloire, l'attention des médias, auraient été difficiles à supporter plus jeune. « La mort de River Phoenix a été un électrochoc en matière d'autodestruction. Le sentiment d'insuffisance mêlé à un ego égoïste peut faire chavirer le navire, confie-t-il, ébranlé. Je n'ai jamais pris trop au sérieux l'aspect commercial de mon métier. Je suis convaincu que si on fait du bon travail, on aura d'autres opportunités. Même si le projet ne rapporte pas d'argent, vos pairs remarqueront la qualité de votre performance. »

C'est ainsi qu'il s'est découvert à la quarantaine un certain penchant pour les films d'horreur (*Sinister*, *Black Phone*, *American Nightmare*). Ethan Hawke a même fait sur le tard une incursion chez les super-héros de Marvel (la série *Moon Knight*). « Joe Dante m'a enseigné qu'il existe une multitude de formes d'art. L'opposition entre un art "noble" et un art "populaire" est illusoire. Seuls comptent le temps et la réflexion investis dans l'œuvre », professe ce patriarche, fier de voir les enfants nés de son union avec Uma Thurman, Levon et la star de *Stranger Things* Maya, marcher dans leurs pas. La seule chose pour laquelle il s'inquiète est « le poids des réseaux sociaux ». « C'est une tour de Babel qui ne pardonne aucune maladresse. La moindre erreur prend des proportions inimaginables. Cela crée une angoisse peu compatible avec le fait de devenir adulte », déplore-t-il en nous disant au revoir. ■



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Logement (lo-je-man) n. m. Pied à terre posé avant de s'élancer.

Marine Le Pen a consacré l'essentiel de son discours de rentrée à la question cruciale du logement.

Le mot vient du francique *laubja*, qui désigne un auvent, une galerie - celle qui a écouté la candidate du Rassemblement national égrener ses propositions.

Sans logis, mal logés, pour ne rien dire des squatteurs indéloges, les sujets d'occupation, et donc de préoccupation, ne manquent pas.

Voici donc Marine Le Pen s'intronisant générale en chef des questions de logement - on n'ira pas jusqu'au grade de maréchal des logis.

La candidate du RN estime que les Français et les étrangers ne doivent pas être logés à la même enseigne, notamment en matière de logement. Selon elle, il y aurait quelque logique à favoriser les nationaux. Sauf que le logiciel législatif, administratif et même philosophique de la France l'entend autrement.

À ce jour, ce que ferait du logis notre fée serait contesté, peut-être même annulé. En tout cas, en ouvrant frontalement le dossier du logement, elle montre qu'elle n'entend pas assister depuis les loges à la pièce politique qui commence. ■

LES VOYAGES F

SALZBOURG :

MOZART ET LES SPLENDEURS DU SALZKAMMERGUT

> DU 1^{ER} AU 4 DÉCEMBRE 2026

De Salzbourg à Hallstatt, partez à la découverte d'une Autriche féérique. De palais baroques en demeures impériales, chaque visite est une célébration de l'héritage des Habsbourg et de Mozart, dont le génie et la passion marquent encore aujourd'hui les ruelles de Salzbourg, sa ville natale. Des visites sublimes par l'effervescence des marchés de Noël, qui rappellent la magie et l'excitation presque enfantine qui précèdent les fêtes de fin d'année.

VOYAGE ACCOMPAGNÉ
4 JOURS / 3 NUITS
4 190 €*

RENSEIGNEMENTS ET INFORMATIONS 01 57 08 70 02 / lesvoyagesf.fr
Personnalisez ce voyage en individuel pour vous et vos proches

* Tarif par personne sur la base d'une chambre double à partager. Crédit photo : AdobeStock